

**DEMANDE DE PERMIS EXCLUSIF DE RECHERCHES DE  
MINES DIT « PERMIS COUFLENS »**

**DOSSIER COMPLET**

**COPIE DE LA DEMANDE**

à Monsieur le Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.

**DOCUMENT CARTOGRAPHIQUE**

**IDENTIFICATION ET STATUTS**

**ACTES D'ENGAGEMENTS**

**CAPACITÉS TECHNIQUE ET FINANCIÈRE**

**MÉMOIRE TECHNIQUE**

**BUDGETS ET ENGAGEMENT DE DÉPENSES**

**ÉLÉMENTS CARTOGRAPHIQUES, SOCIO-ÉCONOMIQUE,  
NOTICE D'IMPACT ET NOTICE D'INCIDENCE NATURA 2000**

**PLANCHES HORS TEXTE**

**STRATÉGIE DE VARISCAN MINES**

<b>Document Variscan Mines rédigé par :</b>	<b>Document Variscan Mines vérifié par :</b>	<b>Document Variscan Mines approuvé par :</b>
A.-S. Audion, M. Bonnemaïson, M Picault, E. Marcoux, Q. Monge, T. Poitrenaud, G. Raoult, P. Lebret	P. Lebret 	M. Bonnemaïson 
Le 20/11/2014	Le 20/11/2014	Le 20/11/2014

16 rue Léonard de Vinci  
CS 30019  
45074 Orléans cedex 2

**Le Directeur général**

Michel Bonnemaïson

☎ : +33 2 38 51 10 56

✉ : [m.bonnemaïson@variscan.fr](mailto:m.bonnemaïson@variscan.fr)

Siret : 528 859 846 000 16

Monsieur le Ministre en charge des mines,  
Ministre de l'Économie, de l'industrie et du numérique  
Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature  
Direction de l'eau et de la biodiversité  
GR 2 Ressources minérales  
La Grande Arche – Paroi sud  
92055 La Défense cedex

Lettre remise en main propre  
Nos réf : 2014\_11\_20\_650\_MB  
Objet : demande PERM Couflens

Orléans, le 20 novembre 2014

Monsieur le Ministre,

Je soussigné, Michel Bonnemaïson, domicilié 256 rue Alexandre André, 45240 Ligny-le-Ribault, agissant en ma qualité de Directeur Général de la société Variscan Mines, société au capital de 1 800 000 €, dont le siège social est à 45074 Orléans cedex 2, 16, rue Léonard de Vinci, CS 30019,

ai l'honneur de solliciter, au nom et pour le compte de ladite société, l'octroi d'un permis exclusif de recherches de mines portant sur partie du département de l'Ariège appartenant à la région Midi-Pyrénées.

1) Les substances faisant l'objet de la demande sont : tungstène, étain, bismuth, molybdène, zinc, plomb, cuivre, or, argent et substances connexes (notamment niobium et tantale).

2) Le permis de recherches en cause est sollicité pour une durée de 5 (cinq) années renouvelables, et pourrait prendre le nom de "Permis **COUFLENS**".

3) Ce permis serait valable à l'intérieur d'un bloc délimité par les lignes joignant successivement les sommets **A, B, C, D, E, F et G** définis ci-après par leurs coordonnées géographiques :

Coordonnées des sommets du PERM "COUFLENS" :

Sommet	RGF 93		WGS 84		Lambert 93	
	X_93_Dec	Y_93_Dec	X_WGS84	Y_WGS84	X_93	Y_93
A	1,133775	42,750988	1,133775	42,75099	547050	6185300
B	1,171817	42,783123	1,171817	42,78312	550250	6188800
C	1,191953	42,783464	1,191953	42,78346	551900	6188800
D	1,223137	42,761951	1,223137	42,76195	554400	6186350
E	1,225330	42,730059	1,225330	42,73006	554500	6182800
F	1,170971	42,712956	1,170971	42,71296	550000	6181000
G	1,136962	42,727659	1,136962	42,72766	547250	6182700

Liste des communes concernées par le PERM "COUFLENS" (42 km<sup>2</sup>)

- Ariège (09) – 1 commune
  - Couflens

4) À ce jour, Variscan Mines détient trois titres miniers portant sur les gîtes relevant du régime légal des mines : Les PERM de « Saint-Pierre » (Maine-et-Loire), « Merléac » (Côtes-d’Armor) et « Tennie » (Sarthe). Elle a introduit cinq autres demandes : une dans la région Pays-de-Loire, le PERM « Beaulieu » (Maine-et-Loire), trois dans la région Bretagne, les PERM « Dompierre » (Ile-et-Vilaine), « Loc-Envel » (Côtes-d’Armor) et « Silfiac » (Côtes-d’Armor et Morbihan), une dans la région Bourgogne, le PERM « Cressy » (Saône-et-Loire).

5) La société est représentée par son président, Jack Testard, son directeur général exécutif, Michel Bonnemaison et son directeur général Gregory Jones, représentant l’associé unique Variscan Mines Limited (anciennement, Platsearch NL).

Les commissaires aux comptes sont messieurs Philippe Blin (commissaire aux comptes titulaire – Cabinet SEFAC, 10 avenue de Messine, 75008 Paris) et Serge Meheust (commissaire aux comptes suppléant du même cabinet).

Les actionnaires significatifs de l’associé unique Variscan Mines Limited sont indiqués dans le tableau ci-après :

Group or Holder No	Holder Name	Nationalité	Balance at 18-08-2014	%
S00000806048	HSBC CUSTODY NOMINEES (AUSTRALIA) LIMITED	Australie	51 283 865	29,182
S00009884521	UOB KAY HIAN PRIVATE LIMITED <CLIENTS A/C>	Singapour	18 426 560	10,485
S00022520920	MR CHRIS CARR & MRS BETSY CARR	Australie	7 500 000	4,268
S00032042091	MINOTAUR RESOURCES INVESTMENTS PTY LTD	Australie	7 266 238	4,135
S00014679219	DBS VICKERS SECURITIES (SINGAPORE) PTE LTD <CLIENT ACCOUNT>	Singapour	7 073 762	4,025
S00019378055	MR XIANGJUN ZHANG	Singapour	6 642 000	3,779
S00000817180	WARMAN INVESTMENTS PTY LTD	Australie	4 864 019	2,768
S00013111740	MR ROBERT LEWIS RICHARDSON & MS SUSANNE BRINT <THE RATHROAM STAFF FUND A/C>	Australie	3 350 760	1,907
S00010485185	DMG & PARTNERS SECURITIES PTE LTD <CLIENTS A/C>	Australie	2 674 661	1,522
S00003237958	MONEX BOOM SECURITIES (HK) LTD <CLIENTS ACCOUNT>	Australie	2 457 936	1,399

À notre connaissance, le périmètre concerné est libre de tout droit minier en rapport avec le permis qui est sollicité, y compris la concession du « Pic de la Fourque » (ancienne mine de tungstène) renoncée.

À l'appui de ma requête, je vous prie de trouver ci-joints les documents suivants, conformément à l'arrêté du 28 juillet 1995, au décret n° 2006-648 du 2 juin 2006, et à l’ordonnance du 27 janvier 2011 :



1) Un exemplaire de la carte à 1/50 000 et cinq exemplaires de la carte à 1/25 000 signés par le pétitionnaire sur lesquels sont précisés le périmètre de la demande et les points géographiques servant à le définir

2) Les renseignements et pièces nécessaires à l'identification de Variscan Mines :

- Un exemplaire certifié conforme des statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle, inscrite au Registre du Commerce d'Orléans sous le N° 528 859 846 –N° de Gestion 2010 B 1401 et la justification des pouvoirs de la personne qui a signé la demande
- La liste des actionnaires ou des associés connus de celui-ci qui détiennent plus de 3 pour 100 du capital social en indiquant le nombre des titres détenus, la qualité et la nationalité de chacun des actionnaires ou des associés

3) Les engagements de respecter les obligations conformes aux articles 43 (5°) du décret 2006-648 du 2 juin 2006, à l'article 5 e) de l'arrêté du 28 juillet 1995 et à l'article 3 de l'arrêté du 28 juillet 1995

4) Les documents de nature à justifier des capacités financières et techniques de la société demanderesse et les garanties dont elle bénéficie comme filiale de la société australienne Variscan Mines Limited (anciennement, Platsearch NL), incluant l'accord de « joint-venture » avec la société Juniper Capital Partner Limited et son engagement financier à hauteur de 25 M € sur ce dossier

5) Un mémoire justifiant les limites de ce périmètre, compte tenu notamment de la constitution géologique de la région et le programme des travaux envisagé

6) L'effort financier minimum que la société Variscan Mines s'engage à consacrer à l'exécution de ces travaux

7) Les éléments de contexture : socio-économie du territoire concerné (INSEE), notice d'impact (Minelis ©), notice d'incidence Natura 2000 (Minelis ©)

8) Les planches hors texte

9) La stratégie de Variscan Mines.

Conformément à l'article 9 de l'arrêté du 28 juillet 1995, j'envoie des copies de la demande à Monsieur le Préfet de la région Midi-Pyrénées, à Monsieur le Préfet du département de l'Ariège, ainsi qu'à Monsieur le Directeur régional de l'équipement, de l'aménagement et du logement de la région Midi-Pyrénées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de mon plus grand respect.

Pour la société Variscan Mines  
Le Directeur Général  
Michel Bonnemaïson



## SOMMAIRE

Le PERM « COUFLENS » est le 9<sup>ième</sup> titre minier sollicité par Variscan Mines pour tungstène, étain, bismuth, molybdène, zinc, plomb, cuivre, or, argent et substances connexes (notamment niobium et tantale) par la société Variscan Mines.

Le choix du périmètre a été guidé par les stratégies d'exploration et d'exploitation telles qu'explicitées dans ce mémoire technique.

Ce dossier comprend les éléments suivants :

Copie de la demande adressée à Monsieur le Ministre de l'Économie, de l'industrie et du numérique.

**Annexe 1** : carte des limites administratives du PERM avec une carte à 1/50 000

**Annexe 2** : identification et statuts de Variscan Mines (mise à jour du 29 septembre 2014))

- Annexe 2a : statuts actuels de Variscan Mines (29 septembre 2014) : Un exemplaire certifié conforme des Statuts de la Société par actions simplifiée unipersonnelle, inscrite au Registre du Commerce d'Orléans sous le N° 528 859 846 – N° de Gestion 2010 B 1401, et et la justification des pouvoirs de la personne qui a signé la demande
- Annexe 2b : extrait du Kbis au 17 novembre 2014 et inscription INSEE (base SIRENE)
- Annexe 2c : rapport du commissaire aux comptes relatif à l'exactitude de l'arrêté de compte du 30 juin 2014 (article R. 225-134 du Code de commerce)
- Annexe 2d : certificat du dépositaire
- Annexe 2e : liste des 40 premiers actionnaires de Variscan Mines Limited (Anciennement PlatSearch NL)
- Annexe 2f : extrait des statuts de Variscan Mines (nomination de M. Jack Testard comme président de la société Variscan Mines à compter du 3 décembre 2010 pour une durée illimitée)
- Annexe 2g : pouvoirs de signature de M. Michel Bonnemaïson, directeur général de Variscan Mines à compter du 1<sup>er</sup> Février 2011.

**Annexe 3** : actes d'engagement

- Annexe 3a : engagements souscrits en application de l'article 43 (5°) du décret 2006-648 du 2 juin 2006. Engagement du président J. Testard
- Annexe 3b : engagements souscrits en application de l'article 43 (5°) du décret 2006-648 du 2 juin 2006. Engagement du directeur général M. Bonnemaïson
- Annexe 3c : engagements souscrits en application de l'article 5 e) de l'arrêté du 28 juillet 1995. Engagement du président J. Testard
- Annexe 3d : engagements souscrits en application de l'article 5 e) de l'arrêté du 28 juillet 1995. Engagement du directeur général M. Bonnemaïson
- Annexe 3e : engagements souscrits en application de l'article 3 de l'arrêté du 28 juillet 1995. Engagement du président J. Testard
- Annexe 3f : engagements souscrits en application de l'article 3 de l'arrêté du 28 juillet 1995. Engagement du directeur général M. Bonnemaïson

**Annexe 4** : capacités financières et techniques de Variscan Mines

- Annexe 4a : un document original en anglais qui présente la maison mère Variscan Mines Limited (anciennement PlatSearch NL).
- Annexe 4b : une traduction simplifiée en français de l'annexe 2a, indiquant les renseignements attendus sur la composition du conseil d'administration et la qualité et nationalité de chacun de ses membres, sachant que le seul intervenant sur la filiale française Variscan Mines S.A.S est Monsieur Gregory Jones,
- Annexe 4c : rapport annuel 2014 de Variscan Mines Limited
- Annexe 4d : curriculum Vitae
- Annexe 4e : copie du rapport d'audit associé au rapport d'activité 2013. Ces documents fournissent les capacités financières de la société ainsi que son mode de fonctionnement de « junior » capable de lever des fonds en bourse pour les programmes d'exploration
- Annexe 4f : accord de Joint-Venture avec la société Juniper Capital Partner Limited
- Annexe 4g : engagement financier de Juniper Capital Partner Limited.

**Annexe 5** : mémoire technique

- Annexe 5a : travaux préliminaires à la demande du PERM « Couflens »
- Annexe 5b : justification de la demande du PERM « Couflens »
- Annexe 5c : carte géologique et minéralisations du PERM « Couflens »
- Annexe 5d : travaux projetés sur le PERM « Couflens » pour les 5 années à venir.

**Annexe 6** : budgets et engagement des dépenses.**Annexe 7** : éléments cartographiques, socio-économiques, notice d'impact et notice d'incidence Natura 2000

- Annexe 7a : cadre légal de la demande du PERM « Couflens »
- Annexe 7b : éléments cartographiques divers
- Annexe 7c : données socio-économiques (Source INSEE, Janvier 2013)
- Annexe 7d : notice d'impact (MINELIS ©)
- Annexe 7e : notice d'incidence NATURA 2000 (MINELIS ©).

**Annexe 8** : planches hors-texte (1/25 000)

- Annexe 8a : carte à 1/25 000 des limites administratives du PERM (5 exemplaires)
- Annexe 8b : carte à 1/25 000 des anciens titres miniers et des gîtes minéraux
- Annexe 8c : carte à 1/25 000 de la géologie et des anomalies géochimiques
- Annexe 8d : carte à 1/25 000 de localisation géographique du PERM
- Annexe 8e : carte à 1/25000 de l'occupation des sols
- Annexe 8f : carte à 1/25 000 des contraintes environnementales
- Annexe 8g : carte à 1/25 000 des rivières et plans d'eau
- Annexe 8h : carte à 1/25 000 des sites archéologiques et des monuments historiques (sites classés/inscrits).

**Annexe 9 : stratégie de Variscan Mines**

- Annexe 9a : éléments ayant conduit au choix de la France comme zone prioritaire pour l'exploration minière
- Annexe 9b : annonce officielle aux actionnaires de la stratégie de Variscan Mines Limited (anciennement, Platsearch NL.)
- Annexe 9c : stratégie d'exploration minière de Variscan Mines
- Annexe 9d : stratégie d'exploitation minière de Variscan Mines.

Dossier d'application d'un Permis Exclusif de Recherche de Mines « COUFLENS »

## **ANNEXE 1**

### **Carte des limites administratives du PERM « COUFLENS »**

Cette annexe cartographique comporte une carte des limites administratives à 1/50 000.

**Cinq cartes à 1/25 000** sont également fournies sous forme de planches hors texte en annexe 8a.

# Annexe 1

## Carte des limites administratives du PERM « COUFLENS »

Échelle 1/50 000

5 cartes à 1/25 000 sont fournies en annexe 8a

Coordonnées des sommets du PERM "COUFLENS" (42 km<sup>2</sup> - 1 commune) :

Sommet	RGF 93		WGS 84		Lambert 93	
	X_93_Dec	Y_93_Dec	X_WGS84	Y_WGS84	X_93	Y_93
A	1,133775	42,750988	1,133775	42,75099	547050	6185300
B	1,171817	42,783123	1,171817	42,78312	550250	6188800
C	1,191953	42,783464	1,191953	42,78346	551900	6188800
D	1,223137	42,761951	1,223137	42,76195	554400	6186350
E	1,225330	42,730059	1,225330	42,73006	554500	6182800
F	1,170971	42,712956	1,170971	42,71296	550000	6181000
G	1,136962	42,727659	1,136962	42,72766	547250	6182700

Liste des communes concernées par le PERM "COUFLENS" (42 km<sup>2</sup>) :

- Ariège : 1 commune
  - Couflens



**Annexe 8a**  
 Carte des limites administratives du PERM "Couflens"  
 Echelle 1:50 000

**Légende**

- Emprise du PERM de Couflens
- Sommets du PERM

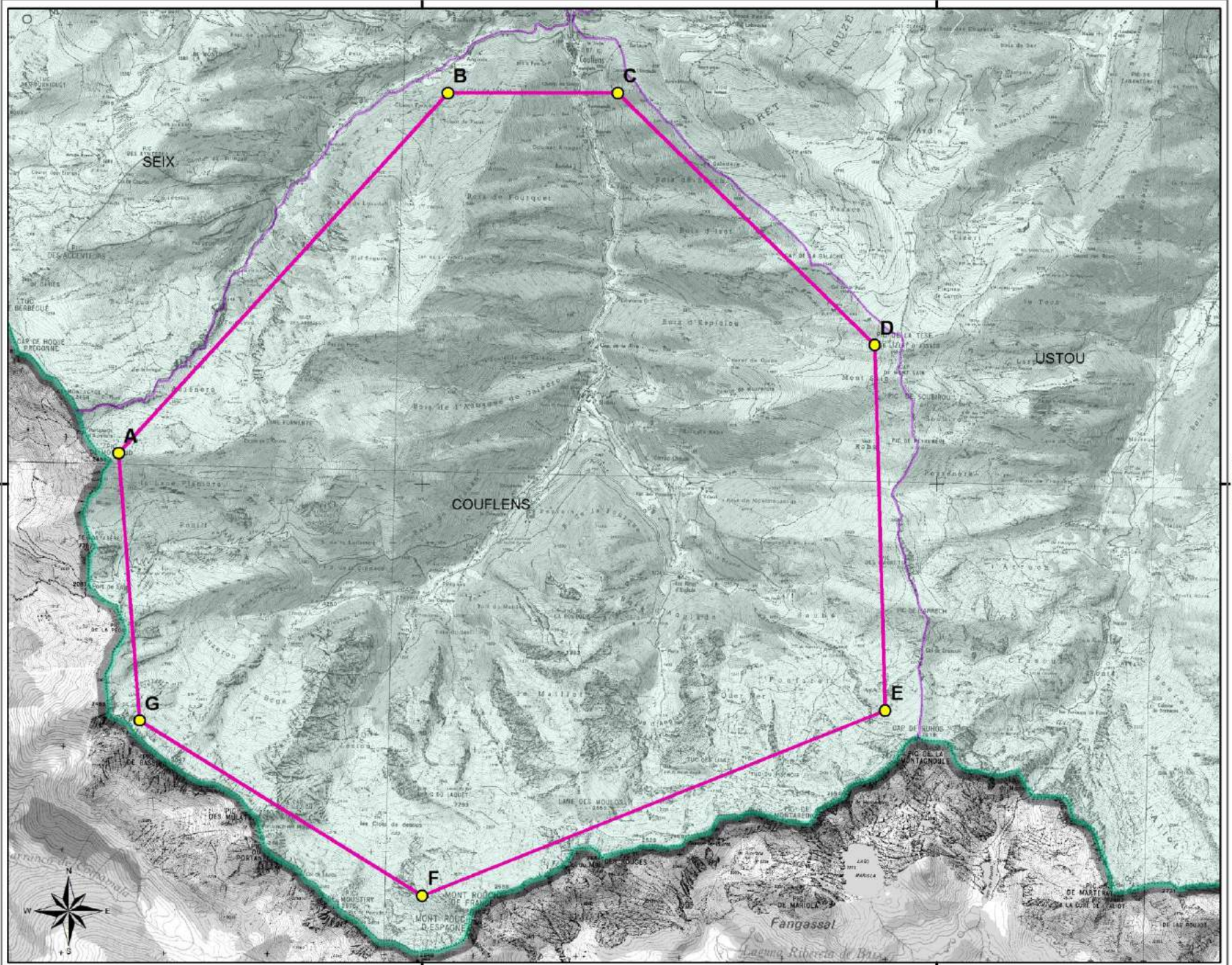
**Limites administratives**

- Nature**
- Limite d'arrondissement
  - Limite de commune
  - Limite de canton
  - Limite de département
  - Limite de région
  - Frontière internationale

**Coordonnées des Sommets**

Lambert 93		
	X	Y
A	547050	6185300
B	550250	6188800
C	551900	6188800
D	554400	6186350
E	554500	6182800
F	550000	6181000
G	547250	6182700

RGF - 93 (Degrés)		
	X	Y
A	1.133775	42.75099
B	1.171817	42.78312
C	1.191953	42.78346
D	1.223137	42.76195
E	1.22533	42.73006
F	1.170971	42.71296
G	1.136962	42.72766





Dossier d'application d'un Permis Exclusif de Recherche de Mines « COUFLENS »

## ANNEXE 2

### IDENTIFICATION ET STATUTS DE VARISCAN MINES

La société Variscan Mines est une société par actions simplifiée dont l'actionnaire unique est Variscan Mines Limited (anciennement Platserch NL), société d'exploration minière australienne, représentée par Monsieur Gregory Jones de nationalité australienne.

Elle est gérée par les mandataires délégués français suivants :

- Monsieur Jack Testard, président, dirige, représente et administre la société tel que précisé dans les statuts depuis sa création le 3 décembre 2010
- Monsieur Michel Bonnemaïson, directeur général nommé par le président le 1<sup>er</sup> février 2011, administre la société et la dirige par délégation complète de ses activités par le président.

Cette annexe comporte :

- Annexe 2a : statuts actuels de Variscan Mines (29 septembre 2014): Un exemplaire certifié conforme des statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle, inscrite au Registre du Commerce d'Orléans sous le N° 528 859 846 – N° de gestion 2010 B 1401, et la justification des pouvoirs de la personne qui a signé la demande
- Annexe 2b : extrait du Kbis au 17 novembre 2014 et inscription INSEE (base SIRENE)
- Annexe 2c : rapport du commissaire aux comptes relatif à l'exactitude de l'arrêté de compte du 30 juin 2014 (article R. 225-134 du Code de commerce).
- Annexe 2d : certificat du dépositaire
- Annexe 2e : liste des 40 premiers actionnaires de Variscan Mines Limited (anciennement PlatSearch NL)
- Annexe 2f : extrait des statuts de Variscan Mines (nomination de M. Jack Testard comme président de la société Variscan Mines à compter du 3 décembre 2010 pour une durée illimitée)
- Annexe 2g : pouvoirs de signature de M. Michel Bonnemaïson, directeur général de Variscan Mines à compter du 1<sup>er</sup> février 2011





•

**ANNEXE 2a : statuts actuels de la société Variscan Mines (29 septembre 2014)**



**VARISCAN MINES**  
Société par actions simplifiée unipersonnelle  
Au capital de 1.800.000 euros  
Siège social :  
16, rue Léonard de Vinci, 45 000 ORLEANS  
R.C.S ORLEANS 528 859 846

**STATUTS**

**Version mise à jour au 29 septembre 2014**

COPIE CERTIFIÉE  
CONFORME A L'ORIGINAL



## **TITRE I**

### **Forme - Objet – Dénomination – Siège Social - Durée - Exercice Social**

#### **ARTICLE 1 - Forme**

Il est formé par l'associé unique, soussigné, propriétaire des actions ci-après créées, une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

#### **ARTICLE 2 – Objet**

La Société a pour objet, en France et à l'étranger, directement ou indirectement :

La recherche et l'exploitation des gisements miniers de toute nature, la métallurgie de tous métaux et alliages et leur négoce, et à cet effet :

- la recherche, l'acquisition, l'amodiation, l'aliénation, la concession, l'exploration, l'extraction et l'exploitation de toutes mines et carrières, de tout minerai, substance minérale, métal précieux ou industriel, de quelque nature que ce soit ;
- l'obtention et l'exploitation de tous privilèges, monopoles, concessions, autorisation, titres d'exploitation, d'exploitation ou d'extraction de mines ou carrières ;
- tous travaux, fabrication, transformation, recherches, études, commercialisation, en relation avec l'exploration ou l'exploitation de mines et carrières ;
- l'obtention ou l'acquisition et l'exploitation de tout brevet, licences, procédé et marques de fabrique ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

#### **ARTICLE 3 – Dénomination**

La dénomination de la Société est :

"VARISCAN MINES".

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales S.A.S et de l'indication du montant du capital social.

#### **ARTICLE 4 - Siège social**

Le siège social est fixé 16, rue Léonard de Vinci, 45 000 ORLEANS.

25

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision du dirigeant, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

#### **ARTICLE 5 – Durée**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix neuf (99) années à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée. Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés, s'ils sont plusieurs ou convoquer l'associé unique, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

#### **ARTICLE 6 - Exercice social**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> juillet et se termine le 30 juin de chaque année.

### **TITRE II**

#### **Apports – Capital Social**

#### **ARTICLE 7 – Apports**

Au titre de la constitution de la société, l'associé unique, soussigné, apporte à la Société la somme de mille (1.000) euros.

Lesdits apports correspondent à mille (1.000) actions de nominal un (1) euro, souscrites en totalité et entièrement libérées.

La somme de mille (1.000) euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la Société Générale, figurant en annexe.

La totalité des apports est donc réalisée en numéraire, et s'élève à mille (1.000) euros.

Par décision de l'associé unique en date du 8 juillet 2011, le capital a été augmenté en numéraire d'un montant de cent quatre-vingt-dix-neuf mille (199.000) euros, pour être porté à deux cent mille (200.000) euros.

Par décision de l'associé unique en date du 29 juin 2012, le capital a été augmenté en numéraire d'un montant de six cent mille (600.000) euros, pour être porté à huit cent mille (800.000) euros.

Par décision de l'associé unique en date du 29 septembre 2014, le capital a été augmenté en numéraire d'un montant de un million d'euros (1.000.000 €), pour être porté à un million huit cent mille euros (1.800.000 €).

#### **ARTICLE 8 - Capital social**



Le capital social est fixé à la somme de un million huit cent mille euros (1.800.000 €).

Il est divisé en un million huit cent mille actions de un (1) euro chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

#### **ARTICLE 9 - Comptes courants**

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en «Comptes courants».

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

#### **ARTICLE 10 - Modifications du capital social**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique a, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, l'associé unique peut renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

### **TITRE III**





## **Actions**

### **ARTICLE 11 - Forme des valeurs mobilières**

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

### **ARTICLE 12 - Libération des actions**

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze (15) jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

## **TITRE IV**

### **Cession – Transmission – Location d'actions**

#### **ARTICLE 13 - Transmissions des actions**

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

#### **DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTION EN CAS DE PERTE DU CARACTERE UNIPERSONNEL**

#### **ARTICLE 14 – Définitions**

Dans le cadre des présents statuts, la soussignée convient des définitions ci-après :

a) Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou





d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) Opération de reclassement signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

#### **ARTICLE 15 - Transmission des actions**

1. La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

2. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

3. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

4. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

5. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

6. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les quarante (45) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

7. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

#### **ARTICLE 16 - Modifications dans le contrôle d'un associé**

1. En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de trente (30) jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

15

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article "Exclusion d'un associé".

2. Dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article "Exclusion d'un associé". Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

#### **ARTICLE 17 - Restrictions à la libre transmission des actions**

Les associés s'interdisent formellement, sous peine d'exclusion de la Société et de nullité des cessions intervenues en violation des stipulations du présent article, de céder ou transmettre, sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, tout ou partie des actions qu'ils détiennent et viendraient à détenir dans la Société, à toute personne physique ou morale, exploitant des activités concurrentes de celles de la Société, ou à une personne physique ou morale, cliente ou fournisseur de la Société et susceptible de mettre en péril les intérêts, les activités ou la situation de la Société.

#### **ARTICLE 18 - Exclusion d'un associé**

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé.

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée quinze (15) jours avant la date prévue pour la réunion de l'organe dirigeant collégial, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion afin de lui permettre de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard quinze (15) jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément prévues aux présents statuts.



La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu. La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les trente (30) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

#### **ARTICLE 19 - Nullité des cessions d'actions**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions de l'article "*Modifications dans le contrôle d'un associé*" des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

#### **ARTICLE 20 - Location d'actions**

La location des actions est autorisée, dans les conditions définies par la loi.

### **TITRE V**

#### **Administration de la Société**

#### **ARTICLE 21 - Président de la Société – Directeurs généraux**

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou la collectivité des associés qui fixe son éventuelle rémunération.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée deux (2) mois avant la date de prise d'effet de cette décision, sauf accord de l'associé unique, lorsqu'il n'existe qu'un seul associé.

L'associé unique ou la collectivité des associés, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée.

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, y compris consentir des délégations de pouvoirs, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

15



Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président peut nommer un ou plusieurs directeur généraux, personne physique ou morale, disposant, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président et portant le titre de directeur général. Toutefois, et à titre d'ordre interne, la décision de sa nomination pourra fixer des limitations à ses pouvoirs de direction. Les conditions de durée, de rémunération et de révocation sont identiques à celles du Président.

Lorsque la société a un associé unique, tout engagement financier de la société par le président ou un directeur général d'un montant supérieur à la somme de 100.000 € devra faire l'objet d'une approbation préalable par décision de l'associé unique.

#### **ARTICLE 22 - Représentation sociale**

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L. 2323-67 du Code du travail auprès du Président.

### **TITRE VI**

#### **Conventions règlementées – Commissaire aux comptes**

#### **ARTICLE 23 - Conventions règlementées**

Il est fait mention au registre des décisions de l'associé unique des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et le Président-associé unique.

Lorsque le Président n'est pas associé, les conventions intervenues, autres que celles mentionnées au dernier alinéa du présent article, entre celui-ci, directement ou par personnes interposées, et la Société sont soumises à l'approbation de l'associé unique ou à la collectivité des associés, ainsi que les conventions intervenues avec des associés disposant de 10 % ou plus du capital et des droits de vote de la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes, si la société en est dotée.

#### **ARTICLE 24 - Commissaires aux comptes**

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.



**TITRE VI****Décisions de la Société****ARTICLE 25 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE****Sous-article 25-1 - Décisions de l'associé unique**

L'associé unique est seule compétente pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le Président ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- modifier les statuts ;
- dissoudre la Société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

**Sous-article 25-2 - Information de l'associé unique ou des associés**

1 - L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

2 - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**ARTICLE 26 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés.

**Sous-article 26-1- Décisions collectives obligatoires**

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.



**Sous-article 26-2 - Règles de majorité**

Les décisions collectives sont prises à l'unanimité des associés.

**Sous-article 26-3 - Modalités des décisions collectives**

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro (0) heure, heure de Paris.

**Sous-article 26-4 - Assemblées**

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 20 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L. 2323-67 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence. La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée. Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

**Sous-article 26-5 - Procès-verbaux des décisions collectives**

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés





par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

#### **Sous-article 26-6 - Information préalable des associés**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être mis à disposition des associés huit (8) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

#### **ARTICLE 27 - Droit de communication des associés**

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

### **TITRE VIII**

#### **Comptes annuels – Affectation des résultats**

#### **ARTICLE 28 - Comptes annuels**

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la société en est dotée, dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.



En cas de pluralité d'associés, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels au vu du rapport de gestion et des rapports du (ou des) Commissaire(s)aux comptes, si la société en est dotée, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice.

#### **ARTICLE 29 - Affectation et répartition des résultats**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

#### **ARTICLE 30 - Affectation et répartition des résultats en cas de pluralité d'associés**

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation et l'emploi.

3. La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision de la collectivité des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

### **TITRE IX**

#### **Liquidation –Dissolution**

#### **ARTICLE 31 - Dissolution - Liquidation de la Société**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.





La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué l'associé unique ou est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

## TITRE X

### **Désignation des organes sociaux – Actes accomplis pour la Société en formation**

#### **ARTICLE 32 - Nomination du Président**

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

**Jack TESTARD**

Né le 11 mars 1945 à Bourges (18)

Demeurant 69, rue des Bouvreuils, 45590 St Cyr en Val

Lesquels déclarent accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

#### **ARTICLE 33 - Nomination des premiers Commissaires aux comptes**

Sont désignés Commissaires aux comptes de la Société pour une durée de six (6) exercices :

- En qualité de Commissaire aux comptes titulaire :

**CABINET SEFAC**, représenté par Philippe Blin, 10 avenue de Messine, 75008 Paris

- En qualité de Commissaire aux comptes suppléant :

**Mr Serge Meheust**, 10 avenue de Messine, 75008 Paris



lesquels interviennent aux présentes à l'effet d'accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliquées.

\* \* \*





**ANNEXE 2b : extrait Kbis et inscription INSEE (SIRENE)**



Greffes du Tribunal de Commerce d'Orléans  
44 rue de la Bretonnerie -  
BP 92015  
45010 Orléans CEDEX 1

N° de gestion 2010B01401

*Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
à jour au 17 novembre 2014

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	528 859 846 R.C.S. Orléans
<i>Date d'immatriculation</i>	08/12/2010
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	<b>VARISCAN MINES</b>
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée à associé unique (Société à associé unique)
<i>Capital social</i>	1 800 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	16 rue Léonard de Vinci 45000 Orléans
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 07/12/2109
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 juin

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES**

**Président**

<i>Nom, prénoms</i>	TESTARD Jack Marc Etienne
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 11/03/1945 à BOURGES (18)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	69 rue des Bouvreuils 45590 Saint-Cyr-en-Val

**Directeur général**

<i>Nom, prénoms</i>	BONNEMAISON Michel
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 27/03/1955 à LAVELANET
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	256 rue Alexandre André 45240 Ligny-le-Ribault

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	16 rue Léonard de Vinci 45000 Orléans
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	La recherche exploration et l'exploitation de gisements miniers de toute nature la métallurgie de tous métaux et alliages et leur négoce
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/12/2010
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

RCS Orléans - 17/11/2014 - 15:42:50

**Certificat d'inscription  
au Répertoire des Entreprises et des Établissements (SIRENE)**

001402/002905

VARISCAN MINES  
16 RUE LEONARD DE VINCI  
45100 ORLEANS**RECU LE**  
- 4 SEP. 2012Tél : 02 38 89 52 52  
Fax : 02 38 89 52 68

A la date du 29 Août 2012

**Description de l'entreprise ou de l'organisme**

Identifiant SIREN	528 858 840
Identifiant SIRET du siège	528 859 846 00016
Désignation	VARISCAN MINES
Sigle	
Catégorie juridique	5720 Société par actions simplifiée à associé unique ou société par actions simplifiée unipersonnelle
Activité Principale Exercée (APE)	0900Z Activités de soutien aux autres industries extractives
Date de prise d'activité	01/12/2010

**Description de l'établissement concerné**

Identifiant SIRET	528 859 846 00016	Statut : Siège et établissement principal
Adresse	16 RUE LEONARD DE VINCI 45100 ORLEANS	
Enseigne		
Activité Principale Exercée (APE)	0900Z Activités de soutien aux autres industries extractives	
Date de prise d'activité	01/12/2010	
Effectif salarié à la prise d'activité	Non renseigné	

**Mise à jour effectuée**

Événement	Autre modification d'activité au niveau SIREN	
Date de l'événement	01/12/2010	
Référence : déclaration n°	D00313846967 Transmise par INSEE - DIRECTION GENERALE	

**IMPORTANT :** à l'exception des informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements figurant dans ce document, en particulier le code APE, n'ont de valeur que pour les applications statistiques (décret 2007-1886 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités et de produits).





**ANNEXE 2c (version juin 2015) :**

**comptes annuels exercice clos le 30 juin 2012**

**rapport du commissaire sur les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2013**

**rapport du commissaire sur les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2014**





# Comptes annuels

**SASU VARISCAN MINES**

16 RUE LEONARD DE VINCI

45100 ORLEANS

Exercice clos le : 30 Juin 2012

APE : 0710Z

SIRET : 528 859 846 00016

COMPTEx SARL

1, boulevard Foch

Tél : 02-38-76-65-11

Fax : 02-38-76-66-34

45240 LA FERTE-SAINT-AUBIN

***Comptes annuels***

Règles et méthodes comptables  
Bilan actif  
Bilan passif  
Compte de résultat  
Compte de résultat - suite -  
Détail du bilan actif  
Détail du bilan passif  
Détail du compte de résultat  
SIG négoce  
Etat des échéances, créances et dettes  
Charges à payer  
Détail des charges à payer  
Produits et charges constatés d'avance  
Détail des charges constatées d'avance  
Composition du capital social  
Effectif moyen

***Etats de gestion***

## Règles et méthodes comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

### ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2012 dont le total est de 929 270,59 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de :  
- 93 761,87 Euros.

L'exercice a une durée de 6 mois, recouvrant la période du 01/01/2012 au 30/06/2012.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le **15 OCTOBRE 2012**.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999
- la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- les règlements comptables :
  - 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
  - 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
  - 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs

Faits caractéristiques de l'exercice.

**NEANT**

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture.

**NEANT**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels	1 an
- Agencements & aménagements divers	5 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Les dépenses de recherche engagées par la société sont comptabilisées à l'actif en frais de recherche et développement. Dans la mesure où la société est toujours dans une phase de recherche, aucun amortissement n'est comptabilisé.

L'administration fiscale exigeant que ces frais soient amortis dès leur inscription à l'actif, un amortissement dérogatoire est comptabilisé afin de corriger l'écart entre l'amortissement comptable et l'amortissement fiscal. La durée retenue est de 5 ans. L'amortissement des frais de recherche 2011 a débuté au 1er janvier 2012 et celui des frais de recherche 2012 a débuté le 30 juin 2012.

Sur l'exercice la société a acquis un logiciel d'une valeur de 75 000€ La société a décidé de l'amortir sur 5 ans au niveau comptable mais elle a opté sur le plan fiscal pour un amortissement sur 12 mois d'où la constatation d'un amortissement dérogatoire.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Charges et produits exceptionnels

La société a bénéficié d'un abandon de créance de 142 043€ au titre de l'exercice.

#### Dettes et créances envers les entreprises liées

Au 30 juin 2012, la société ne présente aucune dette en compte courant envers son associé unique.

#### Changements de méthodes

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.



## BILAN ACTIF

Euros

	30/06/2012			31/12/2011
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	443 726		443 726	258 208
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaire	89 805	19 093	70 712	3 999
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	99 608	21 614	77 994	69 332
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 314		10 314	8 206
	<b>643 453</b>	<b>40 707</b>	<b>602 746</b>	<b>339 745</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	1 042		1 042	139
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	99 943		99 943	97 372
Capital souscrit - appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	216 537		216 537	30 169
Charges constatées d'avance (3)	9 002		9 002	7 626
	<b>326 525</b>		<b>326 525</b>	<b>135 307</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>969 977</b>	<b>40 707</b>	<b>929 271</b>	<b>475 052</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

## BILAN PASSIF

Euros

	30/06/2012	31/12/2011
	Net	Net
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital (dont versé : 800 000 )	800 000	200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau		
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	- 93 762	
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	51 757	
	<b>757 995</b>	<b>200 000</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	59	192 043
Emprunts et dettes financières (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	82 999	34 269
Dettes fiscales et sociales	88 218	48 740
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
	<b>171 275</b>	<b>275 052</b>
Ecart de conversion Passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>929 271</b>	<b>475 052</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		192 043
(1) Dont à moins d'un an (a)	171 275	83 008
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## COMPTES DE RESULTAT

Euros

	30/06/2012			31/12/2011
	France	Exportation	Total	Total
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)				
<b>Chiffre d'affaires net</b>				
Production stockée				
Production immobilisée			185 518	258 208
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Autres produits			49	10
			<b>185 567</b>	<b>258 218</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			117 468	187 375
Impôts, taxes et versements assimilés			4 077	5 985
Salaires et traitements			154 701	228 663
Charges sociales			68 100	87 584
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			18 105	22 602
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			55	14
			<b>362 505</b>	<b>532 224</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>- 176 938</b>	<b>- 274 006</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>Produits financiers</b>				
De participations (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur dépréciations, provisions et tranfert de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			45	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			<b>45</b>	
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>- 45</b>	
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>- 176 983</b>	<b>- 274 006</b>

**COMPTE DE RESULTAT (Suite)**

Euros

	30/06/2012	31/12/2011
	Total	Total
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	142 043	193 222
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	<b>142 043</b>	<b>193 222</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	7 065	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	51 757	
	<b>58 823</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>83 221</b>	<b>193 222</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		- 80 784
<b>Total des produits</b>	<b>327 611</b>	<b>451 440</b>
<b>Total des charges</b>	<b>421 373</b>	<b>451 440</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>- 93 762</b>	
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

## DETAIL DU BILAN ACTIF

Euros

	30/06/2012	31/12/2011	Variation	
	Net	Net	Montant	%
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
<b>Frais de recherche et développement</b>				
203000 FRAIS RECHERCHE ET DEV.	443 726	258 208	185 518	71,8
<b>Total</b>	<b>443 726</b>	<b>258 208</b>	<b>185 518</b>	<b>71,8</b>
<b>Concessions, brvts, licences, logiciels, drts &amp; val. similaires</b>				
205000 CONCESS. BREVETS LICENCE	89 805	12 992	76 813	591,3
280500 AMORT.CONCESSIONS BREVETS	- 19 093	- 8 992	- 10 100	- 112,3
<b>Total</b>	<b>70 712</b>	<b>3 999</b>	<b>66 713</b>	<b>1 668,1</b>
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>514 438</b>	<b>262 207</b>	<b>252 231</b>	<b>96,2</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
<b>Autres immobilisations corporelles</b>				
218100 AAI DIVERS	8 576	8 576		
218200 MATERIEL DE TRANSPORT	38 067	38 067		
218300 MATERIEL BUREAU ET INFO.	32 438	22 897	9 541	41,7
218400 MOBILIER	20 527	13 403	7 125	53,2
281810 AMORT.AAI DIVERS	- 2 107	- 1 249	- 858	- 68,6
281820 AMORT.MATERIEL TRANSPORT	- 11 314	- 7 508	- 3 807	- 50,7
281830 AMORT.MAT.BUREAU ET INFO.	- 6 320	- 3 771	- 2 549	- 67,6
281840 AMORT.MOBILIER	- 1 873	- 1 082	- 791	- 73,0
<b>Total</b>	<b>77 994</b>	<b>69 332</b>	<b>8 662</b>	<b>12,5</b>
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>77 994</b>	<b>69 332</b>	<b>8 662</b>	<b>12,5</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
<b>Autres immobilisations financières</b>				
275000 DEPOTS CAUTIONNEM.VERSES	10 314	8 206	2 108	25,7
<b>Total</b>	<b>10 314</b>	<b>8 206</b>	<b>2 108</b>	<b>25,7</b>
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>10 314</b>	<b>8 206</b>	<b>2 108</b>	<b>25,7</b>
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>602 746</b>	<b>339 745</b>	<b>263 001</b>	<b>77,4</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
409100 FOURN.AV.ACPT VERSES/COMM	1 042	139	903	649,6
<b>Total</b>	<b>1 042</b>	<b>139</b>	<b>903</b>	<b>649,6</b>
<b>Créances</b>				
<b>Autres créances</b>				
401998 FOURNISSEURS DEBITEURS	300		300	
444000 IMPOTS SUR LES BENEFICES	80 784	80 784		
445620 TVA/IMMOBILIS.DEDUCTIBLE	772		772	
445660 TVA/AUTR.BIENS SERV. DED.	7 502	2 592	4 909	189,4
445714 TVA INTRACOMM	0		0	
445800 TVA A REGULARISER	763	158	605	383,0



## DETAIL DU BILAN ACTIF

Euros

		30/06/2012	31/12/2011	Variation	
		Net	Net	Montant	%
445830	REMBOURSEMENT TCA DEMANDE	6 806	13 787	- 6 981	- 50,6
445860	TCA/FACT. NON PARVENUES	3 016	51	2 965	5 817,9
<b>Total</b>		<b>99 943</b>	<b>97 372</b>	<b>2 570</b>	<b>2,6</b>
<b>Total créances</b>		<b>99 943</b>	<b>97 372</b>	<b>2 570</b>	<b>2,6</b>
<b>Disponibilités</b>					
512000	SOCIETE GENERALE	215 810	30 169	185 640	615,3
512100	BNP PARIBAS	728		728	
<b>Total</b>		<b>216 537</b>	<b>30 169</b>	<b>186 368</b>	<b>617,7</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>					
486000	CHARGES CONSTAT. D'AVANCE	9 002	7 626	1 377	18,1
<b>Total</b>		<b>9 002</b>	<b>7 626</b>	<b>1 377</b>	<b>18,1</b>
<b>Total actif circulant</b>		<b>326 525</b>	<b>135 307</b>	<b>191 218</b>	<b>141,3</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>929 271</b>	<b>475 052</b>	<b>454 219</b>	<b>95,6</b>

## DETAIL DU BILAN PASSIF

Euros

	30/06/2012	31/12/2011	Variation	
	Net	Net	Montant	%
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
<b>Capital</b>				
101300 CAP.SOUSCR. APPELE VERSE	800 000	200 000	600 000	300,0
<b>Total</b>	<b>800 000</b>	<b>200 000</b>	<b>600 000</b>	<b>300,0</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>- 93 762</b>		<b>- 93 762</b>	
<b>Provisions réglementées</b>				
145000 AMORTISS. DEROGATOIRES	51 757		51 757	
<b>Total</b>	<b>51 757</b>		<b>51 757</b>	
<b>Total capitaux propres</b>	<b>757 995</b>	<b>200 000</b>	<b>557 995</b>	<b>279,0</b>
<b>DETTES</b>				
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>				
518600 INTERETS COURUS A PAYER	59		59	
<b>Total</b>	<b>59</b>		<b>59</b>	
<b>Emprunts et dettes financières</b>				
455100 C/C PLATESEARCH NL		192 043	- 192 043	- 100,0
<b>Total</b>		<b>192 043</b>	<b>- 192 043</b>	<b>- 100,0</b>
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>				
401999 FOURNISSEURS CREDITEURS	64 499	33 958	30 541	89,9
408100 FOURN. FACT.NON PARVENUES	18 500	311	18 189	5 849,4
<b>Total</b>	<b>82 999</b>	<b>34 269</b>	<b>48 730</b>	<b>142,2</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>				
421000 REMUNER.DUES AU PERSONNEL	46		46	
428200 DETTES PROV./CONGES PAYES	17 876	8 153	9 723	119,3
431000 URSSAF	32 921	23 583	9 338	39,6
437100 MEDERIC	15 328	10 331	4 997	48,4
437120 RET. SUPPL. CADRES	5 438		5 438	
437200 MUTUELLE MORNAY	3 874		3 874	
438200 CHARG.SOC./CONGES A PAYER	7 771	3 120	4 651	149,1
445640 TVA INTRACOMM	0		0	
448600 CHARGES A PAYER	4 963	3 553	1 410	39,7
<b>Total</b>	<b>88 218</b>	<b>48 740</b>	<b>39 478</b>	<b>81,0</b>
<b>Total dettes</b>	<b>171 275</b>	<b>275 052</b>	<b>- 103 777</b>	<b>- 37,7</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>929 271</b>	<b>475 052</b>	<b>454 219</b>	<b>95,6</b>

## DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

Euros

	30/06/2012	31/12/2011	Variation	
	Net	Net	Montant	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
<b>Production immobilisée</b>				
721000 PRODUCTION IMMO.INCORPOR.	185 518	258 208	- 72 690	- 28,2
<b>Total</b>	<b>185 518</b>	<b>258 208</b>	<b>- 72 690</b>	<b>- 28,2</b>
<b>Autres produits</b>				
758000 PROD.DIVERS DE GEST.COUR.	49	10	39	398,9
<b>Total</b>	<b>49</b>	<b>10</b>	<b>39</b>	<b>398,9</b>
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>185 567</b>	<b>258 218</b>	<b>- 72 651</b>	<b>- 28,1</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
<b>Autres achats et charges externes</b>				
606040 CARBURANT DED 80%	3 457	4 836	- 1 379	- 28,5
606100 EDF	622	1 466	- 844	- 57,6
606300 PETIT EQUIPEMENT	2 712	3 177	- 465	- 14,6
606400 FOURNITURES DE BUREAU	889	3 827	- 2 939	- 76,8
606410 REPROGRAPHIE	390	12 717	- 12 328	- 96,9
613200 LOYERS	7 938	16 264	- 8 325	- 51,2
613300 LOYER COPIEUR	1 458	2 621	- 1 163	- 44,4
613500 LOCATION NISSAN TT TTC	2 227		2 227	
614100 FORFAIT RESIDENT ORL PEP	990	2 081	- 1 091	- 52,4
614200 CHARGES COPROPRIETE	2 208	2 856	- 648	- 22,7
615200 ENTRETIEN VEHICULE TTC	844	547	297	54,4
615300 ENTRETIEN LOCAUX	769	1 000	- 231	- 23,1
615600 MAINTENANCE INFORMATIQUE	1 619	2 307	- 688	- 29,8
616000 ASSURANCE AUTO	547	975	- 428	- 43,9
616100 ASSURANCE COMMERCE	2 172	2 278	- 106	- 4,6
617000 ETUDES ET RECHERCHES	45 285	88 974	- 43 689	- 49,1
618000 DOCUMENTATION	1 793	786	1 007	128,1
622600 HONORAIRES COMPTABLES	6 755	4 502	2 253	50,0
622610 HONORAIRES AVOCATS	5 300		5 300	
622620 HONORAIRES CAC	5 100		5 100	
622630 HONORAIRES DIVERS	4 650		4 650	
622700 REMUNERAT.INTERMED. HONOR	185	5 633	- 5 448	- 96,7
623100 PUB.PUBLIC.REL.PUBLIQUES	3 832	446	3 386	759,2
624000 TRANSP.BIENS ET PERSONNES	11	58	- 47	- 81,0
625000 DEPLACEMENT	3 232	9 953	- 6 721	- 67,5
625100 RESTAURANT	2 950	4 689	- 1 738	- 37,1
625200 PARKING PEAGE	1 260	1 275	- 15	- 1,2
625300 COLLOQUES SEMINAIRES	2 240	1 185	1 055	89,0
625400 FRAIS KILOMETRIQUES		1 750	- 1 750	- 100,0
626000 FRAIS POSTAUX	655	2 181	- 1 525	- 69,9
626100 TELEPHONE	3 683	6 403	- 2 720	- 42,5
627000 FRAIS BANCAIRES	1 024	1 488	- 465	- 31,2
628100 COTISATIONS DIVERSES	670	1 100	- 430	- 39,1
<b>Total</b>	<b>117 468</b>	<b>187 375</b>	<b>- 69 907</b>	<b>- 37,3</b>

## DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

Euros

	30/06/2012	31/12/2011	Variation	
	Net	Net	Montant	%
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>				
631200 TAXE D'APPRENTISSAGE	975	1 434	- 459	- 32,0
633300 FORMATION CONTINUE	864	1 232	- 368	- 29,9
635110 CFE	276	551	- 275	- 49,9
635140 TAXES/VEHICUL.DE SOCIETES	1 962	2 365	- 403	- 17,0
635700 CARTE GRISE		404	- 404	- 100,0
<b>Total</b>	<b>4 077</b>	<b>5 985</b>	<b>- 1 909</b>	<b>- 31,9</b>
<b>Salaires et traitements</b>				
641100 REMUNERATIONS PERSONNEL	144 978	220 510	- 75 531	- 34,3
641200 CONGES PAYES	9 723	8 153	1 570	19,3
<b>Total</b>	<b>154 701</b>	<b>228 663</b>	<b>- 73 961</b>	<b>- 32,3</b>
<b>Charges sociales</b>				
645100 URSSAF	39 129	60 113	- 20 984	- 34,9
645200 COTISATIONS AUX MUTUELLES	3 874		3 874	
645300 RETRAITE MEDERIC	14 605	23 253	- 8 648	- 37,2
645310 PREVOYANCE MEDERIC	2 019	1 016	1 003	98,7
645320 RET. COMPL. CADRES	3 399		3 399	
645800 CHG SOC / CONGES PAYES	4 651	3 120	1 531	49,1
647500 CIHL	122	82	41	50,1
648000 AUTR.CHARGES DE PERSONNEL	300		300	
<b>Total</b>	<b>68 100</b>	<b>87 584</b>	<b>- 19 484</b>	<b>- 22,2</b>
<b>Dotations amortissements, dépréciations, provisions</b>				
<b>Dotations aux amortissements sur immobilisations</b>				
681110 DOT.AMORT.IMMO.INCORPORE.	10 100	8 992	1 108	12,3
681120 DOT.AMORT.IMMO.CORPORELL.	8 004	13 610	- 5 606	- 41,2
<b>Total</b>	<b>18 105</b>	<b>22 602</b>	<b>- 4 497</b>	<b>- 19,9</b>
<b>Total dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</b>	<b>18 105</b>	<b>22 602</b>	<b>- 4 497</b>	<b>- 19,9</b>
<b>Autres charges</b>				
658000 CHARGES DIV.GEST.COURANTE	55	14	40	278,3
<b>Total</b>	<b>55</b>	<b>14</b>	<b>40</b>	<b>278,3</b>
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>362 505</b>	<b>532 224</b>	<b>- 169 719</b>	<b>- 31,9</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 176 938</b>	<b>- 274 006</b>	<b>97 068</b>	<b>35,4</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
<b>Intérêts et charges assimilées</b>				
661600 CHARGES D'INTERETS	45		45	
<b>Total</b>	<b>45</b>		<b>45</b>	
<b>Charges financières</b>	<b>45</b>		<b>45</b>	
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>- 45</b>		<b>- 45</b>	
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>- 176 983</b>	<b>- 274 006</b>	<b>97 023</b>	<b>35,4</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
<b>Sur opérations en capital</b>				
778800 AUTRES PRODUITS EXCEPTIO.	142 043	193 222	- 51 178	- 26,5
<b>Total</b>	<b>142 043</b>	<b>193 222</b>	<b>- 51 178</b>	<b>- 26,5</b>

## DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

Euros

	30/06/2012	31/12/2011	Variation	
	Net	Net	Montant	%
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>142 043</b>	<b>193 222</b>	<b>- 51 178</b>	<b>- 26,5</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
<b>Sur opérations de gestion</b>				
672000 CHARGES EXPLOIT./EXER.ANT	7 065		7 065	
<b>Total</b>	<b>7 065</b>		<b>7 065</b>	
<b>Dotations aux amort., dépréciations et provisions</b>				
687250 AMORTISSEM. DEROGATOIRES	51 757		51 757	
<b>Total</b>	<b>51 757</b>		<b>51 757</b>	
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>58 823</b>		<b>58 823</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>83 221</b>	<b>193 222</b>	<b>- 110 001</b>	<b>- 56,9</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>				
695000 IMPOTS SUR LES BENEFICES		- 80 784	80 784	100,0
<b>Total</b>		<b>- 80 784</b>	<b>80 784</b>	<b>100,0</b>
<b>Total des produits</b>	<b>327 611</b>	<b>451 440</b>	<b>- 123 829</b>	<b>- 27,4</b>
<b>Total des charges</b>	<b>421 373</b>	<b>451 440</b>	<b>- 30 067</b>	<b>- 6,7</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>- 93 762</b>		<b>- 93 762</b>	



## SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION - NEGOCE

Euros

	30/06/2012		31/12/2011			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>						
Ventes de marchandises		100,0		100,0		100,0
- Coût d'achat des marchandises vendues						
<b>Marge commerciale (a)</b>						
Production vendue						
+ Production stockée ou déstockage						
+ Production immobilisée	185 518	100,0	258 208	100,0		
<b>Production de l'exercice</b>	<b>185 518</b>	<b>100,0</b>	<b>258 208</b>	<b>100,0</b>		
- Achats de matières premières et approv.						
- Variation de stocks						
- Sous-traitance directe						
<b>Marge brute de production (b)</b>	<b>185 518</b>	<b>100,0</b>	<b>258 208</b>	<b>100,0</b>		
<b>Marge brute globale (a + b)</b>	<b>185 518</b>		<b>258 208</b>			
- Autres achats et charges externes	117 468		187 375			
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>68 050</b>		<b>70 833</b>			
+ Subventions d'exploitation						
- Impôts et taxes	4 077		5 985			
- Rémunérations	154 701		228 663			
- Charges sociales	68 100		87 584			
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>- 158 828</b>		<b>- 251 399</b>			
+ Reprises sur amort., dépr., provis., transf. de charges						
+ Autres produits de gestion courante	49		10			
- Dotations aux amort., dépréciations et provisions	18 105		22 602			
- Autres charges de gestion courante	55		14			
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>- 176 938</b>		<b>- 274 006</b>			
+ Quote-part sur opérations faites en commun						
+ Produits financiers						
- Charges financières	45					
<b>Résultat courant</b>	<b>- 176 983</b>		<b>- 274 006</b>			
Produits exceptionnels	142 043		193 222			
- Charges exceptionnelles	58 823					
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>83 221</b>		<b>193 222</b>			
- Participation des salariés						
- Impôt sur les bénéfices			- 80 784			
<b>Résultat net</b>	<b>- 93 762</b>					
<i>Plus ou moins-values sur cessions d'actif</i>						

## ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Euros

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières				
		10 314	10 314	
<b>De l'actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
		80 784	80 784	
		18 859	18 859	
		300	300	
		9 002	9 002	
<b>Total</b>		<b>119 259</b>	<b>119 259</b>	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
		59	59		
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
		82 999	82 999		
Personnel et comptes rattachés					
		17 922	17 922		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
		65 332	65 332		
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
		0	0		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
		4 963	4 963		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
<b>Total</b>		<b>171 275</b>	<b>171 275</b>		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

59

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

**CHARGES A PAYER****Euros**

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

<b>Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	59	
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 500	311
Dettes fiscales et sociales	30 610	14 826
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :		
<b>Total</b>	<b>49 169</b>	<b>15 137</b>

**DETAIL DES CHARGES A PAYER****Euros**

	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>		
518600 INTERETS COURUS A PAYER	59	
<b>Total</b>	<b>59</b>	
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		
408100 FOURN. FACT.NON PARVENUES	18 500	311
<b>Total</b>	<b>18 500</b>	<b>311</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		
428200 DETTES PROV./CONGES PAYES	17 876	8 153
438200 CHARG.SOC./CONGES A PAYER	7 771	3 120
448600 CHARGES A PAYER	4 963	3 553
<b>Total</b>	<b>30 610</b>	<b>14 826</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>49 169</b>	<b>15 137</b>

**PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE****Euros**

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
<b>Total</b>		

<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Charges d'exploitation	9 002	7 626
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
<b>Total</b>	<b>9 002</b>	<b>7 626</b>

**DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE****Euros**

	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
486000 CHARGES CONSTAT. D'AVANCE	9 002	7 626
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9 002</b>	<b>7 626</b>

**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL****Euros**

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Au début de l'exercice	En fin d'exercice	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exerci	En fin d'exercice
PARTS SOCIALES	1,00000	1,00000	200 000	600 000		800 000

**EFFECTIF MOYEN****Euros**

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

	<b>Personnel salarié</b>	<b>Personnel mis à disposition de l'entreprise</b>
Cadres	3	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés		
Ouvriers		
Apprenti	1	
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>0</b>



## *Liasse fiscale*

- 2050 Bilan actif
- 2051 Bilan passif
- 2052 Compte de résultat
- 2053 Compte de résultat-suite
- 2053 (suite) (7) - Détail prod.- chges except.
- 2053 (suite) (8) - Détail prod.- chges ex. /antér.
- 2054 Immobilisations
- 2055 Amortissements
- 2056 Provisions inscrites au bilan
- 2057 Echéances, créances et dettes
- 2058A Détermination résultat
- 2058B Déficits-provisions non déductibles
- 2058C Affectation du résultat
- 2059A P.M.V. aux taux de 16 ou 19 %
- 2059B P.V. à court terme et P.V. de fusion
- 2059C Moins-values à long terme
- 2059D P.V.L.T. - Réserve prov fluctuat. des cours
- 2059E Détermination valeur ajoutée de l'exercice
- 2059F Composition du capital social
- 2065 Impôt sur les sociétés RS/RN
- 2065B Annexe IS RS/RN
- 2065T Annexe IS RS/RN
- 2067N Frais généraux
- 2059G Filiales et participations

## 2050 BILAN - ACTIF

(2012)

Euros

Numéro SIRET :		528 859 846 00016		Exercice N clos le, 30/06/2012		31/12/11	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				Brut 1	Amortissements provisions 2	Net N 3	Net N-1 4
Capital souscrit non appelé (1)	AA						
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Frais d'établissement	AB		AC				
Frais de développement	CX	443 726	CQ		443 726	258 208	
Concessions, brevets et droits similaires	AF	89 805	AG	19 093	70 712	3 999	
Fonds commercial (1)	AH		AI				
Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM				
<b>Immobilisations corporelles</b>							
Terrains	AN		AO				
Constructions	AP		AQ				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR		AS				
Autres immobilisations corporelles	AT	99 608	AU	21 614	77 994	69 332	
Immobilisations en-cours	AV		AW				
Avances et acomptes	AX		AY				
<b>Immobilisations financières (2)</b>							
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT				
Autres participations	CU		CV				
Créances rattachées à des participations	BB		BC				
Autres titres immobilisés	BD		BE				
Prêts	BF		BG				
Autres immobilisations financières	BH	10 314	BI		10 314	8 206	
<b>Total (II)</b>	<b>BJ</b>	<b>643 453</b>	<b>BK</b>	<b>40 707</b>	<b>602 746</b>	<b>339 745</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>							
<b>Stocks</b>							
Matières premières, approvisionnements	BL		BM				
En-cours de production de biens	BN		BO				
En-cours de production de services	BP		BQ				
Produits intermédiaires et finis	BR		BS				
Marchandises	BT		BU				
Avances et acomptes versés sur commandes	BV	1 042	BW		1 042	139	
<b>Créances</b>							
Clients et comptes rattachés (3)	BX		BY				
Autres créances (3)	BZ	99 943	CA		99 943	97 372	
Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC				
<b>Divers</b>							
V.M.P. (dont actions propres ..... )	CD		CE				
Disponibilités	CF	216 537	CG		216 537	30 169	
<b>Comptes de régularisation</b>							
Charges constatées d'avance (3)	CH	9 002	CI		9 002	7 626	
<b>Total (III)</b>	<b>CJ</b>	<b>326 525</b>	<b>CK</b>		<b>326 525</b>	<b>135 307</b>	
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW						
Primes de remboursement des obligations (V)	CM						
Ecart de conversion actif (VI)	CN						
<b>TOTAL GENERAL (0 à VI)</b>	<b>CO</b>	<b>969 977</b>	<b>1A</b>	<b>40 707</b>	<b>929 271</b>	<b>475 052</b>	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part - d'1 an immo. fin. nettes	CP		(3) Part à + d' 1 an :	CR	
Clause de réserve de propriété :	immobilisations :		Stocks :		Créances :		

## 2051 BILAN - PASSIF avant répartition

(2012)

Euros

		Exercice N	Exercice N-1
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social ou individuel (1) (Dont versé : ..... 800 000 )	DA	800 000	200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
Ecart de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence <b>EK</b> )	DC		
Réserve légale (3)	DD		
Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
Réserves réglementées (3) (Dt rés.spéc. des provisions pour fluctuation cours) <b>B1</b> )	DF		
Autres réserves (Dt rés. achat d'oeuvres originales artistes vivants) <b>EJ</b> )	DG		
Report à nouveau	DH		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	DI	- 93 762	
Subventions d'investissement	DJ		
Provisions réglementées	DK	51 757	
<b>Total (I)</b>	DL	<b>757 995</b>	<b>200 000</b>
<b>Autres fonds propres</b>			
Produit des émissions de titres participatifs	DM		
Avances conditionnées	DN		
<b>Total (II)</b>	DO		
<b>Provisions pour risques et charges</b>			
Provisions pour risques	DP		
Provisions pour charges	DQ		
<b>Total (III)</b>	DR		
<b>DETTES (4)</b>			
Emprunts obligataires convertibles	DS		
Autres emprunts obligataires	DT		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	59	
Emprunts et dettes financières divers ( dont emprunts participatifs <b>EI</b> )	DV		192 043
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	82 999	34 269
Dettes fiscales et sociales	DY	88 218	48 740
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
Autres dettes	EA		
<b>Comptes de régularisation</b>			
Produits constatés d'avance (4)	EB		
<b>Total (IV)</b>	EC	<b>171 275</b>	<b>275 052</b>
Ecarts de conversion passif (V)	ED		
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	EE	<b>929 271</b>	<b>475 052</b>
<b>Renvois</b>			
(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	IB		
	IC		
(2) Dont	ID		
	IE		
(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme	EF		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	171 275	83 008
(5) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

## 2052 COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

(2012)

Euros

	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportations	Total	Total
<b>Produits d'exploitation</b>				
Ventes de marchandises	FA	FB	FC	
Production vendue	FD	FE	FF	
biens				
services	FG	FH	FI	
<b>Chiffre d'affaires nets</b>	FJ	FK	FL	
Production stockée			FM	
Production immobilisée			FN	185 518
Subventions d'exploitation			FO	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)			FP	
Autres produits (1) (11)			FQ	49
<b>Total des produits d'exploitation (2) (I)</b>			FR	<b>185 567</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			FS	
Variation de stock (marchandises)			FT	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			FU	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			FV	
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)			FW	117 468
Impôts, taxes et versements assimilés			FX	4 077
Salaires et traitements			FY	154 701
Charges sociales (10)			FZ	68 100
<b>Dotations d'exploitation</b>				
Sur immobilisations	- dotations aux amortissements		GA	18 105
	- dotations aux provisions		GB	
Sur actif circulant : dotations aux provisions			GC	
Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD	
Autres charges (12)			GE	55
<b>Total des charges d'exploitation (4) (II)</b>			GF	<b>362 505</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			GG	<b>- 176 938</b>
<b>Opérations en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée		(III)	GH	
Perte supportée ou bénéfice transféré		(IV)	GI	
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participations (5)			GJ	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)			GK	
Autres intérêts et produits assimilés (5)			GL	
Reprises sur provisions et transferts de charges			GM	
Différences positives de change			GN	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			GO	
<b>Total des produits financiers (V)</b>			GP	
<b>Charges financières</b>				
Dotations financières aux amortissements et provisions			GQ	
Intérêts et charges assimilées (6)			GR	45
Différences négatives de change			GS	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			GT	
<b>Total des charges financières (VI)</b>			GU	<b>45</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			GV	<b>- 45</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>			GW	<b>- 176 983</b>

## 2053 COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

(2012)

Euros

		Exercice N	Exercice N-1
<b>Produits exceptionnels</b>			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	HB	142 043	193 222
Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
<b>Total des produits exceptionnels (7) (VII)</b>	HD	<b>142 043</b>	<b>193 222</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	7 065	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	51 757	
<b>Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)</b>	HH	<b>58 823</b>	
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>		<b>HI</b>	<b>193 222</b>
Participation des salariés au résultat de l'entreprise (IX)	HJ		
Impôts sur les bénéfices (X)	HK		- 80 784
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)</b>	HL	<b>327 611</b>	<b>451 440</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	HM	<b>421 373</b>	<b>451 440</b>
<b>5 - BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>		HN	<b>- 93 762</b>
<b>Renvois</b>			
(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2) Dont	HY		
- Produits de locations immobilières	IG		
- Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	HP		
(3) Dont	HQ		
- Crédit-bail mobilier	IH		
- Crédit-bail immobilier	IJ		
(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IK		
(5) Dont produits concernant les entreprises liées	HX		
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	A1		
(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	A2		
(9) Dont transferts de charges	A3		
(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A4		
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A6		
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A9		
(13) Dont primes et cotisations facultatives			
complémentaires personnelles obligatoires			
(7) Détail des produits et charges exceptionnels		Exercice N	
		Chges exception.	Produits exception.
ABANDON DE COMPTE COURANT			142 043
REGULARISATIONS DIVERSES N-1		7 065	
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES		51 757	
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N	
		Charges antérieures	Produits antérieurs

**2053 SUITE COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE**  
**(7) DETAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS**

(2012)

**Euros**

Nature des produits et charges exceptionnels	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Totaux		



**2053 SUITE COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE**  
**(8) DETAIL DES PRODUITS ET CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS**

(2012)

**Euros**

Nature des produits et charges sur exercices antérieurs	Charges antérieures	Produits antérieurs
---	---------------------	---------------------

## 2054 IMMOBILISATIONS

(2012)

Euros

CADRE A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations		
			Due à une réévaluation lors de l'exercice ou mise en équivalence.	Acquisitions, créations apports et virements de poste à poste	
		1	2	3	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement et de développement	<b>Total (I)</b>	CZ	258 208	D8	185 518
Autres postes d'immobilisations incorporelles	<b>Total (II)</b>	KD	12 992	KE	76 813
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains		KG		KH	KI
Constructions	Sur sol propre	KJ		KK	KL
	Sur sol d'autrui	KM		KN	KO
Inst. gén. agncts & aménag con	Dt composants	KP		KQ	KR
	Dt composants	KS		KT	KU
Instal. tech., matériel et outillage indus.	Dt composants	KV	8 576	KW	KX
Autres immo -bilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	KY	38 067	KZ	LA
	Matériel de transport	LB	36 300	LC	LD
-bilisations corporelles	Matériel de bureau et informatique, mobilier	LE		LF	LG
	Emballages récupérables et divers	LH		LI	LJ
Immobilisations corporelles en-cours		LK		LL	LM
Avances et acomptes		LN	82 942	LO	LP
<b>Total (III)</b>					16 666
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations évaluées par mise en équivalence		8G		8M	8T
Autres participations		8U		8V	8W
Autres titres immobilisés		1P		1R	1S
Prêts et autres immobilisations financières		1T	8 206	1U	1V
<b>Total (IV)</b>		LQ	8 206	LR	LS
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>		OG	362 347	OH	2108
					2 108
					2 108
					281 105
CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
		par virement de poste à poste	par cession ou mises H.S. ou mise équival.		
		1	2	3	4
<b>Immobilisations incorporelles</b>					Val.origine fin ex.
Frais d'établissement et de développement	<b>Total (I)</b>	IN		D0	443 726
Autres postes d'immobilisations incorporell	<b>Total (II)</b>	IO		LW	89 805
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains		IP		LX	LY
Constructions	Sur sol propre	IQ		MA	MB
	Sur sol d'autrui	IR		MD	ME
Inst. générales, agncts et am. des construct	Dt composants	IS		MG	MH
	Dt composants	IT		MJ	MK
Installations techniques, matériel et outillage industriels	Dt composants	IU		MM	MN
Autres immo -bilisations corporelles	Inst. générales, agncts, aménagements dive	IV		MP	MQ
	Matériel de transport	IW		MS	MT
-bilisations corporelles	Matériel de bureau et informatique, mobilie	IX		MV	MW
	Emballages récupérables et divers	MY		MZ	NA
Immobilisations corporelles en-cours		NC		ND	NE
Avances et acomptes		NY		NE	NF
<b>Total (III)</b>		IY		NH	99 608
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations évaluées par mise en équivalence		IZ		M7	0W
Autres participations		I0		0Y	0Z
Autres titres immobilisés		I1		2C	2D
Prêts et autres immobilisations financières		I2		2F	2G
<b>Total (IV)</b>		I3		NK	10 314
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>		I4		0L	10 314
					643 453
					0M

## 2055 AMORTISSEMENTS

(2012)

Euros

CADRE A SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF)											
Immobilisations amortissables				Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions amort. des éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement <b>Total (I)</b>				CY		EL		EM		EN	
Autres postes d'immo. incorporelles <b>Total (II)</b>				PE	8 992	PF	10 100	PG		PH	19 093
Terrains				PI		PJ		PK		PL	
Construc	Sur sol propre			PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui			PR		PS		PT		PU	
Inst. gén., agencts et aménag. des const.				PV		PW		PX		PY	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				PZ		QA		QB		QC	
Autres immobi	Inst. gén., agencts, aménag. divers			QD	1 249	QE	858	QF		QG	2 107
	Matériel de transport			QH	7 508	QI	3 807	QJ		QK	11 314
-lisations corporelles	Mat. de bureau et informatique, mobilier			QL	4 853	QM	3 340	QN		QO	8 193
	Emballages récupérables et divers			QP		QR		QS		QT	
<b>Total (III)</b>				QU	13 610	QV	8 004	QW		QX	21 614
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>				ON	22 602	OP	18 105	OQ		OR	40 707

CADRE B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOIRES														
Immobilisations amortissables	DOTATIONS						REPRISES				Mouvements nets des amortissements à fin d'exercice			
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres		Colonne 2 Mode dégressif		Colonne 3 Amort. fiscal exceptionnel		Colonne 4 Différentiel de durée et autres		Colonne 5 Mode dégressif			Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel		
Frais étab. (I)	M9		N1		N2	25 924	N3		N4		N5		N6	25 924
Imm. inc. (II)	N7		N8		P6	25 833	P7		P8		P9		Q1	25 833
Terrains	Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Co	Sol pro.	Q9	R1		R2		R3		R4		R5		R6	
		R7	R8		R9		S1		S2		S3		S4	
tru	Sol autr.	R7	R8		R9		S1		S2		S3		S4	
tio	Inst. gén.	S5	S6		S7		S8		S9		T1		T2	
I.T.M.O.I.	T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Au	Inst. gén.	U1	U2		U3		U4		U5		U6		U7	
		U8	U9		V1		V2		V3		V4		V5	
im	M. transp	U8	U9		V1		V2		V3		V4		V5	
cor	Mat. bur.	V6	V7		V8		V9		W1		W2		W3	
		W4	W5		W6		W7		W8		W9		X1	
rel	Emb. réc.	W4	W5		W6		W7		W8		W9		X1	
<b>Total (III)</b>	X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8	
Frais acq. TP Total IV	NL						NM						NO	
<b>(I+II+III+IV)</b>	NP		NQ		NR	51 757	NS		NT		NU		NV	51 757
<b>(NP+NQ+NR)</b>	NW	51 757	<b>TOTAL GENERAL (NS+NT+NU)</b>				NY		<b>TOTAL GENERAL (NW-NY)</b>				NZ	51 757

CADRE C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES					
		Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				Z9	Z8
Primes de remboursement des obligations				SP	SR

## 2056 PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

(2012)

Euros

NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations exercice 2	DIMINUTIONS : reprises exercice 3	Montant à la fin de l'exercice 4
<b>Provisions réglementées</b>					
Prov. pour reconstitution gisements miniers et pétroliers	3T		TA	TB	TC
Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)	3U		TD	TE	TF
Provisions pour hausse des prix	3V		TG	TH	TI
Amortissements dérogatoires	3X		TM	TN	TO
Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4	D5	D6
Prov. fisc. pour implant. à l'étranger avant le 1.1.1992	IA		IB	IC	ID
Prov. fisc. pour implant. à l'étranger après le 1.1.1992	IE		IF	IG	IH
Provisions pour prêts d'installation (art. 39 qu. H du CGI)	IJ		IK	IL	IM
Autres provisions réglementées	3Y		TP	TQ	TR
<b>Total (I)</b>	<b>3Z</b>		<b>TS</b>	<b>51 757</b>	<b>TT</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
Provisions pour litiges	4A		4B	4C	4D
Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F	4G	4H
Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K	4L	4M
Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P	4R	4S
Provisions pour pertes de change	4T		4U	4V	4W
Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y	4Z	5A
Provisions pour impôts	5B		5C	5D	5E
Provisions pour renouvellement des immobilisations	5F		5H	5J	5K
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP	EQ	ER
Prov. pour charges soc. et fisc. sur congés à payer	5R		5S	5T	5U
Autres provisions pour risques et charges	5V		5W	5X	5Y
<b>Total (II)</b>	<b>5Z</b>		<b>TV</b>	<b>TW</b>	<b>TX</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>					
Sur immobi- -lisations	- incorporelles	6A	6B	6C	6D
	- corporelles	6E	6F	6G	6H
	- titres mis en équivalence	02	03	04	05
	- titres de participation	9U	9V	9W	9X
	- autres immobilisations financières	06	07	08	09
Sur stocks et en-cours	6N	6P	6R	6S	
Sur comptes clients	6T	6U	6V	6W	
Autres provisions pour dépréciation	6X	6Y	6Z	7A	
<b>Total (III)</b>	<b>7B</b>		<b>TY</b>	<b>TZ</b>	<b>UA</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>7C</b>		<b>UB</b>	<b>51 757</b>	<b>UC</b>
Dont dotations et reprises :	- d'exploitation		UE	UF	
	- financières		UG	UH	
	- exceptionnelles		UJ	51 757	UK
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la fin de l'ex. calculé selon les règles de l'art. 39-1-5e du C.G.I.					10

## 2057 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

(2012)

Euros

CADRE A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	
		1	2	3	
<b>De l'actif immobilisé</b>					
Créances rattachées à des participations		UL	UM	UN	
Prêts (1) (2)		UP	UR	US	
Autres immobilisations financières		UT	UV	UW	
		10 314	10 314		
<b>De l'actif circulant</b>					
Clients douteux ou litigieux		VA			
Autres créances clients		UX			
Créances représ. de titres prêtés ou remis en garantie (Prov. pr dé <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">UO</span> )		ZI			
Personnel et comptes rattachés		UY			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		UZ			
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM	80 784	80 784	
	Taxe sur la valeur ajoutée	VB	18 859	18 859	
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN			
	Divers	VP			
Groupe et associés		VC			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		VR	300	300	
Charges constatées d'avance		VS	9 002	9 002	
<b>TOTAUX</b>		VT	<b>119 259</b>	<b>119 259</b>	
		VU		VV	
<b>Renvois</b>					
(1)	Montant des	- Prêts accordés en cours d'exercice	VD		
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE		
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		VF		
<b>CADRE B ETAT DES DETTES</b>					
CADRE B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
		1	2	3	4
Emprunts et obligations convertibles (1)		7Y			
Autres emprunts obligataires (1)		7Z			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)		VG	59	59	
à 1 an maximum à l'origine		VH			
à plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A			
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	82 999	82 999	
Personnel et comptes rattachés		8C	17 922	17 922	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	65 332	65 332	
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E			
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	0	0	
	Obligations cautionnées	VX			
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	4 963	4 963	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J			
Groupe et associés (2)		VI			
Autres dettes (dt dettes relatives à des opé. de pension de titres)		8K			
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie		ZZ			
Produits constatés d'avance		8L			
<b>TOTAUX</b>		VY	<b>171 275</b>	<b>171 275</b>	
		VZ			
<b>Renvois</b>					
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ	59		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK			
(2)	Emprunts dettes contractés auprès des asso. pers. physiq.	VL			

## 2058-A DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

(2012)

Euros

I. REINTEGRATIONS				BENEFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE				WA	0	
<b>Charges non admises en déduction du résultat fiscal</b>										
Rémunération du travail (IR)	de l'exploitant ou des associés de son conjoint :		moins part déductible :		à réintégrer :			WB		
							WC			
Avantages personnels non déductibles (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)		WD		Amort. excédentaires et autres amort. non déd.	WE	2 916	XE	4 878		
Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art. 39-4 du C.G.I.		WF		Taxe sur les voitures particulières des sociétés (IS)	WG	1 962				
Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)										
Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf tableau 2067-BIS-SD)										
Amendes et pénalités ( nature : )										
Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)										
Quote-part	Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE		WL		Résultats bénéficiaires visés à l'art. 209 B du CGI	L7		K7		
<b>Régimes d'imposition particuliers et impositions différées</b>										
Moins-values nettes à long terme imposées au taux de 15 % ou de 19 %										
Moins-values nettes à long terme imposées au taux de 0%										
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs				- Plus-values nettes à court terme					IB	
				- Plus-values soumises au régime des fusions					ZN	
Ecart de valeurs liquidatives sur OPCVM (entreprises à l'IS)										
Réintégrations diverses DONT :	Intérêts excédentaires (art. 39-1-3e et 212 du C.G.I.)		SU		Zones d'entreprises (activité exonérée)	SW		WQ		
(à détailler sur feuillet séparé)	Déficits étrangers antérieurement déduits par les PME (art.209 C)		SX		Quote-part de 5 % des plus-values à taux zéro	M8				
							<b>Total I</b>	WR	4 878	
II. DEDUCTIONS				PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE				WS	93 762	
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E.										
Prov. et charges à payer non déd., antérieur. taxées, et réintégrées ds les résultats cptbles de l'ex. (cf. tableau 2058-B, cadre III)										
<b>Régimes d'imposition particuliers et impositions différées</b>										
Plus-values nettes à long terme										
- imposées au taux de 15 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)*										
- imposées au taux de 0 %										
- imposées au taux de 19 %										
- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures										
- imputées sur les déficits antérieurs										
Autres plus-values imposées au taux de 19 %										
Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée										
Régime des sociétés mères et des filiales : produit net des actions et parts d'intérêts :							( quote-part frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation	2A		
<b>Mesures d'incitation</b>										
Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer.										
Majoration d'amortissement										
Abattements sur le bénéfice et exonérations										
Ent. nouvelle, rep. ent. en dif.	K9		Entrep. nouvelles (art. 44 sexies)	L2		Jeunes entreprises innovantes (art. 44 sexies A)	L5	XF		
Pôle compét (art. 44 undecies)	L6		Stés d'invest. immob. cotées	K3		zone franche Corse (art. 44 decies)	0T			
ZFU (art. 44 octies/octies A)	0V		Bassin d'emploi à redynamiser	1F		Zone franche d'activité (art. 44 quaterdecies)	XC			
Ecart de valeurs liquidatives sur OPCVM (entreprises à l'IS)										
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé	Déf. filiales & succursales étrang.		OT		Créance dérogée par le report en arrière de déficit	ZI		XG		
III. RESULTAT FISCAL							Total II	XH	93 762	
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :				bénéfice (I moins II)		déficit (II moins I)		XI		
								XJ	88 884	
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)							ZL			
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (IS)								XL		
<b>RESULTAT FISCAL BENEFICE (ligne XN) ou DEFICIT reportable en avant (ligne XO)</b>							XN	0	XO	88 884

## 2058-B DEFICITS INDEMNITES POUR CONGES A PAYER ET PROVISIONS NON DEDUCTIBLES

(2012)

Euros

I SUIVI DES DEFICITS			
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4		74 521
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A)	K5		
Déficits reportables (différence K4 - K5)	K6		74 521
Déficit de l'exercice (tableau 2058-A, ligne XO)	YJ		88 884
<b>TOTAL des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)</b>	<b>YK</b>		<b>163 405</b>
II INDEMNITES POUR CONGES A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES			
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39.1.1e bis Al. 1er du CGI. dotations de l'exercice	ZT		
III PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DEDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPOT			
(à détailler sur feuillet séparé)	Dotations exercice		Reprises exercice
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles. Pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39.1.1° bis Al. 2 du CGI.	ZV		ZW
<b>Provisions pour risques et charges</b>			
	8X		8Y
	8Z		9A
	9B		9C
<b>Provisions pour dépréciation</b>			
	9D		9E
	9F		9G
	9H		9J
<b>Charges à payer</b>			
	9K		9L
	9M		9N
	9P		9R
	9S		9T
<b>TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)</b>	<b>YN</b>		<b>YO</b>
<b>à reporter au tableau 2058-A :</b>		<b>ligne WI</b>	<b>ligne WU</b>

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS			
Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice		Imputations
	L1		
			Montant net à la fin de l'exercice

CREDITS D'IMPOTS					
Crédit d'impôt en faveur de la recherche	JQ		Crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	JR	
Réduction d'impôt en faveur du mécénat	JT		Crédit d'impôt investissement en Corse	JU	
Crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	JW		Autres imputations	JX	
					Crédit d'impôt famille JS
					Crédit d'impôt apprentissage JV

ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS art. L3113-3 du Code des Transports. (case à cocher)	XU	<input type="checkbox"/>
---	----	--------------------------



## 2058C TABLEAU D'AFFECTATION DU RESULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

(2012)

Euros

TABLEAU D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE PRECEDENT (Entreprises à l'IS)										
<b>Origines</b>										
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie								0C		
Résultat de l'exercice précédent celui pour lequel la déclaration est établie								0D		
Prélèvements sur les réserves (à détailler)										
	Sous-total (à reporter dans la colonne de droite)							0E		
<b>Total I</b>								0F		
<b>Affectations</b>										
Affectations réserves	- Réserve légale							ZB		
	- Autres réserves							ZD		
Dividendes								ZE		
Autres répartitions								ZF		
Report à nouveau								ZG		
(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II)								<b>Total II (ZH)</b>		
(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le mt des sommes distrib. ou mises en réserve au cours de l'ex. dt les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet ex. mais ceux des ex. antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.										
<b>RENSEIGNEMENTS DIVERS</b>							<b>Exercice N</b>	<b>Exercice N-1</b>		
<b>Engagements</b>										
- Engagements de crédit-bail mobilier (Prix de revient des biens pris en crédit bail) <b>J7</b>							YQ			
- Engagements de crédit-bail immobilier							YR			
- Effets portés à l'escompte et non échus							YS			
<b>Détail des postes</b>										
<b>Autres achats et charges externes</b>										
- Sous-traitance							YT			
- Locations, charges locatives et de copropriété (Dt loyers biens pris en location > 6 mois) <b>J8</b> 11 624							XQ	14 822	23 822	
- Personnel extérieur à l'entreprise							YU			
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)							SS	21 990	10 135	
- Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages							YV			
- Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et prof.) <b>ES</b>							ST	80 656	153 419	
Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n°2052							ZJ	117 468	187 375	
<b>Impôts et taxes</b>										
- Taxe professionnelle *, CFE, CVAE							YW	276	551	
- Autres impôts, taxes et versnts assimilés (dt taxe intérieure sur les prod. pétroliers) <b>ZS</b>							9Z	3 801	5 434	
Total du poste correspondant à la ligne FX du tableau n°2052							YX	4 077	5 985	
<b>T.V.A.</b>										
- Montant de la T.V.A. collectée							YY	36 361		
- Montant de la T.V.A. déd. comptab. dans l'ex. au titre des biens et serv. ne constituant pas des immo.							YZ	52 954	27 946	
<b>Divers</b>										
- Montant brut salaires (cf. dern. décl. an. sousc. titre des sal. DADS1 ou modèle 2460 de 2011).							0B	217 114		
- Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la 1ère option pour le rég. simpl. d'impôt.							0S			
- Effectif moyen du personnel (apprentis : 1,00 handicapés : )							YP	5	3	
- Taux d'intérêt le plus élevé servi aux asso. à raison des sommes mises à la dispo. de la sté (En %)							ZK			
- numéro du centre de gestion agréé <b>XP</b> - Filiales et participations (liste au 2059-G)							Si oui : 1 - Sinon : 0		ZR	
<b>Régime de groupe</b>										
Sté : rés. comme si jms mbre du gpe <b>JA</b>		plus-values à 15%		<b>JK</b>	plus		<b>JL</b>			
		plus-values à 19%		<b>JM</b>	Imp		<b>JC</b>			
Groupe : résultat d'ensemble <b>JD</b>		plus-values à 15%		<b>JN</b>	plus		<b>JO</b>			
		plus-values à 19%		<b>JP</b>	Imp		<b>JF</b>			
Selon le cas, indiquer 1 bénéfice consolidé, 2 si bénéfice intégré, 3 si régime de groupe.				<b>JG</b>	1 : société mère 2 : filiale	<b>JH</b>	N°SIRET de la société mère	<b>JJ</b>		

## 2059-A DETERMINATION DES PLUS OU MOINS - VALUES

(2012)

Euros [NEANT]

## A - DETERMINATION DE LA VALEUR RESIDUELLE

I		Nature et date d'acquisition des éléments cédés	Valeur d'origine	Valeur nette réévaluée	Amort. en franchise d'impôt	Autres amortissements	Valeur résiduelle
		1	2	3	4	5	6
Im-mo-bili-sa-tions	1	Date					
	2	Date					
	3	Date					
	4	Date					
	5	Date					
	6	Date					
	7	Date					
	8	Date					
	9	Date					
	10	Date					
	11	Date					
	12	Date					

## B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

## Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées

I		Prix de vente 7	Montant global de la plus-value ou de la moins-value 8	COURT TERME 9	LONG TERME 10			Plus-values taxables à 19 % (1) 11
					19 %	15 % ou 16 %	0 %	
Im-mo-bili-sa-tions	1							
	2							
	3							
	4							
	5							
	6							
	7							
	8							
	9							
	10							
	11							
	12							
II	13	Fraction résiduelle de provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés		+				
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés		+				
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale		+				
	16	Amort. non pratiqués en compta. et correspondant à la déduction fiscale pour invest., effectivement utilisée		+				
Autr-élé-ment	17	Rés. net de conces. de lic. d'exploit. de brevets faisant partie actif immo. & pas été acquis depuis - de 2 ans						
	18	Prov. pour dépréciation des titres relevant du régime des +/- VLT devenues sans objet au cours de l'exercice						
	19	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des +/- VLT.						
	20	Divers (détails à donner sur une note annexe)						
Cadre A : plus ou moins-value à CT (tot. lg 1 à 20 de la col. 9)								
Cadre B : plus ou moins-value à LT (total lg 1 à 20 de la colonne 10)				A	B			C
Cadre C : autres plus-values taxable à 19%					(Ventilation par taux)			

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19% en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

**2059-B AFFECTATION DES PLUS - VALUES A COURT TERME (2012)  
ET DES PLUS - VALUES DE FUSION OU D'APPORT**

Euros [NEANT]

<b>A - ELEMENTS ASSUJETTIS AU REGIME FISCAL DES PLUS-VALUES A COURT TERME</b>					
(à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)					
<b>Origine</b>		Montant net des plus-values réalisées	Montant antérieurement réintégré	Montant compris dans le résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours de l'exercice	Imposition répartie sur 3 ans (entreprises à l'IR)				
	sur 10 ans				
	sur une durée différente (art. 39 CGI)				
	<b>TOTAL 1</b>				
Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs	Imposition répartie	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
	Sur 3 ans au titre de :				
		N-1			
		N-2			
	sur 10 ans ou sur une durée différen	N-1			
	(à préciser) :	N-2			
		N-3			
		N-4			
	au titre de :	N-5			
		N-6			
	(art. 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater du CGI)	N-7			
	N-8				
	N-9				
<b>TOTAL 2</b>					
<b>B - PLUS-VALUES REINTEGREES DANS DES SOCIETES BENEFICIAIRES DES APPORTS</b>					
Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.					
<input type="checkbox"/> Plus-values de fusion, d'apport ou de scission (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement).			<input type="checkbox"/> Plus-values d'apport à une sté d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (ttes stés).		
<b>Origine des plus-values et date des fusions ou des apports</b>		Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
<b>TOTAL</b>					

**2059-C SUIVI DES MOINS - VALUES A LONG TERME** (2012)

Euros [NEANT]

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ou 16 %	
Gains nets retirés de la cession de titre de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a sexies-0 bis du CGI)	
Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M E	

**I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPOT SUR LE REVENU**

Origine	Moins-values à 16%	Imputation sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16%	Solde des moins-values à 16%
1	2	3	4
Moins-values nettes N			
N-1			
N-2			
N-3			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)			
N-4			
N-5			
N-6			
N-7			
N-8			
N-9			
N-10			

**II - SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES A L'IS**

Origine	Moins-values			Imputations sur les PVLVT	Imputation sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter 7 = 2+3+4-5-6
	à 19%, 16,5% ou à 15% (1)	À 19 % ou 15 % imposables sur le résultat de l'exercice (art. 219 I a sexies-0 du CGI)	À 19 % ou 15 % imposables sur le résultat de l'ex. (art. 219 I a sexies-0 bis du CGI)	à 15% ou à 16.5 % (1)		
1	2	3	4	5	6	7
Moins-values nettes N						
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montant restant à déduire)						
N-1						
N-2						
N-3						
N-4						
N-5						
N-6						
N-7						
N-8						
N-9						
N-10						

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

**2059-D RESERVE SPECIALE PLUS-VALUES A LONG TERME** (2012)  
**RESERVE SPECIALE PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS**  
 Euros [NEANT]

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

<b>I SITUATION DU COMPTE AFFECTE A L'ENREGISTREMENT DE LA RESERVE SPECIALE DE L'EXERCICE N</b>						
		<b>Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme</b>				
		taxées à 10%	taxées à 15%	taxées à 18%	taxées à 19%	taxées à 25%
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)		1				
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice		2				
<b>TOTAL (lignes 1 et 2)</b>		3				
Prélèvements opérés	- donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4				
	- ne donnant pas lieu à complt d'impôt sur les sociétés	5				
<b>TOTAL (lignes 4 et 5)</b>		6				
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (lignes 3 - ligne 6)		7				
<b>II RESERVE SPECIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS (5e, 6e, 7e alinéas de l'art. 39-1-5è du CGI)</b>						
Montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice	Réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année	Montants prélevés sur la réserve		Montant de la réserve à la clôture de l'exercice		
		donnant lieu à complément d'impôt	ne donnant pas lieu à complément d'impôt			

## 2059-E DETERMINATION DE LA VALEUR AJOUTEE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

(2012)

Euros [NEANT]

Désignation de l'entreprise : SASU VARISCAN MINES			
Exercice ouvert le : 01/01/2012		et clos le : 30/06/2012	
		Durée en nombre de mois : 06	
<b>I</b>	<b>PRODUCTION DE L'ENTREPRISE</b>		
	Ventes de marchandises	OA	
	Production vendue - Biens	OB	
	Production vendue - Services	OC	
	Production stockée	OD	
	Prod. immo. à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	
	Subv. d'exploitation reçues et abandons de créances à caractère financier (en partie)	OF	
	Autres prod. de gestion courante hors quote-parts de rés. sur opé. faites en commun	OH	
	Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	
	Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
	PV cession élmts d'immo corpo et incorpo, si ratt à une activité normale et courante	OL	
	Retrèes sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
	TOTAL 1	OM	
<b>II</b>	<b>CONSOMMATIONS DE BIENS ET SERVICES EN PROVENANCE DE TIERS (1)</b>		
	Achats de marchandises (droits de douane compris)	ON	
	Variation de stocks (marchandises)	OO	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	OP	
	Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	OQ	
	Autres achats et charges externes à l'exception des loyers et redevances	OR	
	Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	OS	
	Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	
	Autres chges de gestion courante hors quote-parts de rés. sur opé. faites en commun	OW	
	Abandons de créances à caractère financier (en partie)	OX	
	Moins-values de cession d'éléments d'immobilisation corporelles et incorporelles, si attachées à une activité normale et courante	OY	
	Taxes sur le C.A. autre TVA, contrib. indirectes (droits sur alcools et tabacs), T.I. P.P.	OZ	
	Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	O9	
	TOTAL 2	OJ	
<b>III</b>	<b>VALEUR AJOUTEE PRODUITE</b>		
	Calcul de la valeur ajoutée	TOTAL 1 - TOTAL 2	OG

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

## 2059 F - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

(2012)

Euros

EXERCICE CLOS LE :	30/06/2012	N° SIRET	528 859 846 00016
DENOMINATION DE L'ENTREPRISE	SASU VARISCAN MINES		
ADRESSE (voie)	16 RUE LEONARD DE VINCI		
CODE POSTAL	45100	VILLE	ORLEANS
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes MORALES	1	Nombre total de parts ou d'actions	800000
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes PHYSIQUES		Nombre total de parts ou d'actions	

## I - CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique		Dénomination	PLATSEARCH NL
N° SIREN (si société établie en France)		% détention	100,000
Nb de parts ou actions			800000,00
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
Voie	LEVEL 1 80 CHANDOS STREET		
Code postal		Commune	ST LEONARDS NSW 2065
		Pays	AU

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% détention	
Nb de parts ou actions			
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
Voie			
Code postal		Commune	
		Pays	

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% détention	
Nb de parts ou actions			
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
Voie			
Code postal		Commune	
		Pays	

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% détention	
Nb de parts ou actions			
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
Voie			
Code postal		Commune	
		Pays	

## II - CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre		Nom patronymique		Prénom(s)	
Nom marital			% détention		Nb de parts ou actions
Naissance : Date		N° dpt		Commune	
Pays					
Adresse : N°		bis, ter	Type voie	Voie	
Code postal		Commune		Pays	

Titre		Nom patronymique		Prénom(s)	
Nom marital			% détention		Nb de parts ou actions
Naissance : Date		N° dpt		Commune	
Pays					
Adresse : N°		bis, ter	Type voie	Voie	
Code postal		Commune		Pays	



## 2065 IMPOT SUR LES SOCIETES

(2012)

Euros

Exercice ouvert le : et clos le :	01/01/2012 30/06/2012	Régime simplifié d'imposition Régime réel normal	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	(cocher la case correspondante)
Adresse du service où doit être déposée cette déclaration	SIE D'ORLEANS SUD 9 AV DU PRESIDENT JOHN KENNEDY 45074 ORLEANS CEDEX 2	Adresse du déclarant quand (celle-ci est différente de l'adresse du destinataire) et ou adresse du siège social si elle est différente du principal établissement :		
<b>A IDENTIFICATION</b>	SASU VARISCAN MINES 16 RUE LEONARD DE VINCI 45100 ORLEANS			
Identification du destinataire	651 321340 528 859 846 00016 Insp., IFU N° dossier N° Siret	<b>B ACTIVITE</b>		
Préciser éventuellement : l'ancienne adresse en cas de changement : le téléphone :		Activités exercées (soulignez l'activité principale) : <u>Extraction de minerais de fer</u>		
		Si vous avez changé d'activité, <input type="checkbox"/> cochez la case		
<b>C RECAPITULATION DES ELEMENTS D'IMPOSITION</b>				
<b>1 Résultat fiscal</b>	Bénéfice imposable à 33 1/3% Bénéfice imposable au taux de 15%	<input type="text"/> <input type="text"/>	<b>DEFICIT</b>	<input type="text"/> 88 884
		(report de la ligne XO du 2058 A ou 372 du 2033 B)		
<b>2 Plus-values</b>	Plus-values à long terme imposables au taux de 15%	<input type="text"/>	Rés. net concession de licences d'exploit. de brevets à 15 % (lg 17 : 2059A ou 591 : 2033C) (sous déd. mt imposé à 15 % du cadre 1)	<input type="text"/>
PVLT au taux de 19%	Autres PV au taux de 19%	<input type="text"/>	PVLT au taux de 0 %	<input type="text"/>
			PV exonérées art. 238 quinquies	<input type="text"/>
<b>3 Abattements et exonérations en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zone d'entreprise ou zone franche</b>				
Entreprises nouvelles art. 44 sexies <input type="checkbox"/>	Jeunes entrep. innovantes <input type="checkbox"/>	Zones franches urbaines <input type="checkbox"/>	Zone franche Corse <input type="checkbox"/>	Pôle de compétitivité <input type="checkbox"/> (Cocher selon le cas)
Entreprises nouvelles art. 44 septies <input type="checkbox"/>		Zone franche d'activités art.44 quaterdecies <input type="checkbox"/>	Zone de Restructuration de la défense art.44 terdecies <input type="checkbox"/>	Autres dispositifs <input type="checkbox"/>
Sociétés d'investissements immobiliers cotées <input type="checkbox"/>	bénéfice ou déficit exonéré <input type="text"/>	(indiquer + ou - selon le cas)		PVLT à 15% <input type="text"/>
<b>D IMPUTATIONS</b>				
Les crédits d'impôt ne sont imputables que pour partie s'ils n'ont pas été comptabilisés par l'ent. (66,66%).				
<b>1 Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt</b>	Impôt déjà versé au Trésor (Crédit d'Impôt) indiqué sur les certificats joints au relevé de solde d'IS ou afférents aux primes de remboursement			<input type="text"/>
<b>2 Au titre des rev. auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale avec un Etat étranger, un terr. ou une</b>	Total figurant en cartouche au cadre VII du 2066			<input type="text"/>
<b>E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOC (cf. pg 4) recettes nettes à contribution de 2,50 %</b>				
<b>E bis COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES (Si chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 €HT)</b>				
Pour les entreprises mono-établissements et n'employant pas de salariés exerçant une activité de plus de 3 mois dans plusieurs communes (Chantiers, Missions,...) en cochant cette case vous êtes dispensé de déposer une 1330-CVAE. <input type="checkbox"/>				
Valeur ajoutée de référence <input type="text"/>	Chiffre d'affaires de référence <input type="text"/>	Pour le calcul de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaire, se reporter à la notice de la 1330-CVAE.		
Date de cessation de l'activité soumise à la CVAE <input type="text"/>				
CGA <input type="checkbox"/>	Viseur conventionné <input type="checkbox"/>			
<b>Nom, adresse, téléphone, télécopie :</b>				
- Professionnel de l'expertise comptable :	COMPTEX SARL 45240	1, boulevard Foch LA FERTE-SAINT-AUBIN	02-38-76-65-11	
- Conseil :				
- CGA :				
n° d'agrément du CGA <input type="text"/>				
A : ORLEANS	Signature et qualité du déclarant		MR TESTARD JACK PRESIDENT	
le 15/10/2012				



## 2065 ter - IMPOT SUR LES SOCIETES (annexe à la 2065)

(2012)

Euros

H - AFFECTATION DES VOITURES DE TOURISME			figurant à l'actif de l'entreprise ou dont celle-ci a assumé les frais d'entretien.		
Voitures affectées aux dirigeants ou aux cadres			Voitures utilisées pour les besoins généraux de l'exploitation		
Caractéristiques marque et puiss.	Nom, qualité et adresse de la personne à laquelle la voiture est affectée	Propri étaire	Caractéristiques marque et puiss.	Service auquel la voiture est affectée	Propri étaire
HYUNDAI 12CV	MR BONNEMAISON MICHEL 256 RUE ALEXANDRE ANDRE 45240 LIGNY LE RIBAUT	P			
<b>I - DIVERS</b>					
NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)					
ADRESSE DES AUTRES ETABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)					
<b>J - CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION</b>					
REMUNE -RATIONS	Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur la DADS 1 ou mod. 2460 de 2011, montant total des bases brutes fiscales inscrites dans la colonne 18 A. Ils doivent être majorés, le cas échéant, des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées dans la colonne 20C au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés.				
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages				
<b>K - CE CADRE NE CONCERNE QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION MOINS-VALUES A LONG TERME (MVLT) (Voir les explications figurant page 10 sur la notice n° 2033-NOT, n° 2033-C,</b>					
					Taux de 15% (art. 219)
MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice					
MVLT imputée sur les PVLTL de l'exercice					
MVLT réalisée au cours de l'exercice					
MVLT restant à reporter					
<b>L - REGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIETES</b>					
- Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante <input type="text"/>					
- Résultat fiscal de cette société déterminé comme si elle n'était pas membre du groupe (report du résultat figurant sur le tableau n°2058 A bis)					
bénéfice ou déficit	(indiquer + ou - selon le cas)	<input type="text"/>	plus ou moins-values à LT imposables à 15%	<input type="text"/>	
Plus ou moins-values LT afférentes à des cessions de titres de sociétés à prépondérance immobilière cotées et imposables aux taux de 19 %					<input type="text"/>
Chiffre d'affaires TTC <input type="text"/>					plus ou moins-values à LT imposables à 0%
- Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère :					
n° SIRET					

## 2067- RELEVÉ DES FRAIS GÉNÉRAUX

(2012)

Euros

Renseignements relatifs à l'année 2011		ou du	au
<b>A - FRAIS ALLOUÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES</b>			
NOM, PRENOM ET EMPLOI OCCUPÉ		ADRESSE COMPLÈTE	
1	MR BONNEMAISON MICHEL DIRECTEUR DE L'EXPLORATION	256 RUE ALEXANDRE ANDRE 45240 LIGNY LE RIBAUT	
2	MR TESTARD JACK PRESIDENT	60 RUE DES BOUVREUILS 45590 ST CYR EN VAL	
3	MR LEBRET PATRICK CHEF GEOLOGUE	12 RUE CLOVIS 1ER ROI DES FRANCS 45100 ORLEANS LA SOURCE	
4	MR BONNEMAISON MICHEL DIRECTEUR GENERAL	256 RUE ALEXANDRE ANDRE 45240 LIGNY LE RIBAUT	
5	MR RAOULT GUILLAUME EMPLOYE	22 QUAI SAINT LAURENT 45000 ORLEANS	
6			
7			
8			
9			
10			

REMUNERATIONS DIRECTES OU INDIRECTES (dans l'ordre du tableau ci-dessus)					Frais de voyages et de déplacements	DEPENSES ET CHARGES AFFERENTES		TOTAL DES COLONNES 5 à 8
Montant des rémunérations de toute nature	Montant des indemnités et allocations diverses	Valeur des avantages en nature	Montant remb. des dépenses à caractère personnel	TOTAL DES COLONNES 1 à 4		aux véhicules et autres biens	aux immeubles non affectés à l'exploitation	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	57 000			57 000	2 703			59 703
2	29 640			29 640	1 908			31 548
3	18 963			18 963	139			19 101
4	18 600			18 600				18 600
5	11 661			11 661	198			11 860
6								
7								
8								
9								
10								
*	135 864			135 864	4 948			140 812

\* TOTAUX

<b>B - AUTRES FRAIS</b>		10
Cadeaux de tte nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la pub. et dont la valeur unit. ne dépasse pas 60 E par bénéficiaire		
Frais de réception, y compris les frais de restaur. et de spectacles, qui se ratt. à la gestion de l'entrep. et dont la charge lui incombe normalement		
<b>Total</b>		

<b>C - ELEMENTS DE REFERENCE :</b>	
<b>Total des dépenses</b>	<b>Bénéfices imposables</b>
- de l'exercice 2012 (total col. 9 + total col. 10)	140 812
- de l'exercice précédent	228 678
Nom et qualité du signataire: ME TESTARD PRESIDENT	A : ORLEANS Signature : _____
	le : 22/10/2012

2059 G - FILIALES ET PARTICIPATIONS

(2012)

Euros [NEANT]

<b>EXERCICE CLOS LE :</b>	30/06/2012	<b>N° SIRET</b>	528 859 846 00016
<b>DENOMINATION DE L'ENTREPRISE</b>	SASU VARISCAN MINES		
<b>ADRESSE (voie)</b>	16 RUE LEONARD DE VINCI		
<b>CODE POSTAL</b>	45100	<b>VILLE</b>	ORLEANS
<b>NOMBRE TOTAL DE FILIALES DETENUES PAR L'ENTREPRISE</b>			

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
			Voie
Code postal		Commune	Pays

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
			Voie
Code postal		Commune	Pays

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
			Voie
Code postal		Commune	Pays

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
			Voie
Code postal		Commune	Pays

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
			Voie
Code postal		Commune	Pays

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
			Voie
Code postal		Commune	Pays

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
			Voie
Code postal		Commune	Pays

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		bis, ter	Type voie
			Voie
Code postal		Commune	Pays

## SOMMAIRE

PAGE DE GARDE - comptes annuels (Finalyse II)

### *Comptes annuels*

Règles et méthodes comptables	1
Bilan actif	3
Bilan passif	4
Compte de résultat	5
Compte de résultat - suite -	6
Détail du bilan actif	7
Détail du bilan passif	9
Détail du compte de résultat	10
SIG négoce	13
Etat des échéances, créances et dettes	14
Charges à payer	15
Détail des charges à payer	15
Produits et charges constatés d'avance	16
Détail des charges constatées d'avance	16
Composition du capital social	17
Effectif moyen	18

### *Etats de gestion*

### *Liasse fiscale*

2050 Bilan actif	19
2051 Bilan passif	20
2052 Compte de résultat	21
2053 Compte de résultat-suite	22
2053 (suite) (7) - Détail prod.- chges except.	23
2053 (suite) (8) - Détail prod.- chges ex. /antér.	24
2054 Immobilisations	25
2055 Amortissements	26
2056 Provisions inscrites au bilan	27
2057 Echéances, créances et dettes	28
2058A Détermination résultat	29
2058B Déficit-provisions non déductibles	30
2058C Affectation du résultat	31
2059A P.M.V. aux taux de 16 ou 19 %	32
2059B P.V. à court terme et P.V. de fusion	33
2059C Moins-values à long terme	34
2059D P.V.L.T. - Réserve prov fluctuat. des cours	35
2059E Détermination valeur ajoutée de l'exercice	36

2059F Composition du capital social	37
2065 Impôt sur les sociétés RS/RN	38
2065B Annexe IS RS/RN	39
2065T Annexe IS RS/RN	40
2067N Frais généraux	41
2059G Filiales et participations	42





**VARISCAN MINES**  
**Société par Actions Simplifiée**  
Paris

**Rapport du Commissaire aux comptes**  
**sur les comptes annuels de l'exercice**  
**clos le 30 juin 2013**



A l'Associé Unique  
**VARISCAN MINES**  
Société par Actions Simplifiée  
Paris

Monsieur,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **VARISCAN MINES**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## 2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- la note « Immobilisations » de l'annexe expose les modalités d'évaluation des frais d'établissement et de développement comptabilisés à l'actif.

Nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés à l'Associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 11 septembre 2013

**Le Commissaire aux comptes**  
**SEFAC**



**Représentée par Monsieur Philippe BLIN**  
**Membre de la Compagnie Régionale de Paris**

**ANNEXE**

**BILAN ACTIF**

Euros

	30/06/2013			30/06/2012
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	902 126		902 126	443 726
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaire	105 629	47 076	58 553	70 712
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 184	2 177	24 007	
Autres immobilisations corporelles	72 087	21 951	50 136	77 994
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	17 801		17 801	10 314
	<b>1 123 826</b>	<b>71 205</b>	<b>1 052 622</b>	<b>602 746</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	1 692		1 692	1 042
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	225 241		225 241	99 943
Capital souscrit - appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	63 820		63 820	216 537
Charges constatées d'avance (3)	9 771		9 771	9 002
	<b>300 523</b>		<b>300 523</b>	<b>326 525</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 424 350</b>	<b>71 205</b>	<b>1 353 145</b>	<b>929 271</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

## BILAN PASSIF

Euros

	30/06/2013	30/06/2012
	Net	Net
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital (dont versé : 800 000 )	800 000	800 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	- 93 762	
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>		- 93 762
Subventions d'investissement	168 465	51 757
Provisions réglementées		
	<b>874 704</b>	<b>757 995</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	414	59
Emprunts et dettes financières (3)	293 240	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	77 147	82 999
Dettes fiscales et sociales	107 640	88 218
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
	<b>478 442</b>	<b>171 275</b>
Ecarts de conversion Passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 353 145</b>	<b>929 271</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	478 442	171 275
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	99	
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours



## COMPTES DE RESULTAT

Euros

	30/06/2013			30/06/2012
	France	Exportation	Total	Total
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)				
<b>Chiffre d'affaires net</b>				
Production stockée				
Production immobilisée			458 400	185 518
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation			1 500	
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Autres produits			5	49
			<b>459 905</b>	<b>185 567</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			647 223	117 468
Impôts, taxes et versements assimilés			14 056	4 077
Salaires et traitements			365 864	154 701
Charges sociales			174 433	68 100
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			46 274	18 105
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			152	55
			<b>1 248 003</b>	<b>362 505</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>- 788 097</b>	<b>- 176 938</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>Produits financiers</b>				
De participations (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			52	
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			<b>52</b>	
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				45
Différences négatives de change			229	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			<b>229</b>	<b>45</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>- 176</b>	<b>- 45</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>- 788 274</b>	<b>- 176 983</b>

**COMPTE DE RESULTAT (Suite)**

Euros

30/06/2013	30/06/2012
Total	Total

<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	1 020	
Sur opérations en capital	745 760	142 043
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	<b>746 780</b>	<b>142 043</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	16	7 065
Sur opérations en capital	22 290	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	116 708	51 757
	<b>139 014</b>	<b>58 823</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>607 766</b>	<b>83 221</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	- 180 508	
<b>Total des produits</b>	<b>1 206 738</b>	<b>327 611</b>
<b>Total des charges</b>	<b>1 206 738</b>	<b>421 373</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>		<b>- 93 762</b>
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

## Règles et méthodes comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

### ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2013 dont le total est de 1 353 145,11 Euros  
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de :  
0,00 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2012 au 30/06/2013.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 18 septembre 2013.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999
- la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- les règlements comptables :
  - 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
  - 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
  - 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs

#### Faits caractéristiques de l'exercice :

La société bénéficie d'un crédit d'impôt recherche d'un montant de 179 308 €.

#### Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture : Néant

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- |  |            |
|--|------------|
| - Logiciel                                     | 1 an       |
| - Agencements & aménagements des constructions | 5 ans      |
| - Matériel de transport                        | 5 ans      |
| - Matériel et Mobilier de bureau               | 3 à 10 ans |

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Les dépenses de recherche engagées par la société sont comptabilisées à l'actif en frais de recherche et développement. Dans la mesure où la société est toujours dans une phase de recherche, aucun amortissement comptable n'est comptabilisé.

L'Administration fiscale exigeant que ces frais soient amortis dès leur inscription à l'actif, un amortissement dérogatoire est comptabilisé afin de corriger l'écart entre l'amortissement comptable et l'amortissement fiscal. La durée retenue est 5 ans. L'amortissement des frais de recherche 2011 a débuté au 1er janvier 2012, celui des frais de recherche arrêtés au 30 juin 2012 a débuté au 30 juin 2012 et celui des frais arrêtés au 30 juin 2013 a débuté au 30 juin 2013.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Changements de méthodes

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

#### Dettes et créances envers les entreprises liées

Au 30 juin 2013, la société présente un compte courant créditeur de 293 240,03 € envers son associé unique.

#### Charges et produits exceptionnels

La société a bénéficié d'un abandon de compte courant de 731 760 € au titre de l'exercice.

#### Autres

Le crédit d'impôt CICE présente au 30 juin 2013 un solde de 967 € qui n'est pas comptabilisé du fait du caractère civil et variable du crédit d'impôt.



## AMORTISSEMENTS

Euros

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Total I</b>				
<b>Total II</b>	19 093	27 983		47 076
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		2 177		2 177
Installations générales, agencements et aménagements divers	2 107	1 715		3 822
Matériel de transport	11 314	4 462	15 776	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 193	9 936		18 129
Emballages récupérables et divers				
<b>Total III</b>	21 614	18 291	15 776	24 129
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	40 707	46 274	15 776	71 205

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOI							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortisse- ment fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortisse- ment fiscal exceptionnel	
<b>Immo. incorporelles</b>							
Frais d'établissem.			89 000				89 000
Aut. immo. incorp.			27 708				27 708
<b>Total I</b>							
<b>Total II</b>							
<b>Immo. corporelles</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gén., agenc. amén. const.							
Inst. techn., mat. outil. indus.							
Inst. gén., agenc., amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. bureau, inform., mobilier							
Emballages récup. et divers							
<b>Total III</b>							
Frais acq. titres part.							
<b>Total IV</b>							
<b>TOT. GEN. (I+II+III+IV)</b>			116 708				116 708

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
	Montant net début d'ex.	Augmen- -tations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

## ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Euros

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières				
		17 801	17 801	
<b>De l'actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
		180 508	180 508	
		44 733	44 733	
		9 771	9 771	
	<b>Total</b>	<b>252 813</b>	<b>252 813</b>	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
		414	414		
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
		77 147	77 147		
Personnel et comptes rattachés					
		28 376	28 376		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
		73 770	73 770		
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
		5 495	5 495		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
		293 240	293 240		
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
	<b>Total</b>	<b>478 442</b>	<b>478 442</b>		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés



**CHARGES A PAYER****Euros**

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	30/06/2013	30/06/2012
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	315	59
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 814	18 500
Dettes fiscales et sociales	47 107	30 610
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :		
<b>Total</b>	<b>59 236</b>	<b>49 169</b>

**DETAIL DES CHARGES A PAYER****Euros**

	30/06/2013	30/06/2012
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>		
518600 INTERETS COURUS A PAYER	315	59
<b>Total</b>	<b>315</b>	<b>59</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		
408100 FOURN. FACT.NON PARVENUES	11 814	18 500
<b>Total</b>	<b>11 814</b>	<b>18 500</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		
428200 DETTES PROV./CONGES PAYES	28 376	17 876
438200 CHARG.SOC./CONGES A PAYER	13 236	7 771
448600 CHARGES A PAYER	5 495	4 963
<b>Total</b>	<b>47 107</b>	<b>30 610</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>59 236</b>	<b>49 169</b>



**PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE**

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
<b>Total</b>		

<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>
Charges d'exploitation	9 771	9 002
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
<b>Total</b>	<b>9 771</b>	<b>9 002</b>

**DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE**

Euros

		<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>
486000	CHARGES CONSTAT. D'AVANCE	9 771	9 002
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9 771</b>	<b>9 002</b>

**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Au début de l'exercice	En fin d'exercice	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exerci	En fin d'exercice
PARTS SOCIALES	1,00000	1,00000	800 000			800 000

**EFFECTIF MOYEN**

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	3	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés		
Ouvriers		
Apprenti	1	
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>0</b>



**VARISCAN MINES**  
**Société par Actions Simplifiée**  
Paris

**Rapport du Commissaire aux comptes**  
**sur les comptes annuels de l'exercice**  
**clos le 30 juin 2014**



A l'Associé Unique  
**VARISCAN MINES**  
Société par Actions Simplifiée  
Paris

Monsieur,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **VARISCAN MINES**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## 2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- la note « Immobilisations » de l'annexe expose les modalités d'évaluation des frais d'établissement et de développement comptabilisés à l'actif.

Nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés à l'Associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 24 septembre 2014

**Le Commissaire aux comptes**  
**SEFAC**



**Représentée par Monsieur Philippe BLIN**  
**Membre de la Compagnie Régionale de Paris**

**ANNEXE**



**BILAN ACTIF**

ACTIF		Exercice N 30/06/2014 12			Exercice N-1 30/06/2013 12		Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%	
	Capital souscrit non appelé (I)							
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
	Frais d'établissement							
	Frais de développement	1 436 617		1 436 617	902 126	534 491	59.25	
	Concessions, Brevets et droits similaires	107 762	67 626	40 136	58 553	18 417	31.45-	
	Fonds commercial (1)							
	Autres immobilisations incorporelles	40 000		40 000		40 000		
	Avances et acomptes							
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
	Terrains							
	Constructions							
	Installations techniques Matériel et outillage	28 074	5 577	22 497	24 007	1 510	6.29-	
	Autres immobilisations corporelles	110 004	37 736	72 268	50 136	22 132	44.14	
	Immobilisations en cours							
	Avances et acomptes							
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)							
Participations mises en équivalence								
Autres participations								
Créances rattachées à des participations								
Autres titres immobilisés								
Prêts								
Autres immobilisations financières	17 688		17 688	17 801	113	0.63-		
	<b>TOTAL II</b>	1 740 145	110 940	1 629 205	1 052 622	576 583	54.78	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS							
	Matières premières, approvisionnements							
	En-cours de production de biens							
	En-cours de production de services							
	Produits intermédiaires et finis							
	Marchandises							
	Avances et acomptes versés sur commandes				1 692	1 692	100.00-	
	CRÉANCES (3)							
	Clients et Comptes rattachés							
	Autres créances	223 251		223 251	225 241	1 990	0.88-	
Capital souscrit - appelé, non versé								
Valeurs mobilières de placement								
Disponibilités	185 883		185 883	63 820	122 064	191.26		
Charges constatées d'avance (3)	14 973		14 973	9 771	5 202	53.23		
	<b>TOTAL III</b>	424 107		424 107	300 523	123 583	41.12	
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)							
	Primes de remboursement des obligations (V) Ecart de conversion actif (VI)							
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	2 164 251	110 940	2 053 312	1 353 145	700 167	51.74	

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

17 688

COMPTEX S.A.R.L

73

**BILAN PASSIF**

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		30/06/2014	12	30/06/2013	12	Euros	%
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	Capital (Dont versé : 800 000) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	800 000		800 000			
	RESERVES Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves						
	Report à nouveau	93 762		93 762			
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)						
	Subventions d'investissement Provisions réglementées	334 188		168 465		165 722	98.37
	<b>TOTAL I</b>	<b>1 040 426</b>		<b>874 704</b>		<b>165 722</b>	<b>18.95</b>
	<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées					
<b>TOTAL II</b>							
<b>PROVISIONS</b>	Provisions pour risques Provisions pour charges						
<b>TOTAL III</b>							
<b>DETTES (I)</b>	DETTES FINANCIERES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts auprès d'établissements de crédit Concours bancaires courants Emprunts et dettes financières diverses	160 798 895		414 293 240		254 505 655	61.32 172.44
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	DETTES D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales	56 793 157 038		77 147 107 640		20 354 49 398	26.38 45.89
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes						
	<b>TOTAL IV</b>	<b>1 012 886</b>		<b>478 442</b>		<b>534 444</b>	<b>111.71</b>
<b>Comptes de Régularisation</b>	Produits constatés d'avance (1)						
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 053 312</b>		<b>1 353 145</b>		<b>700 167</b>	<b>51.74</b>

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

1 012 886 478 442

**COMPTE DE RESULTAT**

	Exercice N 30/06/2014 12			Exercice N-1 30/06/2013 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total	Euros	%		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1)</b>							
Ventes de marchandises							
Production vendue de Biens							
Production vendue de Services							
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>							
Production stockée			534 491	458 400	76 091	16.60	
Production immobilisée			1 500	1 500			
Subventions d'exploitation			6 438		6 438		
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			27	5	21	399.06	
Autres produits							
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>			<b>542 455</b>	<b>459 905</b>	<b>82 550</b>	<b>17.95</b>	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (2)</b>							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			804 413	647 223	157 190	24.29	
Impôts, taxes et versements assimilés			16 002	14 056	1 946	13.85	
Salaires et traitements			419 925	365 864	54 061	14.78	
Charges sociales			216 485	174 433	42 052	24.11	
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			39 735	46 274	6 539	14.13	
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			312	152	160	105.01	
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>			<b>1 496 872</b>	<b>1 248 003</b>	<b>248 869</b>	<b>19.94</b>	
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>954 417</b>	<b>788 097</b>	<b>166 320</b>	<b>21.10</b>	
<b>QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN</b>							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

**COMPTE DE RESULTAT**

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	30/06/2014	12	30/06/2013	12	Euros	%
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)		31		52	22	41.29-
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
<b>TOTAL V</b>		<b>31</b>		<b>52</b>	<b>22</b>	<b>41.29-</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)				229	229	100.00-
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
<b>TOTAL VI</b>				<b>229</b>	<b>229</b>	<b>100.00-</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>		<b>31</b>		<b>176</b>	<b>207</b>	<b>117.46-</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>		<b>954 386</b>		<b>788 274</b>	<b>166 113</b>	<b>21.07-</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				1 020	1 020	100.00-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		932 345		745 760	186 585	25.02
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		15 000			15 000	
<b>TOTAL VII</b>		<b>947 345</b>		<b>746 780</b>	<b>200 565</b>	<b>26.86</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		766		16	750	NS
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				22 290	22 290	100.00-
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		180 722		116 708	64 014	54.85
<b>TOTAL VIII</b>		<b>181 488</b>		<b>139 014</b>	<b>42 474</b>	<b>30.55</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>		<b>765 857</b>		<b>607 766</b>	<b>158 092</b>	<b>26.01</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)		188 529		180 508	8 021	4.44-
<b>TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)</b>		<b>1 489 831</b>		<b>1 206 738</b>	<b>283 094</b>	<b>23.46</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>		<b>1 489 831</b>		<b>1 206 738</b>	<b>283 094</b>	<b>23.46</b>
<b>5. BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>						

\* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier  
: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées  
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

**ANNEXE**

Exercice du 01/07/2013 au 30/06/2014

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 2 053 311.67 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 0 Euros et dégageant un bénéfice de 0 Euros .

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/07/2013 au 30/06/2014 .

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

**FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

(Code du Commerce Art. R 123-196 3°)

La société bénéficie d'un crédit d'impôt recherche d'un montant de 187 993€.

La société a bénéficié d'un abandon de compte courant de son associé unique de 932 345€ au titre de l'exercice. Au 30 juin 2014, la société présente un compte courant créditeur de 798 895€ envers son associé unique.

**EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

NEANT

**- REGLES ET METHODES COMPTABLES -**

(Code du Commerce - Art. R 123-196 1° et 2°; PCG Art. 531-1/1)

**Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

**Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



ANNEXE

Exercice du 01/07/2013 au 30/06/2014

**Informations relatives au CICE**

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 2 158 € relatif à l'année civile 2013. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

**- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**

**Etat des immobilisations**

		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	TOTAL	902 126		534 491
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	105 629		42 133
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		26 184		1 890
Installations générales agencements aménagements divers		8 576		
Matériel de transport				29 327
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		63 511		8 590
	TOTAL	98 271		39 807
Prêts, autres immobilisations financières		17 440		248
	TOTAL	17 440		248
	TOTAL GENERAL	1 123 466		616 679

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
		Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement	TOTAL			1 436 617	1 436 617
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL			147 762	147 762
Installations techniques, Matériel et outillage industriel				28 074	28 074
Installations générales agencements aménagements divers				8 576	8 576
Matériel de transport				29 327	29 327
Matériel de bureau et informatique, Mobilier				72 101	72 101
	TOTAL			138 078	138 078
Prêts, autres immobilisations financières				17 688	17 688
	TOTAL			17 688	17 688
	TOTAL GENERAL			1 740 145	1 740 145

Les dépenses de recherche engagées par la société sont comptabilisées à l'actif en frais de recherche et développement. Dans la mesure où la société est toujours en phase de recherche, aucun amortissement comptable n'est comptabilisé.

L'administration fiscale exigeant que ces frais soient amortis dès leur inscription à l'actif, un amortissement dérogatoire est comptabilisé afin de corriger l'écart entre l'amortissement comptable et fiscal. La durée retenue est cinq ans. L'amortissement des frais de recherche 2011 a débuté le 1er janvier 2012, celui des frais de recherche arrêtés au 30 juin 2012 a débuté le 30 juin 2012, celui des frais arrêtés au 30 juin 2013 a débuté le 30 juin 2013 et celui des frais arrêtés au 30 juin 2014 a débuté le 30 juin 2014.

Il a été comptabilisé un montant de 40 000€ en immobilisations incorporelles en cours.

**ANNEXE**

Exercice du 01/07/2013 au 30/06/2014

Cela correspond à la première partie du contrat d'extension du logiciel GKR développé par la société E-Mines. Le coût global de cette mise à jour est de 75 000€ et sera terminé sur le prochain exercice.

**Etat des amortissements**

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	47 076	20 550		67 626
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 177	3 400		5 577
Installations générales agencements aménagements divers	3 822	1 715		5 537
Matériel de transport		4 163		4 163
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	18 129	9 907		28 036
TOTAL	24 129	19 185		43 314
TOTAL GENERAL	71 205	39 735		110 940

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Frais étab.rech.développ. TOTAL				180 722	
Autres immob.incorporelles TOTAL	20 550				15 000
Instal.techniques matériel outillage indus.	3 400				
Instal.générales agenc.aménag.divers	1 715				
Matériel de transport	4 163				
Matériel de bureau informatique mobilier	9 907				
TOTAL	19 185				
TOTAL GENERAL	39 735			180 722	15 000

**Etat des provisions**

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Amortissements dérogatoires	168 465	180 722	15 000		334 188
TOTAL	168 465	180 722	15 000		334 188
TOTAL GENERAL	168 465	180 722	15 000		334 188
<b>Dont dotations et reprises exceptionnelles</b>		180 722	15 000		

**ANNEXE**

Exercice du 01/07/2013 au 30/06/2014

**Etat des échéances des créances et des dettes**

<b>Etat des créances</b>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	17 688	17 688	
Personnel et comptes rattachés	3 100	3 100	
Impôts sur les bénéficiaires	190 687	190 687	
Taxe sur la valeur ajoutée	22 147	22 147	
Débiteurs divers	7 317	7 317	
Charges constatées d'avance	14 973	14 973	
<b>TOTAL</b>	<b>255 912</b>	<b>255 912</b>	

<b>Etat des dettes</b>	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	160	160		
Fournisseurs et comptes rattachés	56 793	56 793		
Personnel et comptes rattachés	40 194	40 194		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	104 760	104 760		
Taxe sur la valeur ajoutée	2 661	2 661		
Autres impôts taxes et assimilés	9 423	9 423		
Groupe et associés	798 895	798 895		
<b>TOTAL</b>	<b>1 012 886</b>	<b>1 012 886</b>		

**Composition du capital social**

(Code du Commerce Art. R 123-197; PCG Art. 531-3 et 532-12)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
<b>PARTS SOCIALES</b>	1.0000	800 000			800 000

**Evaluation des immobilisations corporelles**

(Code du Commerce Art. R 123-196 1°)

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et des frais engagés pour leur acquisition.

**Evaluation des amortissements**

(Code du Commerce Art. R 123-196 2°)

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 an
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

**Evaluation des créances et des dettes**

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.



**ANNEXE**

Exercice du 01/07/2013 au 30/06/2014

**Charges à payer**

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	160
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 086
Dettes fiscales et sociales	69 585
Total	92 832

**Charges et produits constatés d'avance**

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	14 973
Total	14 973

**EXEMPLAIRE POUR PHOTOCOPIE**

**VARISCAN MINES**  
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle  
Orléans

**Certificat du dépositaire**



A l'Associé Unique  
**VARISCAN MINES**  
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle  
Orléans

Monsieur,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de la société **VARISCAN MINES**, nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission, afin d'établir le certificat prévu à l'article L. 225-146 alinéa 2 du code de commerce.

Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à vérifier :

- Le bulletin de souscription par lequel la société **PLATSEARCH NL** a souscrit 199 000 actions nouvelles d'un nominal de un euro de la société **VARISCAN MINES** à l'occasion d'une augmentation du capital décidée par l'associé unique du 8 juillet 2011 ;
- La déclaration incluse dans le bulletin manifestant la décision de la société **PLATSEARCH NL** de libérer sa souscription par compensation avec la créance liquide et exigible qu'elle possède sur la société ;
- L'arrêté de compte établi le 8 juillet 2011, par le Président dont nous avons certifié l'exactitude le 18 juillet 2011, duquel il ressort que la société **PLATSEARCH NL** possède sur la société **VARISCAN MINES** une créance de 199 000 euros ;

- Le caractère liquide et exigible de cette créance ;
- L'écriture comptable de compensation de la créance visée ci-dessus permettant de constater la libération des actions.

Sur la base de ces vérifications, nous délivrons le présent certificat qui tient lieu de certificat du dépositaire.

Fait à Paris, le 8 juillet 2011

**Le Commissaire aux comptes :**  
**SEFAC**



**Représentée par Monsieur Philippe BLIN**  
**Membre de la Compagnie Régionale de Paris**

**ANNEXE 2e : liste des 40 premiers actionnaires de Variscan Mines Limited  
(anciennement PlatSearch NL)**



**Variscan Mines Limited**
**Fully Paid Ordinary**
**Top 40 Holdings as at 18-08-2014**

Group or Holder No	Holder Name	Balance at 18-08-2014	%
S00000806048	HSBC CUSTODY NOMINEES (AUSTRALIA) LIMITED	51 283 865	29,182
S00009884521	UOB KAY HIAN PRIVATE LIMITED <CLIENTS A/C>	18 426 560	10,485
S00022520920	MR CHRIS CARR & MRS BETSY CARR	7 500 000	4,268
S00032042091	MINOTAUR RESOURCES INVESTMENTS PTY LTD	7 266 238	4,135
S00014679219	DBS VICKERS SECURITIES (SINGAPORE) PTE LTD <CLIENT ACCOUNT>	7 073 762	4,025
S00019378055	MR XIANGJUN ZHANG	6 642 000	3,779
S00000817180	WARMAN INVESTMENTS PTY LTD	4 864 019	2,768
S00013111740	MR ROBERT LEWIS RICHARDSON & MS SUSANNE BRINT <THE RATHROAM STAFF FUND A/C>	3 350 760	1,907
S00010485185	DMG & PARTNERS SECURITIES PTE LTD <CLIENTS A/C>	2 674 661	1,522
S00003237958	MONEX BOOM SECURITIES (HK) LTD <CLIENTS ACCOUNT>	2 457 936	1,399
S00014633693	IPSEITY PTY LIMITED	2 376 707	1,352
S00032041396	PANSTYN INVESTMENTS PTY LTD	2 352 345	1,339
S00001314955	NEFCO NOMINEES PTY LTD	2 223 512	1,265
S00040941827	MR GREGORY FRANCIS PATRICK JONES <JONES SUPER FUND A/C>	1 962 472	1,117
S00000719676	CITICORP NOMINEES PTY LIMITED	1 949 731	1,109
S00030272412	MR ALLAN EDWARD WATTS <WATTS FAMILY A/C>	1 863 226	1,060
S00032037038	CRESCENT NOMINEES LIMITED	1 470 316	0,837
S00033736061	DR FATT KAH FOO	1 403 000	0,798
S00025553900	HOWARD-SMITH INVESTMENTS PTY LTD	1 116 021	0,635
S00032043399	WIMTONE PTY LIMITED	1 100 000	0,626
S00001109332	TECHNICA PTY LTD	1 000 000	0,569
S00003717801	MACKAY CONSULTING PTY LIMITED <MACKAY CONSULTING P/L SF A/C>	1 000 000	0,569
S00005216729	MR RHYS WILLIAMS	984 042	0,560
S00002549603	ABN AMRO CLEARING SYDNEY NOMINEES PTY LTD <CUSTODIAN A/C>	974 096	0,554
S00002680807	ONYX PTY LTD	850 000	0,484
S00014158944	WARINCO SERVICES PTY LIMITED <WARING SUPER FUND A/C>	715 000	0,407
S00019190960	MR PETER FABIAN HELLINGS & MRS JACQUELINE KIM GUN HELLINGS <BOX SUPER FUND A/C>	700 000	0,398
S00032042538	KHOO BOO KOK	659 266	0,375
S00006767991	ALBATROSS INTERLINE RESOURCES PTY LIMITED <BOTANICAL SUPER ACCOUNT>	650 000	0,370
S00032041086	WARINCO SERVICES PTY LIMITED	638 864	0,364
S00033406762	MS YONGMEI CHEN	620 000	0,353
S00024086810	MR VICTOR KEVIN ADES & MRS JOAN MARY ADES <LADNOLTI P/L SUPER FUND A/C>	616 259	0,351
S00008004463	MR BRUCE SAMUEL HARRIS ROSENBERG	600 000	0,341
S00027629181	MR DARCY MILBURN	520 430	0,296
S00000893820	TROMSO PTY LIMITED	516 430	0,294
S00000994146	MR GRAHAME JOHN MCKENZIE	500 000	0,285
S00030840542	CURRACLOE PTY LTD <ROTHERY SUPER FUND A/C>	500 000	0,285
S00065221390	CRINAN SUPER CO PTY LIMITED <CRINAN SUPER FUND A/C>	500 000	0,285
S00010447046	LAWRENCE CROWE CONSULTING PTY LTD <L C C SUPER FUND A/C>	499 800	0,284
S00010017335	MR JOHN ANTHONY HELLIER & MRS DOROTHY MAY HELLIER	487 500	0,277
		142 888 818	81,308
	<b>Total IC</b>	<b>175 737 592</b>	





**ANNEXE 2f : extrait des statuts de Variscan Mines (page 14)**



**ARTICLE 32 - Nomination du Président**

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

**Jack TESTARD**

Né le 11 mars 1945 à Bourges (18)

Demeurant 69, rue des Bouvreuils, 45590 St Cyr en Val

Lesquels déclarent accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.



**ANNEXE 2g : pouvoirs de signature de Michel Bonnemaïson**



**VARISCAN MINES**  
Société par actions simplifiée unipersonnelle  
Au capital de 1.000 euros  
Siège social :  
16, rue Léonard de Vinci, 45 000 ORLEANS  
R.C.S. ORLEANS - 528 859 846

**PROCES -VERBAL  
DE DECISION DU PRESIDENT  
EN DATE DU 1<sup>ER</sup> FEVRIER 2011**

*L'an deux mille onze, le 1<sup>er</sup> février 2011, à douze heures,*

Le soussigné,

**Jack Testard**, agissant en qualité de Président de la société VARISCAN MINES, SAS au capital de 1000 euros, dont le siège social est situé 16, rue Léonard de Vinci, 45000 ORLEANS, immatriculée au RCS d'Orléans sous le numéro 528 859 846

A pris les décisions portant sur l'ordre du jour suivant :

- Nomination d'un directeur général
- Pouvoir pour formalités

**PREMIERE DECISION**

Conformément aux dispositions de l'article 21 des statuts, le président nomme, pour une durée illimitée, en qualité de directeur général :

**Monsieur Michel Bonnemaïson**,  
*né le 27 mars 1955 à Lavelanet (09)  
demeurant 256, rue Alexandre André, 45240, LIGNY LE RIBAUTL,  
de nationalité française.*

Le directeur général est investi des mêmes pouvoirs que le président de la Société, à savoir les pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des limites statutaires, et notamment celles applicables au Président.

Le Président constate que Monsieur Michel Bonnemaïson a fait savoir par avance qu'il acceptait les fonctions de directeur général de la Société et qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

**SECONDE DECISION**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet de procéder aux formalités de dépôt au Greffe du Tribunal de commerce prescrites par la loi.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et directeur général.



**LE PRESIDENT**  
Mr Jack Testard



**Monsieur Michel Bonnemaïson**  
Directeur général



Dossier d'application d'un Permis Exclusif de Recherche de Mines « COUFLENS »

## **ANNEXE 3**

### **ACTES D'ENGAGEMENT**

#### **Engagements souscrits en application de l'article 43 (5°) du décret 2006-648 du 2 juin 2006**

Annexe 3a : engagement du président  
Annexe 3b : engagement du directeur général

#### **Engagements souscrits en application de l'article 5 e) de l'arrêté du 28 juillet 1995**

Annexe 3c : engagement du président  
Annexe 3d : engagement du directeur général

#### **Engagements souscrits en application de l'article 3 de l'arrêté du 28 juillet 1995**

Annexe 3e : engagement du président  
Annexe 3f : engagement du directeur général



Dossier d'application d'un Permis Exclusif de Recherche de Mines « COUFLENS »

ANNEXE 3a

**Engagement souscrit en application de l'article 43 (5°) du décret 2006-648 du 2 juin 2006**

Je soussigné, Jack TESTARD, Président de VARISCAN MINES, agissant au nom et pour le compte de ladite société, prends l'engagement d'informer le Ministre chargé des mines de toute modification substantielle de nature à modifier les capacités techniques et financières sur le fondement desquelles le titre a été accordé.

Fait à Orléans, le 15 novembre 2014

Le Président





## ANNEXE 3b

**Engagement souscrit en application de l'article 43 (5°) du décret 2006-648 du 2 juin 2006**

Je soussigné, Michel Bonnemaïson, Directeur Général de VARISCAN MINES, agissant au nom et pour le compte de ladite société, prends l'engagement d'informer le Ministre chargé des mines de toute modification substantielle de nature à modifier les capacités techniques et financières sur le fondement desquelles le titre a été accordé.

Fait à Orléans, le 15 novembre 2014

Le Directeur Général





## ANNEXE 3c

**Engagements souscrit en application de l'Article 5 e) de l'arrêté du 28 juillet 1995**

Je soussigné, Jack TESTARD, Président de VARISCAN MINES, agissant au nom et pour le compte de ladite société, prends l'engagement, de présenter au Directeur régional de l'écologie, de l'aménagement et du logement dans le mois qui suivra l'octroi du permis, le programme de travaux du reste de l'année en cours, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de travaux de l'année suivante et au début de chaque année, le compte rendu des travaux effectués au cours de l'année écoulée.

Fait à Orléans, le 15 novembre 2014

Le Président







## ANNEXE 3d

**Engagement souscrit en application de l'Article 5 e) de l'arrêté du 28 juillet 1995**

Je soussigné, Michel BONNEMAISON, Directeur Général de VARISCAN MINES, agissant au nom et pour le compte de ladite société, prends l'engagement, de présenter au Directeur régional de l'écologie, de l'aménagement et du logement dans le mois qui suivra l'octroi du permis, le programme de travaux du reste de l'année en cours, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de travaux de l'année suivante et au début de chaque année, le compte rendu des travaux effectués au cours de l'année écoulée.

Fait à Orléans, le 15 novembre 2014

Le Directeur Général





## ANNEXE 3e

**Engagement souscrit en application de l'Article 3 de l'arrêté du 28 juillet 1995.**

Je soussigné Jack TESTARD, Président de Variscan Mines reconnaît avoir été informé par l'administration :

- que les informations nominatives fournies par elle sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement automatisé ;
- qu'elle peut exercer un droit d'accès et de rectification, conformément aux dispositions des articles 34 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés, auprès de la direction générale de l'énergie et des matières premières (ministère de l'industrie, 99, rue de Grenelle, 75700 Paris) ;
- et que ces informations peuvent être communiquées au Conseil d'Etat, au Conseil général des mines et au Commissariat à l'énergie atomique dans le cadre de l'instruction de la présente demande.

Fait à Orléans, le :15 novembre 2014

Le Président





## ANNEXE 3f

**Engagement souscrit en application de l'Article 3 de l'arrêté du 28 juillet 1995**

Je soussigné Michel BONNEMAISON, Directeur général de Variscan Mines reconnaît avoir été informé par l'administration :

- que les informations nominatives fournies par elles sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement automatisé ;
- qu'elle peut exercer un droit d'accès et de rectification, conformément aux dispositions des articles 34 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés, auprès de la direction générale de l'énergie et des matières premières (ministère de l'industrie, 99, rue de Grenelle, 75700 Paris) ;
- et que ces informations peuvent être communiquées au Conseil d'Etat, au Conseil général des mines et au Commissariat à l'énergie atomique dans le cadre de l'instruction de la présente demande.

Fait à Orléans, le 15 novembre 2014

Le Directeur Général





**ANNEXE 4****CAPACITÉS FINANCIÈRE ET TECHNIQUE DE VARISCAN MINES**

La société Variscan Mines, nouvellement créée en décembre 2010, ne peut se prévaloir d'une longue activité passée dans le domaine de l'exploration minière. Toutefois, au 30 juin 2014, elle a déjà engagé des travaux pour un montant de 1.356 k€ sur le PERM de Tennie (Sarthe) et de 352 k€ sur le PERM récemment attribué de Saint-Pierre (Maine-et-Loire). Par ailleurs, son actionnaire unique Variscan Mines Limited (anciennement PlatSearch NL) a réalisé et réalise d'importants travaux d'exploration minière en Australie, travaux qui lui ont permis d'acquérir des participations, souvent importantes, dans des sociétés minières cotées sur la bourse australienne. Ces participations permettent à Variscan Mines Limited (anciennement PlatSearch NL) de financer les travaux d'exploration de Variscan Mines. Variscan Mines compte sur son staff d'experts internationaux, de nationalité française, pour promouvoir et développer son activité, principalement en France. Le personnel qualifié (chefs de projets, géologues, techniciens...) sera recruté en France au fur et à mesure du développement de l'activité, directement liée à l'obtention des titres miniers autorisant la réalisation des travaux. Variscan Mines privilégiera les recrutements dans les régions concernées par les travaux de recherche.

Cette annexe comporte :

- annexe 4a : un document original en anglais qui présente la maison mère Variscan Mines Limited (anciennement PlatSearch NL) ;
- annexe 4b : une traduction simplifiée en français de l'annexe 2a, indiquant les renseignements attendus sur la composition du conseil d'administration et la qualité et nationalité de chacun de ses membres, sachant que le seul intervenant sur la filiale française Variscan Mines S.A.S est Monsieur Gregory Jones ;
- annexe 4c : rapport annuel 2014 de Variscan Mines Limited ;
- annexe 4d : curriculum vitae :
  - CV de M. Jack Testard, président de Variscan Mines,
  - CV de M. Michel Bonnemaison, directeur général de Variscan Mines,
  - CV de M. Gregory Jones, directeur de Variscan Mines et représentant de l'actionnaire unique Variscan Mines Limited (anciennement PlatSearch NL),
  - CV de M. Eric Marcoux, professeur d'université à Orléans et expert en géologie minière auprès de Variscan Mines,
  - CV de M. Maxime Picault, géologue à Variscan Mines,
  - CV de M. Guillaume Raoult, géologue à Variscan Mines,
  - CV de M. Patrick Lebret, chef géologue à Variscan Mines,
  - CV de Mme Anne-Sophie Audion, géologue en charge des modélisations 3D, chef du projet associé au PERM Merléac ;
  - CV de M. Jérôme Gouin, géologue chef du projet associé au PERM Saint-Pierre ;
- annexes 4e : copie du rapport d'audit associé au rapport d'activité 2013. Ces documents fournissent les capacités financières de la société ainsi que son mode de

fonctionnement de « junior » capable de lever des fonds en bourse pour les programmes d'exploration ;

- annexe 4f : accord de joint-venture avec la société Juniper Capital Partner Limited
- annexe 4g : engagement financier de Juniper Capital Partner Limited



- **ANNEXE 4a : présentation générale originale de Variscan Mines Limited**





# VARISCAN MINES LIMITED

ACN 003 254 395

Level 1, 80 Chandos Street, St Leonards NSW 2065

PO Box 956, Crows Nest NSW 1585

P: (02) 9906 5220

F: (02) 9906 5233

W: [www.platsearch.com.au](http://www.platsearch.com.au)

## **BACKGROUND OF VARISCAN MINES LIMITED (anciennement PlatSearch NL)**

### **History and business**

Variscan Mines Limited has been listed on the Australian Stock Exchange (“ASX”) since 1987. Its principal activities are the exploration and potential exploitation of economic base and precious metal deposits. Variscan Mines Limited also holds substantial share investments in other ASX listed mineral exploration companies. Over the last 3 years Variscan Mines Limited and its associated companies have raised in excess of \$33 million (\$21 million to date plus \$12 million expected from the Silver City IPO) to support their exploration activities.

In the 1990s, the Company evolved its exploration focus from precious metals to search for large, world-class base metal deposits. As these deposits often have direct magnetic and/or gravity signatures, the selection of new exploration targets and prospects was based on the interpretation of vast amounts of geophysical and other data collected by ground and airborne geophysical surveys that have become increasingly available throughout Australia over the last few decades.

Variscan Mines Limited currently holds a portfolio of 39 exploration tenements which covers an area of approximately 12,763 square kilometers. From its tenement package, the Company’s team of experienced management identifies potential exploration targets via interpretation of geophysical, geochemical and geological data and initiates additional exploration, including drilling to determine the prospectivity and possible resource potential of target areas. Based on the results of these studies, Variscan Mines Limited’s technical management determines whether to continue exploration evaluation of properties using its own resources or to invite joint venture participation by other exploration companies.

Whilst Variscan Mines Limited’s business model is in the exploration field, the Company has diversified from pure exploration joint ventures to vending its projects into small junior explorers in return for equity holdings in the companies, or placing the assets into Variscan Mines Limited’s controlled entities to take through to an ASX listing.

This approach has allowed Variscan Mines Limited to build a strong portfolio of investments in a number of ASX listed entities whilst allowing the Company the freedom to generate new exploration opportunities and continue project assessments. Variscan Mines Limited currently has five exploration companies in its portfolio of investments. Four of these companies were initiated and developed by Variscan Mines Limited via joint venture and collaboration agreements with industry players. The four companies are Eastern Iron Ltd, WPG Resources Ltd, Thomson Resources Ltd and Silver City Mining Ltd. The other company in its portfolio is Agua Resources Ltd. Four of the five companies in its portfolio are listed on the ASX with a combined market capitalisation of A\$ 374 million as at 25 February 2011. Further details of these companies are set out in Section 2 below.

Variscan Mines Limited has previously raised funding for its activities via:-

- (i) Issuance of new shares or injection by investors to fund its exploration activities;
- (ii) Rights issue to its existing shareholders;
- (iii) Securing a convertible note; and
- (iv) Listing of its subsidiaries to fund their respective activities within the exploration industry.

In 2008 a share placement and subsequent rights issue was made to Mr Kwan Chee Seng, a Singaporean businessman who invested A\$ 1.0 million into the Variscan Mines Limited for a then aggregate of 8.1% stake in the Company. Mr Kwan subsequently supported other Company capital raisings and on-market purchases and is presently the Company's largest shareholder with 25.8% interest. He is a non-executive Director.

The change in substantial shareholders resulted in changes to the Company's Board of Directors where Mr. Gregory Jones, an experienced mine and exploration geologist was appointed as Managing Director. Patrick Elliott, a resource industry professional with more than 35 years of experience in the industry was appointed as Chairman.

In addition, the Company further supplemented its capital raising and corporate advisory skills and experience in the Board through the appointment of Singapore-based Dr. Foo Fatt Kah as a non-executive director of the Company.

Further details of the Board and key management of the Company are set out in the table below.

With these Board and shareholder changes and broadening of the Company's skills base, PlatSearch modified its strategy and has now begun seeking more advanced projects or mines to allow it become an operating production company.

As part of this drive towards acquiring more advanced projects the Company has commenced looking outside Australia and has recently formed a new wholly owned subsidiary, Variscan Mines SAS, a France domiciled company, opened an office in Orleans and employed two highly experienced French geologists to assess potential opportunities within Europe.

Variscan has completed detailed analysis of the geology and metallogeny of Europe, notably France and has committed to investing significant technical and financial resources into France to acquire advanced base and precious metal prospects. Once it has acquired projects, the Company plans to initiate exploration activities using the most up-to-date exploration methods in an attempt to define economic mineral deposits and possibly move towards feasibility studies and mine development. Any new mine development will be conducted to the very highest international standards of environmental protection, employee safety and local community involvement.

## **Board composition**

The composition of the Board is as follows (Variscan Ltd Annual report 2013) :

<b>Name</b>	<b>Position</b>	<b>Background</b>	<b>Nationality</b>
Gregory Jones	Managing Director	Greg is a geologist and has more than 30 years of experience in the industry. Prior to joining PlatSearch, Greg has held senior positions in a number of large and international resource companies. Greg was awarded the Institute Medal for academic excellence in 1980 whilst at university and is credited with several economic discoveries including the Blair nickel and the Orion gold deposits in Western Australia. Greg graduated with a Bachelor of Science with First Class Honours in Geology from the New South Wales Institute of Technology in 1980. He has been a member of the Australian Institute of Mining and Metallurgy since 1989 and is a competent person as defined under the JORC code. Greg is also non-executive director of Eastern Iron Ltd, Silver City Limited and Thomson Resources Ltd.	Australian
Patrick Elliot	Non-Executive Chairman	<p>Patrick Elliot has been the Non-Executive Chairman since 2008 and has 35 years' experience in investment and corporate management and the resources sector. His early career was at Consolidated Gold Fields Australia Limited and covered investment analysis and management, minerals marketing (copper, tin, rutile and zircon). In 1979 he went into investment banking and became Head of Corporate Finance for Morgan Grenfell Australia Limited in 1982. Pat subsequently became Managing Director of Natcorp Investments Ltd in 1986 which owned a number of manufacturing businesses. After its takeover he became an active early stage venture capital investor with an emphasis on resources.</p> <p>Pat is Chairman of Argonaut Resources NL, Australia Oriental Minerals NL and MIL Resources Ltd, the latter company in which he is also the managing director. He is also a director of Crossland Uranium Mines Limited, Global Geoscience Limited and a number of privately owned companies.</p>	Australian
Kwan Chee Seng	Non-Executive Director	<p>Kwan Chee Seng has been a Non-Executive Director since 2009 and has extensive experience in senior management and in business, with investments in the renewable sustainable energy, base metal resources and the biotechnology businesses.</p> <p>He was the Managing Director of CG Aerospace Warehouse Pte Lt, a company which provides warehousing and logistics services, from 1994 to 2000 and the Managing Director of GRP Limited, a specialist in the supply of marine hoses and components. Since 2001, Mr Kwan has been an Executive Director of Van der Horst Holdings Pte Ltd. He is also a director of Vander Horst Energy Limited, a company listed on the Singaporean Stock Exchange.</p>	Singaporean
Dr Foo Fatt Kah	Non-Executive Director	Dr Foo has been a Non-Executive Director since 2009 and has over 20 years experience in investment banking (Societe General), venture capital, private equity investments, financial advisory and consulting. Since 2003, Dr Foo has been the Asian Venture Partner for Aravis Ventures, a global venture capital firm specializing in biotechnology and energy investments, as well as the Managing Director of Maida Vale Associates Pte. Ltd which provides corporate finance advisory services specialising in life sciences. Since 2008, Dr Foo has been the Managing Director of Luminor Capital Pte Ltd. which provides fund management advisory services specialising in resources, renewable energy and recombinant technology. He is also a director of PEC Ltd, a company listed on the SGX.	Malaysian

## **Executive Officers**

Variscan Mines Ltd has a total of 9 geologists who are employees and permanent consultants directly employed by the Company, with a combined experience of over 275 years of in the resource industry.

<b>Name</b>	<b>Position</b>	<b>Background</b>	<b>Nationality</b>
Gregory DeRoss	Managing Director of Eastern Iron	Gregory De Ross is a geologist with over 30 years experience in corporate management, exploration and mining. His experience has included a variety of roles in areas covering exploration management, feasibility studies, resource development and mining in commodities such as base and precious metals, uranium, mineral sands, coal and iron ore. He is a Fellow of the Australasian Institute of Mining and Metallurgy, as well as a member of the Society of Economic Geologists.	Australian
Ivo Polovineo	Company Secretary	Ivo is an accountant with more than 30 years experience as a CFO and Company Secretary, including over 20 years in the resources sector. He was previously CFO and Company Secretary for Sino Gold Mining Limited and is currently a Company Secretary of Lynas Corporation Ltd, an ASX 100 company. He is also Company Secretary for Thomson Resources Ltd, and is a non-executive director of Galaxy Resources Limited and Eastern Iron Limited. Ivo is a Professional Member of National Institute of Accountants (PNA).	Australian
Wendy Corbett	Managing Geologist	Wendy Corbett has been the Managing Geologist since 1995 and she has more than 35 years experience in mineral exploration and administration. Wendy specializes in tenement and exploration management and is a member of the Australian Institute of Geoscientists.	Australian
Nigel Maund	Consultant	Nigel Maund has been the Business Development Manager since 2010. He has more than 35 years of experience in the exploration and discovery of gold, base metal and uranium deposits in both Australia and overseas. Nigel specializes in the targeting and assessment of mineral deposits for the group. He is now consultant from Arcturus SA bquases in France and still working with Variscan Mines.	British
Gregory MacRae	Senior Geologist – GIS	Gregory MacRae joined the company in 2008 and is an experienced geologist specializing in database and GIS information management. He is a member of the Australian Institute of Geoscientists.	Australian
Jyrki Pienmunne	GIS Geologist	Jyrki has over 20 years of experience. He joined Variscan Mines Limited in 2010 and specializes in the compilation and assessment of geological/geochemical datasets and the interpretation within a GIS environment.	Norwegian
Chris Hosie	Senior Exploration Geologist	Chris is a geologist with 7 years of exploration experience focused mainly into iron ore and gold. Chris directly manages the exploration field activities of the company in NSW, South Australia and Queensland.	New Zealand
Michelle Lilley	Financial Controller	Michelle Lilley is a qualified Chartered Account and has been the Financial Controller since 2009. She has more than 15 years experience in financial and management accounting. Prior to joining Variscan Mines Limited, she was a Financial Controller at a biotechnology company listed on the ASX.	Australian
Dr Jack Testard	President – Variscan Mines	Jack is a geologist with over 40 years experience within the European mining industry, much of which was with the BRGM, the prominent French geological survey and a former senior manager for Normandy La Source. Jack is President of the French Mining Council.	French
Dr Michel Bonnemaïson	Chief Executive Officer – Variscan Mines	Dr Bonnemaïson is a highly qualified geologist with over 35 years of experience specializing in European deposit metallogeny and exploration. Michel manages the day to day operations of Variscan and is instrumental in outlining and assessing new projects in Europe.	French

## **Shareholding structure**

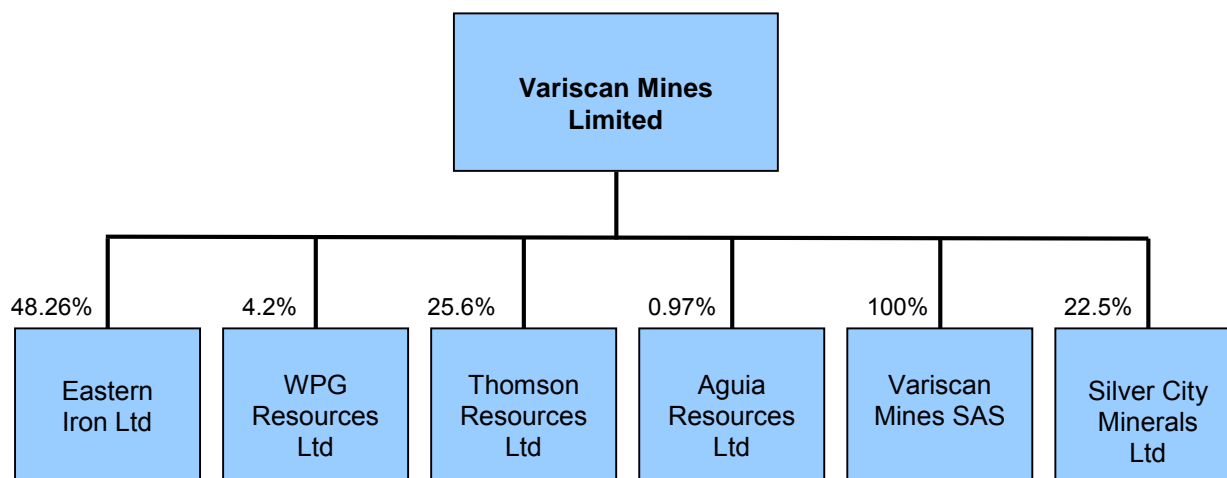
Kwan Chee Seng is the largest shareholder holding approximately 29.2 % interest in Variscan Mines Limited through HSBC. The top 40 shareholders of Variscan Mines Limited are as set out below:-

**Variscan Mines Limited**  
**Fully Paid Ordinary Top 40 Holdings as at 18-08-2014**

Group or Holder No	Holder Name	Balance at 18-08-2014	%
S00000806048	HSBC CUSTODY NOMINEES (AUSTRALIA) LIMITED	51 283 865	29,182
S00009884521	UOB KAY HIAN PRIVATE LIMITED <CLIENTS A/C>	18 426 560	10,485
S00022520920	MR CHRIS CARR & MRS BETSY CARR	7 500 000	4,268
S00032042091	MINOTAUR RESOURCES INVESTMENTS PTY LTD	7 266 238	4,135
S00014679219	DBS VICKERS SECURITIES (SINGAPORE) PTE LTD <CLIENT ACCOUNT>	7 073 762	4,025
S00019378055	MR XIANGJUN ZHANG	6 642 000	3,779
S00000817180	WARMAN INVESTMENTS PTY LTD	4 864 019	2,768
S00013111740	MR ROBERT LEWIS RICHARDSON & MS SUSANNE BRINT <THE RATHROAM STAFF FUND A/C>	3 350 760	1,907
S00010485185	DMG & PARTNERS SECURITIES PTE LTD <CLIENTS A/C>	2 674 661	1,522
S00003237958	MONEX BOOM SECURITIES (HK) LTD <CLIENTS ACCOUNT>	2 457 936	1,399
S00014633693	IPSEITY PTY LIMITED	2 376 707	1,352
S00032041396	PANSTYN INVESTMENTS PTY LTD	2 352 345	1,339
S00001314955	NEFCO NOMINEES PTY LTD	2 223 512	1,265
S00040941827	MR GREGORY FRANCIS PATRICK JONES <JONES SUPER FUND A/C>	1 962 472	1,117
S00000719676	CITICORP NOMINEES PTY LIMITED	1 949 731	1,109
S00030272412	MR ALLAN EDWARD WATTS <WATTS FAMILY A/C>	1 863 226	1,060
S00032037038	CRESCENT NOMINEES LIMITED	1 470 316	0,837
S00033736061	DR FATT KAH FOO	1 403 000	0,798
S00025553900	HOWARD-SMITH INVESTMENTS PTY LTD	1 116 021	0,635
S00032043399	WIMTONE PTY LIMITED	1 100 000	0,626
S00001109332	TECHNICA PTY LTD	1 000 000	0,569
S00003717801	MACKAY CONSULTING PTY LIMITED <MACKAY CONSULTING P/L SF A/C>	1 000 000	0,569
S00005216729	MR RHYS WILLIAMS	984 042	0,560
S00002549603	ABN AMRO CLEARING SYDNEY NOMINEES PTY LTD <CUSTODIAN A/C>	974 096	0,554
S00002680807	ONYX PTY LTD	850 000	0,484
S00014158944	WARINCO SERVICES PTY LIMITED <WARING SUPER FUND A/C>	715 000	0,407
S00019190960	MR PETER FABIAN HELLINGS & MRS JACQUELINE KIM GUN HELLINGS <BOX SUPER FUND A/C>	700 000	0,398
S00032042538	KHOO BOO KOK	659 266	0,375
S00006767991	ALBATROSS INTERLINE RESOURCES PTY LIMITED <BOTANICAL SUPER ACCOUNT>	650 000	0,370
S00032041086	WARINCO SERVICES PTY LIMITED	638 864	0,364
S00033406762	MS YONGMEI CHEN	620 000	0,353
S00024086810	MR VICTOR KEVIN ADES & MRS JOAN MARY ADES <LADNOLTI P/L SUPER FUND A/C>	616 259	0,351
S00008004463	MR BRUCE SAMUEL HARRIS ROSENBERG	600 000	0,341
S00027629181	MR DARCY MILBURN	520 430	0,296
S00000893820	TROMSO PTY LIMITED	516 430	0,294
S00000994146	MR GRAHAME JOHN MCKENZIE	500 000	0,285
S00030840542	CURRACLOE PTY LTD <ROTHERY SUPER FUND A/C>	500 000	0,285
S00065221390	CRINAN SUPER CO PTY LIMITED <CRINAN SUPER FUND A/C>	500 000	0,285
S00010447046	LAWRENCE CROWE CONSULTING PTY LTD <L C C SUPER FUND A/C>	499 800	0,284
S00010017335	MR JOHN ANTHONY HELLIER & MRS DOROTHY MAY HELLIER	487 500	0,277
		142 888 818	81,308
	<b>Total IC</b>	<b>175 737 592</b>	

## GROUP STRUCTURE

The present group structure of Variscan Mines Limited and its subsidiary and associated companies are illustrated below:-



Subsidiary	Market Capitalisation	% held	History, business and principal activity
Eastern Iron Ltd	A\$11.1 million	48.26	<p>Eastern Iron Limited was originally formed in 23 July 2007 to investigate the potential for iron ore on the infrastructure rich, eastern seaboard, which is home to the bulk of Australia's industrial capacity, population, workforce and markets. Eastern Iron listed in May 2008 on the ASX, raising A\$5.0 million. Over the next two years the Company acquired an 80% interest in substantial channel iron deposits in central NSW and completed a significant drilling and metallurgical programme. Eastern Iron defined a resource of 612 million tons at 13% Fe. Subsequently the Company restructured its joint venture agreement over the project area with PlatSearch and signed a new joint venture agreement with the 3E group to allow 3E to earn up to a 77.5% interest by completing additional studies.</p> <p>In early 2010, Eastern Iron added a new iron-vanadium project, the Hawkwood Project, located in eastern Queensland. Hawkwood is a joint venture between Eastern Iron Ltd, Rugby Mining Pty Ltd and Rugby Mining Limited. Drilling by the Company has confirmed the presence of substantial thicknesses of magnetite bearing layers within a layered intrusive complex with a target resource tonnage of between 500-1,000 million tonnes. Preliminary metallurgical work has indicated the potential to produce high quality magnetite concentrate assaying up to 61% Fe, 1.1% V<sub>2</sub>O<sub>5</sub> and 7.9% TiO<sub>2</sub>.</p> <p>On 9 November 2010, Eastern Iron announced the acquisition of the Eulogie project from RMM Capital Pty Ltd for 2.5 million shares of Eastern Iron Ltd. The Eulogie project is an iron ore project located in Central Queensland of Australia with excellent access to world class bulk tonnage infrastructure including sealed roads and railway lines leading to the export port of Gladstone</p>



<b>Associated company</b>	<b>Market Capitalisation<sup>1</sup></b>	<b>% held</b>	<b>History, business and principal activity</b>
WPG Resources Ltd	A\$194.7 million	4.22	<p>In 2004, Variscan Mines Limited incorporated WPG to explore copper and gold tenements in the Broken Hill region and Lachlan Fold Belt, entering into joint ventures with WPG over the Euriovie and Mulyungarie tenements. Subsequently, WPG acquired mining tenements at Peculiar Knob and Hawks Nest in South Australia which hosts significant, high grade iron ore deposits. WPG completed a bankable feasibility mining study on developing a direct shipping ore operation on these deposits and is currently in mine construction.</p> <p>WPG successfully listed on the ASX in 2005 raising a total of A\$2.8 million. PlatSearch retained a 25% interest in WPG immediately after the listing, which over time has diluted due to the subsequent fund raising exercises of WPG.</p>
Thomson Resources Ltd	A\$16.9 million	25.6	<p>Thomson is focused on the discovery and development of high quality mineral deposits within the Thomson Fold Belt of northern New South Wales, Australia.</p> <p>In July 2009, the Company and its strategic alliance partner, Minotaur Exploration Ltd transferred all tenements held within the Thomson Fold Belt into a new entity, Thomson Resources. The Thomson Fold Belt is interpreted to be the covered northern extension of the well-endowed Lachlan Fold Belt and is considered to have excellent potential for large, high grade gold, copper, lead, zinc and silver deposits.</p> <p>Thomson was listed ASX on 17 December 2010 raising A\$4.6M.</p>
Agua Resources Ltd	A\$64.9 million	0.97	<p>Agua is an exploration company formerly in joint venture with our Company over the Pathfinder mining project in South Australia.</p> <p>Agua has acquired two highly prospective and potentially large scale phosphate projects in Brazil, the Lucena Phosphate Project and the Mata da Corda Phosphate Project. Agua has also reached conditional agreement to acquire a private mineral exploration company Potassio do Atlantico Ltda with a primary focus on potash exploration and development in the Sergipe Basin, Brazil, one of the largest global potash markets.</p>
Silver City Mining Ltd	Lodged with ASIC for IPO	22.5	<p>In July 2008, Silver City was incorporated for the purposes of acquiring and exploring a significant, high quality tenement package in the Broken Hills district. This was a joint venture arrangement with various parties including the Company who contributed tenements in return for shares in Silver City. Silver City subsequently secured an important joint venture with CBH Resources Ltd over a number of high quality tenements which are considered to have good potential for discovery of lead-zinc-silver deposits. Silver City Mining Ltd is expected to be listed on the ASX in June 2011, raising up to \$12M.</p>
Variscan Mines SAS	Unlisted	10	<p>Variscan was incorporated in Dec 2010 for the purposes of acquiring advanced and brownfield opportunities in Europe and northern Africa. Variscan is based out of Orleans in France, but as an EU registered company has the ability to operate anywhere within the EU. Major activity to date has focused into France.</p>





**ANNEXE 4b : traduction de la présentation de Variscan Mines Limited et rapport annuel**





# VARISCAN MINES LIMITED

ACN 003 254 395

Level 1, 80 Chandos Street, St Leonards NSW 2065

PO Box 956, Crows Nest NSW 1585

P: (02) 9906 5220

F: (02) 9906 5233

W: [www.platsearch.com.au](http://www.platsearch.com.au)

## Présentation de Variscan Mines Limited

### Historique et Affaires

Variscan Mines Limited est enregistrée à la Bourse Australienne (ASX = Australian Stock Exchange) depuis 1987. Ses principales activités sont l'exploration et l'estimation de gisements potentiels en métaux de base et métaux précieux. Variscan Mines Limited possède également de substantielles parts d'investisseurs dans d'autres compagnies d'explorations minières, également listées à la Bourse australienne (ASX). Durant les 3 dernières années PlatSearch et ses associés ont levé plus de 33 millions de \$ australiens (environ 25 M€ constitués de 21 millions de \$A à ce jour plus 12 millions \$SA attendus de la compagnie Silver City IPO) pour soutenir ses activités d'explorations minières et en particulier celles de Variscan Mines.

En 1990, la compagnie a fait évoluer ses objectifs de recherche de métaux précieux vers la recherche de grands gisements de métaux de base de classe mondiale. Comme ces gisements ont en général des signatures magnétiques et/ou gravimétriques, leur sélection comme nouvelles cibles d'exploration fut basée sur l'analyse et l'interprétation de nombreux documents et données collectées lors de levés géophysique au sol ou aéroportée, qui sont devenus publics et largement accessibles à travers toute l'Australie dans les dernières décennies.

Variscan Mines Limited possède un portfolio d'environ 39 titres d'exploration en Australie, qui couvrent une superficie d'environ 12 763 km<sup>2</sup>. À partir de ces titres miniers l'équipe dirigeante expérimentée de la société a identifié de nouvelles cibles potentielles, en se basant sur l'interprétation des données géophysiques, géochimiques et géologiques disponibles et en initiant des travaux d'exploration de terrain complémentaires incluant des sondages. En se basant sur les résultats obtenus les techniciens de Variscan Mines Limited ont déterminé s'ils devaient ou non poursuivre l'exploration et l'évaluation du titre minier travaillé sur leurs propres fonds ou si ils devaient rechercher des partenaires auprès d'autres compagnies d'exploration minière.

Bien que le plan industriel de Variscan Mines Limited (*business model*) soit surtout basé sur l'exploration, la compagnie a diversifié ses actions de simple partenaire explorateur vers celles d'une vraie « junior d'exploration » qui valorise ses investissements dans la compagnie en plaçant ses avoirs dans des entités contrôlées par Variscan Mines Limited via la bourse ASX

Cette approche permet à Variscan Mines Limited de bâtir un solide portefeuille d'investisseur avec des avoirs dans de nombreuses sociétés listées lui permettant ainsi de mobiliser librement des fonds disponibles pour générer de nouvelles cibles à explorer et de poursuivre le développement des projets existants. Quatre de ces sociétés ont été créées et développées par Variscan Mines Limited à travers

des accords d'association avec des acteurs industriels. Les quatre Compagnies sont : Eastern Iron Ltd, WPG Resources Ltd, Thomson Resources Ltd, Silver City Mining Ltd. L'autre compagnie en portefeuille est Aguia Resources Ltd. Quatre de ces cinq compagnies sont inscrites à la bourse australienne (ASX) pour une capitalisation globale de 374 millions de dollars australiens (environ 319 millions €) au 25 février 2011.

Plus de détails sur la compagnie sont présentés ci-dessous .

Variscan Mines Limited a levé ces fonds initialement par ;

- (i) création de nouvelles actions ou d'avances d'actionnaires pour financer ses activités d'exploration
- (ii) droits issus de ses participations actionnariales
- (iii) sécurisant ses liquidités convertibles
- (iv) inscrivant ses filiales à la bourse pour financer leurs activités respectives pour l'industrie d'exploration

En 2008 un apport conséquent en actions et droits associés a été réalisé pour Mr KWAN Chee Seng, un homme d'affaires de Singapour qui a investi 1 M \$A dans Variscan Mines Limited pour un ensemble cumulé de 8,1 % des actions de la compagnie. Il est administrateur non exécutif de Variscan Mines Limited.

Plus de détails sur la composition du conseil d'administration et les hommes clés de la compagnie sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Avec ces changements au sein du conseil et dans les actionnaires ainsi que dans ses métiers de base, Variscan Mines Limited a modifié sa stratégie et a démarré récemment ses actions hors Australie ; c'est ainsi qu' elle vient de créer une filiale qu'elle détient entièrement : Variscan Mines SAS , une société basée en France et de droit français qui a ouvert des bureaux à Orléans avec deux géologues français très expérimentés dans le but d'étudier et de développer les gisements potentiels français et européens.

Suite à l'analyse prospective détaillée de la géologie et de la métallogénie en Europe et plus particulièrement en France, Variscan Mines a poursuivi ses souhaits d'investissements en exploration pour acquérir ou découvrir des projets en métaux de base et métaux critiques ainsi que précieux. Couflens, 9<sup>ème</sup> PERM demandé annonce, pour Variscan Mines, la fin d'un cycle de demande de PERM à explorer dans les années à venir, en utilisant les méthodes disponibles les plus modernes pour définir des gisements d'intérêt économique et si possible jusqu'à l'étude de faisabilité et le projet minier. Toute activité minière sera conçue aux meilleurs standards internationaux en terme de protection de l'environnement, de sécurité des populations et avec une gouvernance locale impliquant les communautés locales (NB : ces notions sont développées dans la description du programme de travaux).

Variscan Mines a commencé ses travaux d'exploration sur le PERM Tennie puis sur le PERM Saint-Pierre, deux permis déjà signés (juillet 2013 et février 2014). Sur ces deux dossiers les travaux ont commencé par la réalisation d'un état environnemental initial (Tennie) associé à une étude de structurale détaillée de la géologie régionale (Saint-Pierre).

## **Composition du Conseil d'administration de Variscan Mines Limited**

<b>Nom</b>	<b>Fonction Nationalité</b>	<b>Description</b>
<b>Patrick Elliot</b>	<b>Président non -exécutif</b>  <b>Australien</b>	<p>Patrick Elliot est le président non exécutif depuis 2008 et il a 35 ans d'expérience en investissement et en management de sociétés dans le secteur des ressources minérales. Auparavant il a travaillé à Consolidated Gold Fields Australia Limited comme responsable des analyses pour investissement, direction, commerce des métaux et minerais. En 1979 il rejoint le département financier de la holding Morgan Grenfell Australia Limited dont il prend la direction en 1982. Patrick Elliot devient également en 1986 administrateur et directeur général de Natcorp Investments Ltd qui possède de nombreuses usines et sociétés de productions. Après son départ, il devint un investisseur actif avec une large capacité d'actions pour des projets innovants et précurseurs</p> <p>Patrick Elliot est le président d'Argonaut Resources NL, Australia Oriental Minerals NL et de MIL Resources Ltd, dont il est également le directeur général. Il est aussi administrateur de Crossland Uranium Mines Limited, Global Geoscience Limited et d'un certain nombre de petites compagnies privées</p>
<b>Gregory Jones</b>	<b>Directeur général</b>  <b>Australien</b>	<p>M JONES est un géologue de plus de 30 ans d'expérience dans l'industrie. Avant de rejoindre PlatSearch (aujourd'hui Variscan Mines Limited), il a été géologue senior dans de nombreuses compagnies internationales, à la fois pour l'exploration et l'environnement minier des exploitations. En 1980 Gregory Jones a reçu la médaille d'excellence de l'Académie et de l'Université et il est crédité de plusieurs découvertes de gisements incluant ceux de nickel à Blair et de Orion pour l'or dans le « Western Australia. Gregory Jones est diplômé en 1980 comme "Bachelor of Science" au grade de première classe en géologie (First Class Honours in Geology) au " New South Wales Institute of Technology «. Il est membre de l'Australian Institute of Mining and Metallurgy depuis 1989 et certifié comme personne compétente du code JORC.</p> <p>Gregory Jones est également administrateur non exécutif des compagnies Eastern Iron Ltd, Silver City Limited and Thomson Resources Ltd.</p>
<b>Kwan Chee Seng</b>	<b>Administrateur non-exécutif</b>  <b>Singapourien</b>	<p>Kwan Chee Seng est un administrateur non-exécutif depuis 2009 et il a une grande expérience de senior dans le management et les affaires avec des investissements dans le secteur des énergies renouvelables, des métaux de base et des biotechnologies basées à Singapour. Jusqu'en 2000 Il était le président directeur général de CG Aerospace Warehouse Pte Lt, une compagnie qui fournit des entrepôts et des services logistiques, de 1994 à 2000 il a été PDG de GRP Limited, une compagnie spécialisée dans la fourniture de tubes et de composés marins.</p> <p>Depuis 2001, Mr Kwan a été administrateur en charge de Van der Horst Holdings Pte Ltd. Il est également administrateur de Vander Horst Energy Limited, une compagnie enregistrée à la bourse de Singapour (Singaporean Stock Exchange).</p>
<b>Dr Foo Fatt Kah</b>	<b>Administrateur non-exécutif</b>	<p>Dr Foo est depuis 2009 un administrateur non exécutif et il a plus de 20 ans d'expérience dans les investissements bancaires, la gestion de capitaux, les investissements privés en actions, les conseils financiers et les prestations d'expert base en Europe (principalement à Londres) et Asie. Depuis 2003, Dr Foo a été le partenaire asiatique d'Aravis Ventures, un holding de sociétés spécialisées en biotechnologies et investissements dans le secteur énergétique. Il a également été PDG de Maida Vale Associates Pte. Ltd qui assure les conseils en financement de compagnies spécialisées dans les sciences de la Terre.</p>

	<b>Malaisien</b>	Depuis 2008, Dr Foo est le PDG Luminor Capital Pte Ltd qui gère des fonds pour les investisseurs en ressources minérales, énergies renouvelables et technologies de recyclage. Il est également administrateur de PEC Ltd, une société listée à la bourse de Singapour (Singaporean Stock Exchange).
<b>Alan Breen</b>	<b>Administrateur non-exécutif</b>	Alan, administrateur de le 6 octobre 2011, est un métallurgiste avec 35 ans d'expérience en tant qu'opérationnel et/ou cadre pour diverses matières premières en Australie, Europe et Afrique. Il a occupé des postes de cadre confirmé chez Xstrata, Rio Tinto Aluminium et, plus récemment, chez Ok Tedi Mining où il fut directeur général pendant 4 ans. En 2012-13 Alan était consultant pour Harmony Gold (Etude de Préfaisabilité) pour le projet Wafi/Golpu project en Papouasie-Nouvelle Guinée.
	<b>Australien</b>	Alan a été directeur des sociétés Britannia Refined Metals Limited, Britannia Recycling Limited, MIM Holdings (UK) Ltd et Ok Tedi Mining Limited.
<b>Dr Jack Testard</b>	<b>Administrateur exécutif</b>	Dr Testard est un géologue français avec 40 d'expérience en Europe, Afrique, CIS countries, Turquie, Arabie saoudite et Guyane française. Jack a été responsable du service des ressources minérales au BRGM, président du GIP GEODERIS and directeur de la mine d'or d'Ovacik en Turquie, dépendant de Normandy La Source. Dr Testard est le président de Variscan Mines SASU française détenue à 100% par Variscan Mines Limited, basé à Orléans, France. Jack est devenu directeur le 14 Mai 2014.
	<b>Français</b>	Jack actuellement président de la Chambre des mines, trésorier de la Fédération des Minéraux et métaux non-ferreux (FEDEM) et membre du conseil d'administration de la Société de l'Industrie Minérale (SIM).
<b>Ivo Polovineo</b>	<b>Secrétaire</b>	Ivo a été pendant 12 ans, directeur financier et secrétaire général de la société Sino Gold Mining Limited, enregistrée à l'ASX 100 (of \$100 million de capitalisation avant son acquisition par Eldorado Gold Corporation en décembre 2009, pur environ \$2.400 millions.
	<b>Australien</b>	Ivo est affilié à l'Institute of Public Accountants (FIPA) depuis 30 ans comme directeur financier CFO et secrétaire général, dont plus de 20 ans dans le domaine des ressources. Ivo est aussi a non-exécutive directeur d'Eastern Iron Limited et secrétaire général de Silver City Minerals Limited, de Thomson Resources Ltd et de KBL Mining Limited. Il est aussi consultant pour la société Lynas Corporation Ltd, enregistrée aussi à l'ASX 100.



## Équipe dirigeante et technique de Variscan Mines Limited

Variscan Mines Limited a un total de 10 géologues qui cumulent approximativement 250 ans d'expérience dans l'industrie minière.

<b>Nom</b>	<b>Fonction Nationalité</b>	<b>Expérience</b>
<b>Gregory DeRoss</b>	<b>Président Directeur Général de Eastern Iron  Australien</b>	Gregory De Ross est un géologue avec plus de 30 ans d'expérience en direction d'exploration et de mine. Son expérience inclut des rôles variés dans les secteurs couvrant les domaines de gestion de l'exploration minière, des études de faisabilité, de la valorisation des ressources, et l'extraction des substances telles que les métaux précieux, l'uranium, les sables lourds, le charbon, et le minerai de fer. Il est membre de l'Australasian Institute of Mining and Metallurgy, ainsi que de la Society of Economic Geologists.
<b>Ivo Polovineo</b>	<b>Secrétaire général  Australien</b>	Ivo Polovineo est un comptable de plus de 30 ans d'expérience comme CFO et secrétaire, dont 20 ans dans le secteur des ressources minières. Il a été CFO et secrétaire de Sino Gold Mining Limited et également secrétaire de Lynas Corporation Ltd, une des 100 premières compagnies cotées en bourse (ASX). Il est secrétaire de Thomson Resources Ltd, administrateur non exécutif de Galaxy Resources Limited et d'Eastern Iron Limited. Il est membre du Professional Member of National Institute of Accountants (PNA).
<b>Wendy Corbett</b>	<b>Directeur de la Géologie Australienne</b>	Wendy Corbett est la directrice de la géologie depuis 1995 et elle a plus de 35 ans d'expérience en exploration minière et administration. Elle est spécialisée dans la gestion des titres miniers et dans l'organisation de l'exploration, elle est membre de « Australian Institute of Geoscientists ».
<b>Nigel Maund</b>	<b>Responsable du développement  Britannique</b>	Nigel Maund a été le directeur du développement entre 2010 et début 2014. Il a plus de 35 ans d'expérience dans l'exploration et la découverte d'or, de métaux de base et d'uranium tant en Australie qu'à l'étranger. Nigel se spécialise dans le ciblage et l'évaluation des gîtes minéraux pour le groupe. Il est depuis 2014 CEO de la société Arcturus basée à Dun en Ariège et spécialisé dans l'expertise minière.
<b>Gregory MacRae</b>	<b>Géologue SIG Senior Australien</b>	Gregory MacRae rejoint la société en 2008. C'est un géologue expérimenté spécialiste des bases de données et de la gestion de l'information GIS. Il est membre de l'Institut australien « Australian Institute of Geoscientists ».
<b>Jyrki Pienmunne</b>	<b>Geologue SIG Norvégien</b>	Jyrki Pienmunne a plus de 20 ans d'expérience. Il rejoint Variscan Mines Limited en 2010 et se spécialise dans la compilation, l'évaluation et la synthèse des données géologiques et géochimiques et leur interprétation dans un environnement GIS.
<b>Chris Hosie</b>	<b>Géologue d'exploration Sénior Néozélandais</b>	Chris Hosie est un géologue avec 7 ans d'expérience en exploration principalement de minerai de fer et d'or. Chris gère directement les activités d'exploration de la société dans l'Australie-Méridionale et le Queensland (NSW).
<b>Michelle Lilley</b>	<b>Contrôleur Financier  Australienne</b>	Michelle Lilley est une comptable diplômée et agréée et a été le contrôleur financier depuis 2009. Elle a plus de 15 années d'expérience dans la comptabilité financière et la gestion. avant de rejoindre Variscan Mines Limited, elle était un contrôleur financier dans une société de biotechnologie inscrite à la bourse australienne (ASX).

## Équipe dirigeante et technique de Variscan Mines SASU

Nom	Fonction Nationalité	Expérience
<b>Dr Jack Testard</b>	<b>Président Variscan Mines</b>  <b>Français</b>	Jack Testard est un géologue avec une expérience de plus de 40 années dans l'industrie minière européenne, essentiellement avec le BRGM dont il fut le responsable des ressources minérales, premier président du GIP Geoderis chargé de l'expertise d'après mine en France et ancien PDG de la filiale Eurogold de Normandy LaSource. Jack Testard (conseiller du commerce extérieur de la France) est le président de la Chambre Syndicale des Industries minières de la Fedem.
<b>Dr Michel Bonnemaison</b>	<b>Directeur général Variscan Mines</b>  <b>Français</b>	Michel Bonnemaison est un géologue hautement qualifié avec plus de 35 ans d'expérience, spécialiste en métallogénie, en exploration minière et gestion électronique des données. Michel Bonnemaison a été PDG de la société minière SEIEMSA en Espagne et enseignant à l'École Supérieure des Mines de Madrid. Michel Bonnemaison gère les opérations quotidiennes de Variscan Mines SASU et contribue au choix et à l'évaluation de nouveaux projets en Europe.

## Équipe technique de Variscan Mines SASU

Nom	Fonction Nationalité	Expérience
<b>Dr Eric Marcoux</b>	<b>Consultant expert</b>  <b>Français</b>	Eric Marcoux est un géologue hautement qualifié de 30 ans d'expérience, spécialisé en ressources minérales, en minéralogie appliquée et en métallogénie. Durant 16 ans au BRGM Eric Marcoux a participé et animé de nombreux programmes de recherche scientifique et d'exploration minière. Professeur à l'université d'Orléans depuis 1998, il est en charge d'un master international spécialisé en ressources minérales co-habilité avec l'UQAM de Montréal. Également chargé d'enseignement à l'ENSG de Nancy, Eric Marcoux a un rôle d'expert-consultant chargé d'identifier, d'évaluer et de documenter les cibles minières de Variscan Mines.
<b>Maxime Picault</b>	<b>Géologue</b>  <b>Français</b>	Maxime Picault, 24 ans, est un géologue diplômé du Master 2 de l'université d'Orléans en octobre 2011, master international co-habilité avec l'UQAM (Canada). Ses compétences en ressources minérales et en logiciels appliqués à l'exploration (ARCGIS) lui permettent d'assurer les tâches courantes de choix, délimitation et impression des PERM de Variscan Mines, de synthèse et modélisation des données correspondantes (bibliographie – GKR- et calcul de réserves - SURPAC) et d'exploration minière sur le terrain.
<b>Guillaume Raoult</b>	<b>Géologue</b>  <b>Français</b>	Guillaume Raoult, 23 ans, est un géologue diplômé du Master 2 de l'université d'Orléans en octobre 2011, master international co-habilité avec l'UQAM (Canada). Ses compétences en ressources minérales et en logiciels appliqués à l'exploration (ARCGIS) lui permettent d'assurer les tâches courantes de choix, délimitation et impression des PERM de Variscan Mines, de synthèse et modélisation des données

		correspondantes (bibliographie – GKR- et calcul de réserves - MICROMINE) et d'exploration minière sur le terrain.
<b>Dr Patrick Lebret</b>	<b>Géologue</b>  <b>Français</b>	Recruté au 15 avril 2012, Patrick Lebret, 55 ans, est géologue (thèse à Rouen sur les Formations superficielles). Il a travaillé en géotechnique des sols gelés (LCPC), fait de la maîtrise d'œuvre en VRD (Saint Etienne du Rouvray), de la géologie appliquée à l'archéologie (CNRS). Au BRGM, il a contribué au lever de cartes géologiques, à de la recherche sur les formations superficielles. Il a encadré diverses équipes : fabrication des cartes, cellule édition, direction des SGR de Haute et de Basse Normandie, Intelligence économique et matériaux. Début 2012, il était le correspondant de service public du Brgm au Ministère pour le thème des ressources minérales et, entre autres, chef du projet sur l'observatoire des matériaux.
<b>Anne-Sophie Audion</b>	<b>Géologue</b>  <b>Français</b>	Recrutée le 2 juin 2014, Anne-Sophie Audion, 28 ans, est géologue issue de l'ENSG (2010). Ingénieure au BRGM jusqu'en juin 2014, elle a eu l'occasion de travailler sur des projets aussi variés que la réévaluation du potentiel minier français, des campagnes d'exploration pour l'or au Québec les bauxites de Guinée, la gouvernance sur les matières premières minérales ou des synthèses par métal (Tungstène, Tellure, Antimoine...).
<b>Dr Jérôme Gouin</b>	<b>Géologue</b>  <b>Français</b>	Recruté le 1 juillet 2014 comme chef de projet du PERM Saint-Pierre, Jérôme Gouin, 33 ans, est géologue (PhD) issu de l'université d'Orléans. Il a travaillé au BRGM sur des inventaires cartographiques de ressources minérales au Gabon ou au Congo, des projets d'exploration de gisements de fer ou de bauxite en Guinée, ou l'analyse d'occurrences via la réalisation de SIG en France ou pour d'autres pays . Il a de plus fait sa thèse sur la relation entre matière organique et concentrations en métaux de base.

L'équipe actuelle sera agrandie dès l'attribution de titres miniers et le début des travaux en fonction des engagements financiers annoncés et des programmes acceptés.

Il est prévu de nommer un chef de projet résident sur site qui aura en charge la planification des travaux de terrain, leur réalisation (sondages variés) et de recruter avec une priorité aux compétences locales les employés ou sous-traitants nécessaires à la réalisation des travaux.

Les programmes lourds exigeant une compétence particulière (tels que géophysique, sondages ...) seront sous-traités à des spécialistes et supervisés par un expert employé par Variscan Mines.





**ANNEXE 4c (version juin 2015) : rapport annuel 2014 de Variscan Mines Ltd  
avec résumé traduit en français**





**VARISCAN MINES**



**Annual Report 2014**







# CONTENTS

Chairman's Letter	2
Operational Review	4
Tenement Schedule	16
Summary of Joint Ventures	17
Directors' Report	19
Corporate Governance	29
Consolidated Statement of Comprehensive Income	34
Consolidated Statement of Financial Position	35
Consolidated Statement of Cash Flows	36
Consolidated Statement of Changes in Equity	37
Consolidated Notes to the Financial Statements	38
Directors' Declaration	66
Independent Auditor's Report	67
Shareholder Information	69
Corporate Directory	71



# CHAIRMAN'S LETTER

Dear Fellow Variscan Shareholders

The past year has been one of ongoing progress in implementing our strategy of developing our exploration interests in Europe, and especially France. To date, the progress has been modest as we learn the nuances of the French regulatory systems. To this extent the year may be considered somewhat disappointing as a year ago we were expecting to be further advanced than we are now. However, we anticipate that the pace of PER license awards and on-ground work will accelerate through the coming year.

It is timely to repeat the rationale behind our focus on France. Mineral exploration and development in France almost entirely ceased some 20-25 years ago primarily for socio-political reasons. It most certainly was not for any lack of attractive geology as France has an excellent endowment in many areas for gold, base metals, tin, tungsten and other metals. When the French Government changed its policies to attract mineral exploration and development within France we saw a significant, albeit long term, opportunity.

Our strategic options some four years ago were to:

1. pursue targets in well explored and sound fiscal jurisdictions e.g. Australia where the critical success factor was exploration insight that our competitors did not have; or
2. move to more challenging political jurisdictions where there is a strong geological appeal that is under explored e.g. West Africa; or
3. move to a sound fiscal jurisdiction which is underexplored e.g. Europe.

France fits the last category which we believe reduces both the exploration risk and the political risk.

We established a small and locally well experienced French management team, headed by Dr Jack Testard, who has now also joined our Board of Directors.

This team quickly identified a number of quality exploration targets which include a broad range of advanced opportunities. Some of these have well defined ore deposits from the 'Pre JORC' era with considerable potential for additional discoveries. We consider these to be significantly lower geologic risk than pursuing earlier stage exploration in Australia or elsewhere.

To date, we have been awarded two exploration licenses or PERs (Permis Exclusif de Recherche), St Pierre and Tennie, both located in Brittany. During the year, we commenced an extensive hand auger soil sampling program over parts of the Tennie PER, the first minerals exploration conducted in the country for many years.

In addition to Tennie and St Pierre, Variscan has a further seven PER applications within the approvals process. Each of these covers projects with good potential for short term resources generation and/or major new discoveries. We expect a number of these PER applications will be granted through the coming year which will lead to a significant acceleration in on-ground exploration work, including drilling.

Outside of our activities in France, we have reduced our focus on exploration in Australia but remain alert for any opportunities that we believe are especially interesting from a risk/reward perspective. Our new ventures effort has primarily been focused on targets in Spain, Portugal and Morocco where our France-based geological team have extensive knowledge and experience.

With respect to Variscan's investments, they each have significant upside potential on either an improvement in general mineral exploration market conditions or from exploration results. Unfortunately, these did not transpire in the past year to give us some recognition of our investment's individual potential.

During the year the overall Australian share market measured by the S&P/ASX All Ordinaries Index rose by around 6%. The Small Resources Index performed somewhat better with a 12% gain. This Index is mainly comprised of companies in production rather than explorers such as Variscan. The exploration sector is better measured by the S&P/ASX Gold Stocks Index which remains some 70% lower than three years ago. Further, many individual shares have performed significantly worse. However, we feel this Index and many exploration stocks appear to be 'bumping along the bottom' which may be a precursor to better performance in the coming year.

As always, there are many big picture concerns in the financial markets. Apart from the obvious geo-political tensions, the major concerns revolve around future policy settings by the major central banks. In the past several years, in response to deflationary concerns, the Central Banks have flooded their

economies with liquidity resulting in extremely low interest rates by any historical standard. Whilst this liquidity injection has been a large factor behind improved share markets, it has not resulted in any significant upturn in economic growth, employment or inflation. However, there are signs, outside of Europe, that economic growth is starting to pick up somewhat. This leads into the inevitable debate about when and under what conditions the Central Banks will tighten liquidity. We continue to believe that the Central Banks will move slowly and that liquidity conditions will not be a constraint in either equity or commodity markets – even if interest rates do increase somewhat.

With some signs of improving global economic activity the outlook for commodities demand remains favourable especially from China and India where growth rates remain well above developed country levels. Unfortunately, the delayed supply response to higher prices in iron ore and coal has led to those prices becoming quite depressed. Fortunately, at current price levels in both these commodities the higher cost producers will be under pressure to close and the market balance will be restored.

From a Variscan viewpoint, the depressed iron ore prices have affected our 38% owned associate, Eastern Iron Limited, which is completing a Definitive Feasibility Study on the Nowa Nowa iron ore deposit in Victoria.

Elsewhere, our other significant investments – Silver City Minerals Limited and Thomson Resources Ltd – are focused on base metals and gold exploration targets. For these commodities the pricing has generally remained range bound over the past year but we believe the outlook is for improved prices. This is mainly driven by constrained supply increases in the face of demand growth.

During the year the exploration activity for both Silver City Minerals and Thomson Resources has been limited by a need to conserve capital. Nevertheless, Silver City Minerals has made good progress at its Sellheim, Queensland Intrusive-related gold property and the Razorback West base metals property near Broken Hill, NSW.

Variscan is in good financial shape. At year end we had cash of \$2.41 million and listed resource investments with a market value of \$3.8 million. These levels are less than a year ago as we have used our cash to execute our France strategy and our listed exploration investments remained affected by general market conditions.

Finally, I would like to acknowledge the dedication and hard work of our executive and staff led by our Managing Director, Greg Jones. The team remains enthusiastic despite generally moribund background market conditions as they position Variscan to participate strongly in the inevitable upturn.

The coming year offers a lot of promise as we step up our field activity in France and see more attractive PERs granted. We are well poised for exploration success in France.



Pat Elliott  
Chairman



# OPERATIONS REVIEW

## EXPLORATION

### FRANCE

#### Overview

Variscan was granted its first French exploration licence in June 2013 following three years of patient work to identify and secure high quality projects in regions of demonstrated mineral endowment outside Australia.

As detailed in the last annual report, through its wholly owned European subsidiary Variscan Mines SAS, the Company has established and equipped an office in Orleans, France and employed a team of experienced French geologists. Variscan compiled one

of the largest and most complete dataset of the geology and mineral deposits of Western Europe and from this, identified, ranked and subsequently applied for a number of prospective mineral projects within Metropolitan France.

The Company has targeted the region due to its favourable geology (notably rocks from the Variscan period), strong mineral endowment, good infrastructure, skilled workforce and moderate sovereign risk.

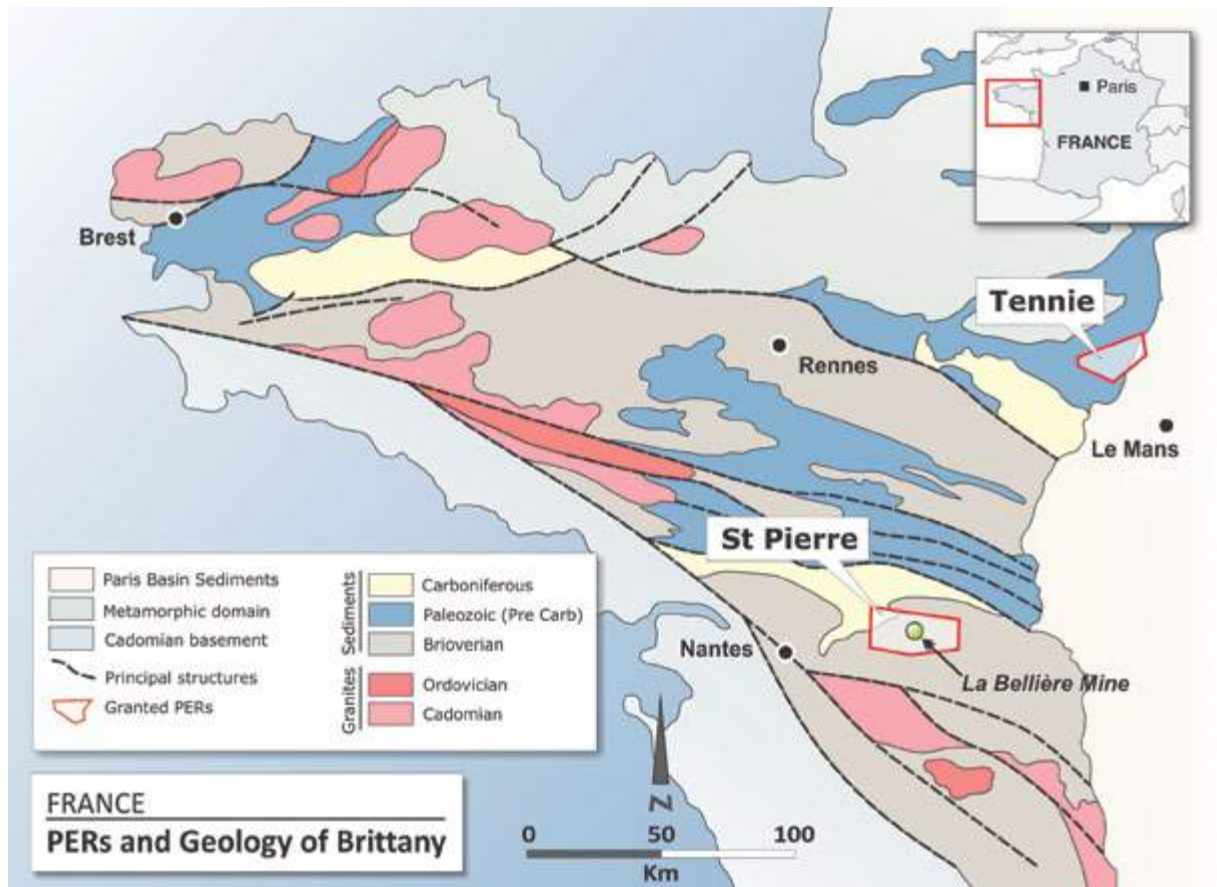
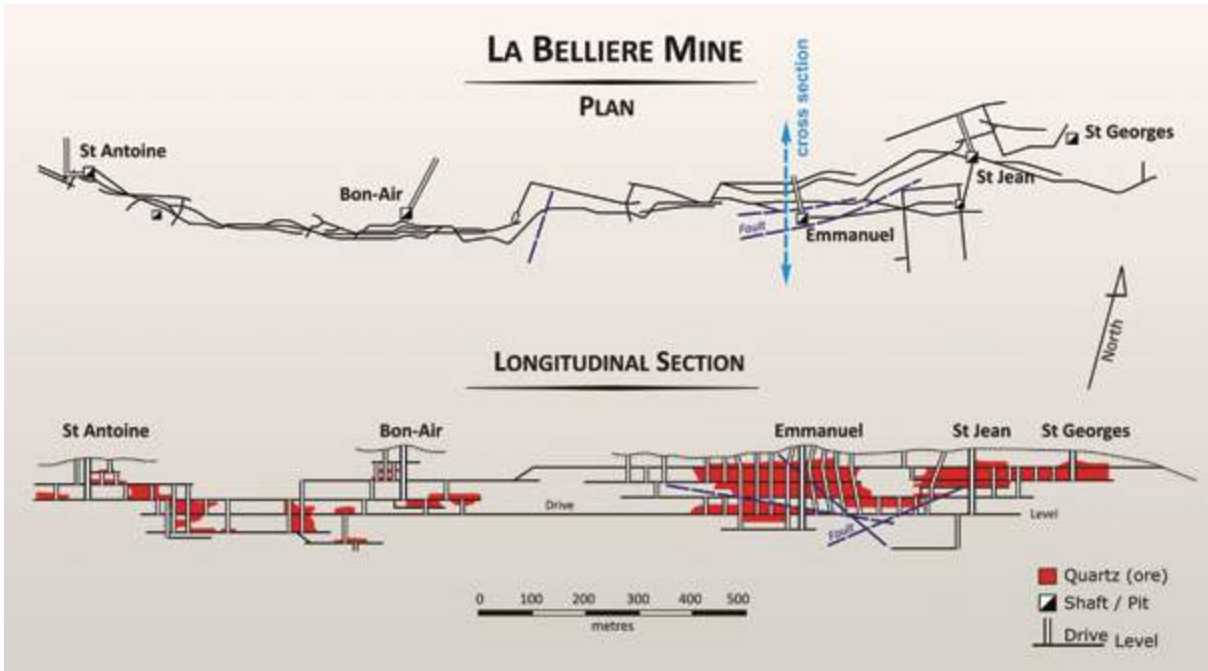


Figure 1: Variscan PER locations in Brittany





In the last 12 months the Company has received approvals for one additional licence (termed a PER) and has a number of others well advanced within the approvals process.

### Saint Pierre

The Saint Pierre PER was granted in February 2014 and is located approximately 50 kilometres east of Nantes, Brittany. The licence covers an area of 386 square kilometres (Figure 1) over an important gold district believed to have been the third largest gold producer in France.

Within the licence lies the La Bellière gold mine which is recorded to have produced about 334,000 ounces of gold\* (plus silver) from 1906 to 1952, up to a maximum depth of 170 metres intermittently over a strike length of about 1.6 kilometres (Figure 2). The average production grade was 12 g/t gold, mined from a series of stacked, high grade veins hosted within an east-west oriented shear zone. The high grade quartz – sulphide veins individually vary in true thickness from 1 to 16 metres and dip steeply to the south (Figure 3).

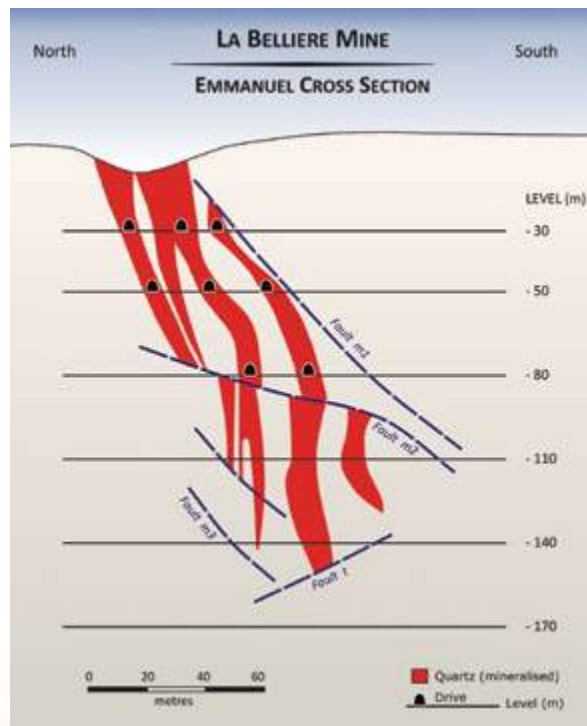
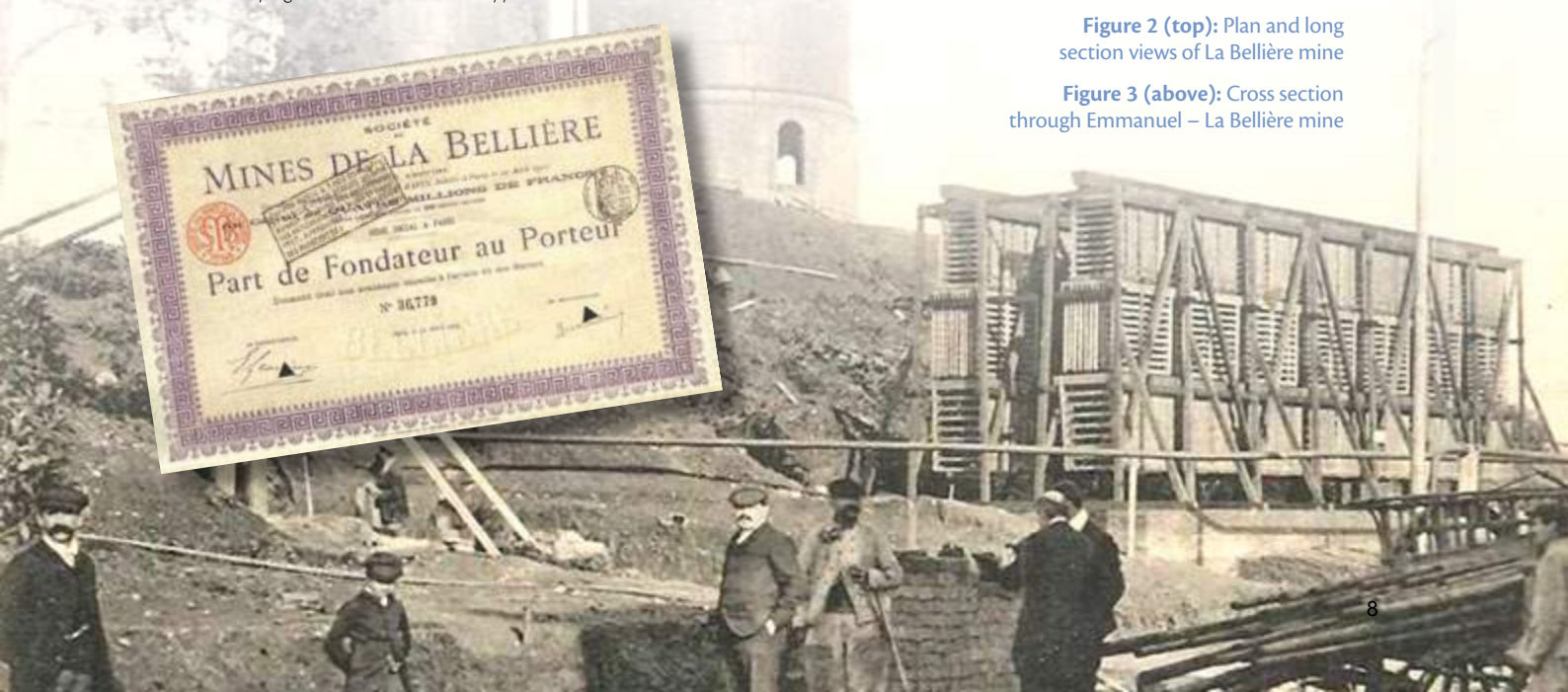
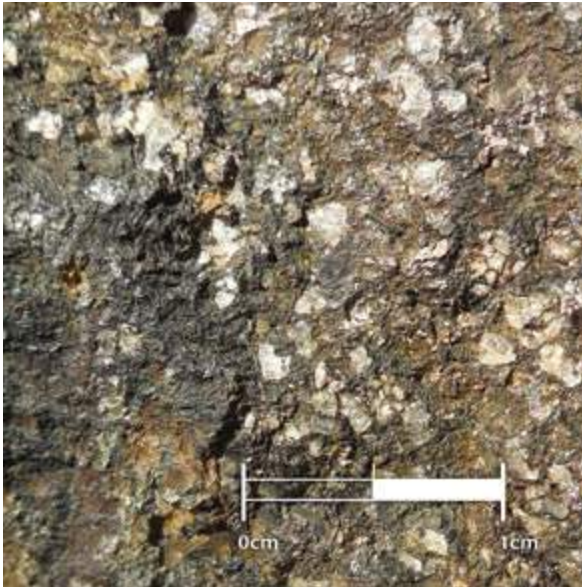


Figure 2 (top): Plan and long section views of La Bellière mine

Figure 3 (above): Cross section through Emmanuel – La Bellière mine

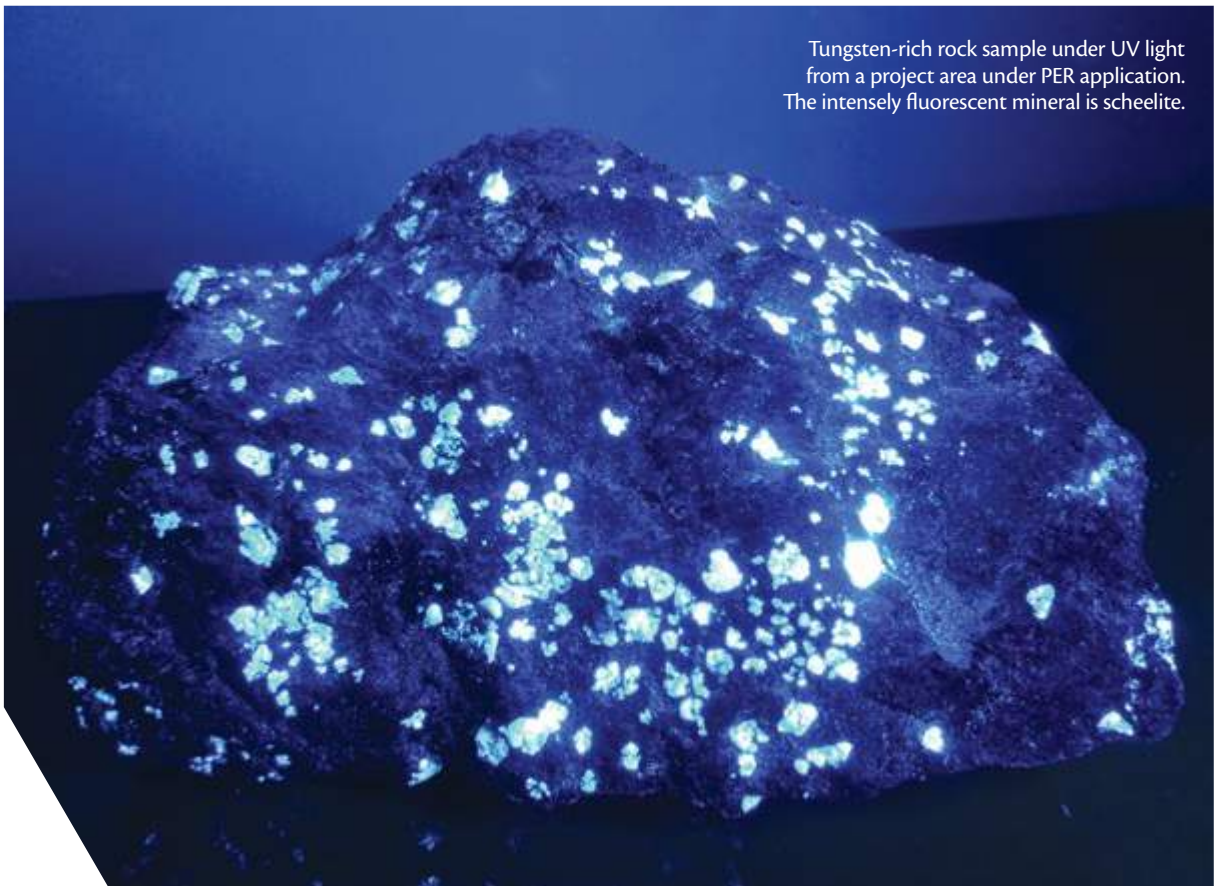
\* C Louis. *Les exploitations minières dans le Massif Armorican. Déclin ou progrès.* In: *Norois*. N°141, 1989. pp. 5-3





Variscan has commenced compiling and electronically converting all available records from the old mining area as well as former exploration conducted by the BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières – the French Geological Survey) during the 1980's. With the help of structural studies currently being conducted by the University of Orleans, the Company is constructing a 3D model of the mine which will be used to help elucidate the complex structural controls on mineralisation that are evident and target possible surface core drilling. This work is now well advanced.

In addition, to the north and south of La Bellière old data indicates the presence of parallel shears, highlighting the potential for additional gold deposits within the immediate proximity of the mine and throughout the remainder of the St Pierre PER. The Company has commenced a detailed auger soil geochemistry programme in the mine region to help generate additional drilling targets. Preliminary results are expected later in 2014.



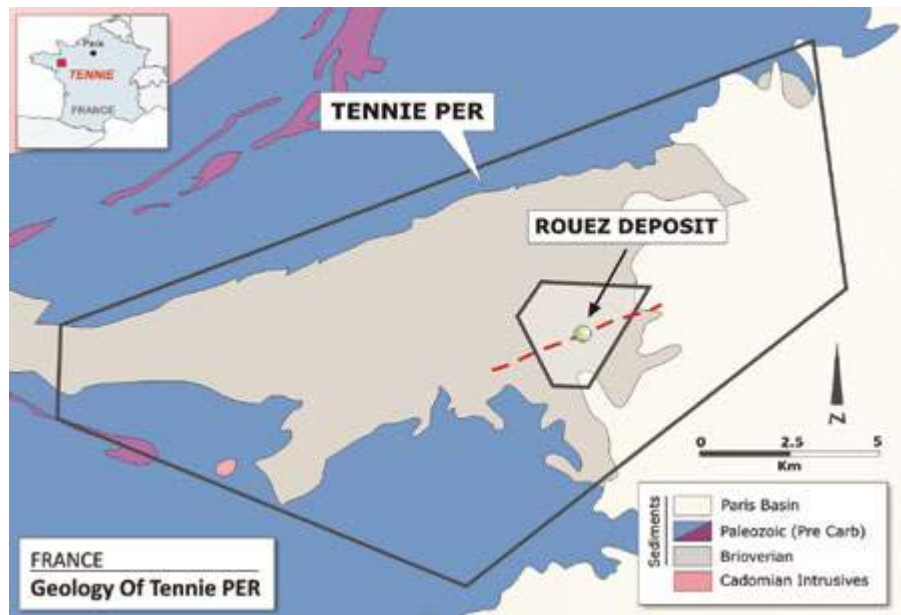
Tungsten-rich rock sample under UV light from a project area under PER application. The intensely fluorescent mineral is scheelite.







Figure 4: Tennie  
PER Geology



### Tennie

The Tennie PER covers 205 square kilometres of the eastern section of a Palaeozoic sedimentary package which hosts the Rouez copper-gold-lead-zinc-silver deposit (Figures 1 and 4) owned by the French energy group, TOTAL. Rouez is considered to be possibly either VMS or a hybrid SEDEX type and shares a number of geological similarities to deposits such as Rio Tinto and Aljustrel within the Iberian Pyrite Belt of Spain and Portugal.

In late 2013 Variscan commenced an auger soil geochemical survey within the PER which is believed to be the first significant mineral exploration programme conducted in France for decades. The initial programme involves shallow hand auger drilling on a 200 x 200 metre grid over the accessible areas of fertile Brioverian rocks, to penetrate the thin transported loess horizon that blankets the area and thus may hide potential mineral deposits. Work is continuing.



### Future Projects

The granting of the exploration licences to Variscan follows the stated intention of the French Government to reinvigorate the minerals sector of Metropolitan France. Although France has a healthy mining history, a strong demonstrated mineral endowment and a workable mining code, the country is unusual in that it currently does not have any metal mines of consequence and, until the granting of the Tennie PER last year, had no active mineral exploration licences. No other major developed economy shares this position.

It is the Company's understanding that PERs are the first new mineral exploration licences granted in France for more than two decades, reflecting the capacity of Variscan to work within the French Mining Code.

Variscan has six other exploration licence applications within the approvals process, each of them over projects with good potential for short term resource generation and/or major new discoveries. The Company has deliberately targeted more advanced project areas containing previously defined mineralised zones or evidence of substantial old mine workings to help fast track the discovery of economic deposits.



## AUSTRALIA

In 2014 Variscan relinquished a number of its Australian grass roots exploration properties due to its focus in France. Joint venture interest for new exploration properties has been very subdued for the last few years and despite the good quality of some of the tenements, efforts to attract additional joint venture funding was not successful to maintain many of the tenements.

During the year exploration of Variscan's current joint venture properties was subdued in line with the general restricted risk capital availability in the bearish markets. During 2014 a total of \$0.26 million was spent by Variscan's joint venture partners versus \$0.7 million from the previous year.

## INVESTMENTS

Variscan maintains a diversified portfolio of investments within a number of ASX-listed resource companies. The value of the Variscan shareholdings in its ASX listed resource companies at the end of the year stood at approximately \$3.8 million.

### EASTERN IRON

Eastern Iron Limited (ASX: EFE) continued with its Mine Feasibility Study on the Nowa Nowa iron project located near Bairnsdale in eastern Victoria, 270 kilometres east of Melbourne.

During the year Eastern Iron undertook a short program of RC drilling to upgrade part of the Inferred Mineral Resource at Five Mile to higher confidence categories for inclusion within a mining study. The results were consistent with assays reported from earlier drilling completed by the Victorian Department of Mines in the 1950's. Significantly it was noted that the thickest intersections were in the easternmost holes NRC044, NRC045 and NRC047 with the resource still open in this direction (Figure 5).

Additional confirmatory metallurgical work was also completed using large, pilot-scale, dry, low intensity magnetic separation (Dry LIMS) equipment to enhance recoveries. Overall results exceeded expectations with significant improvement in the average product grade to 58% iron (versus 56% iron in the feasibility study), at an average iron recovery of more than 90%.

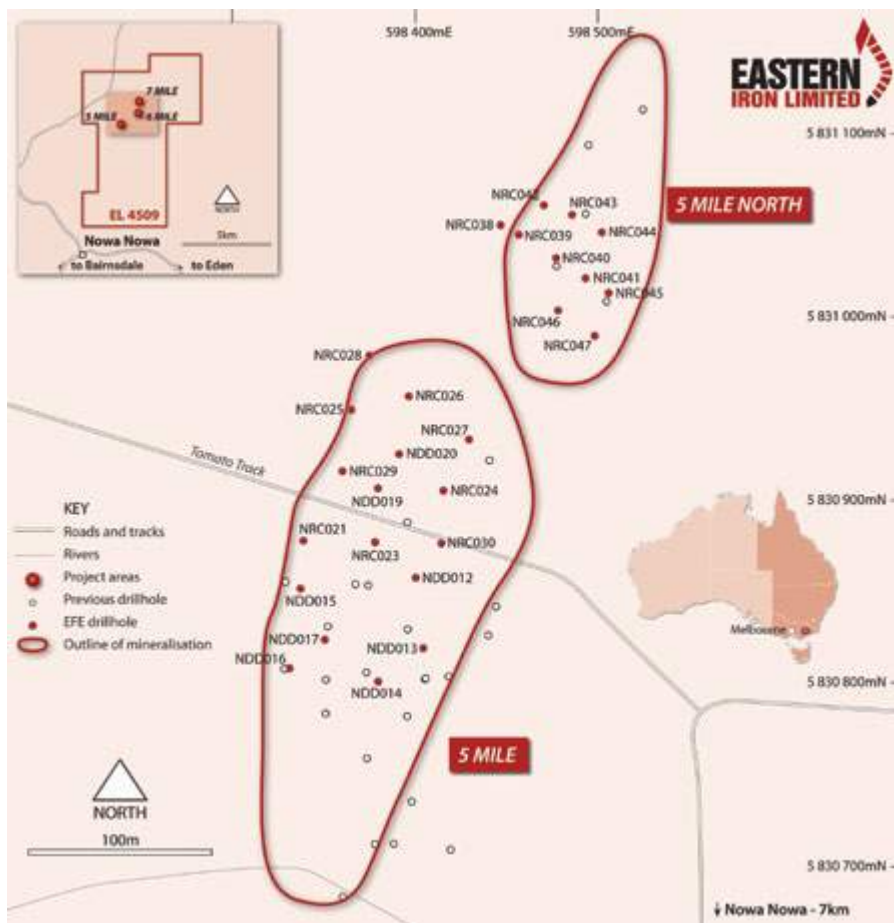


Figure 5: Drilling at Nowa Nowa (courtesy of Eastern Iron)

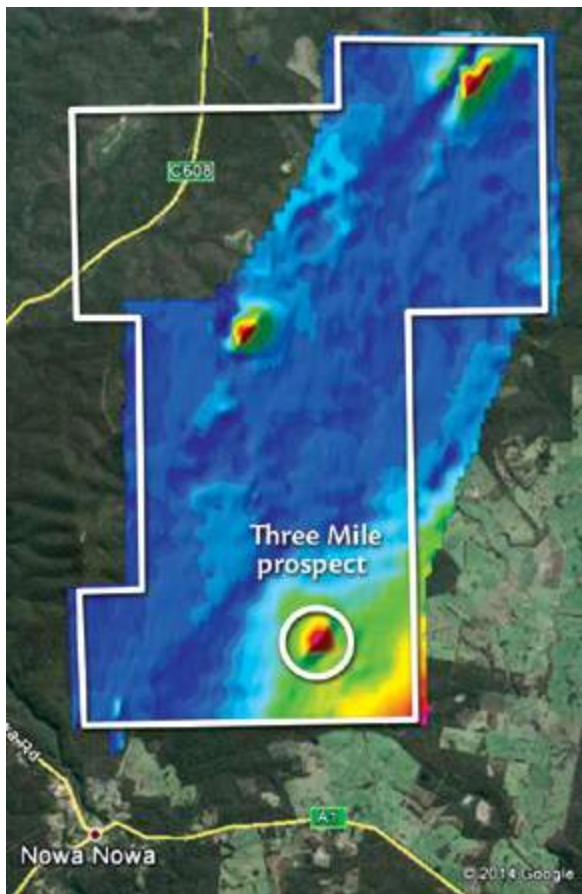


Figure 6: Channel 35, Z component VTEM image from Nowa Nowa (courtesy of Eastern Iron)

Upgrade factors (i.e. from feed grade to product grade) suggest that the Dry LIMS is highly effective in its application to the Nowa Nowa ore, even at a relatively coarse feed size of -6mm. The technique was also successful in reducing sulphur grades to well below 1% sulphur in product.

Also during 2013, Eastern Iron announced a number of significant steps in the progression of the project. These included –

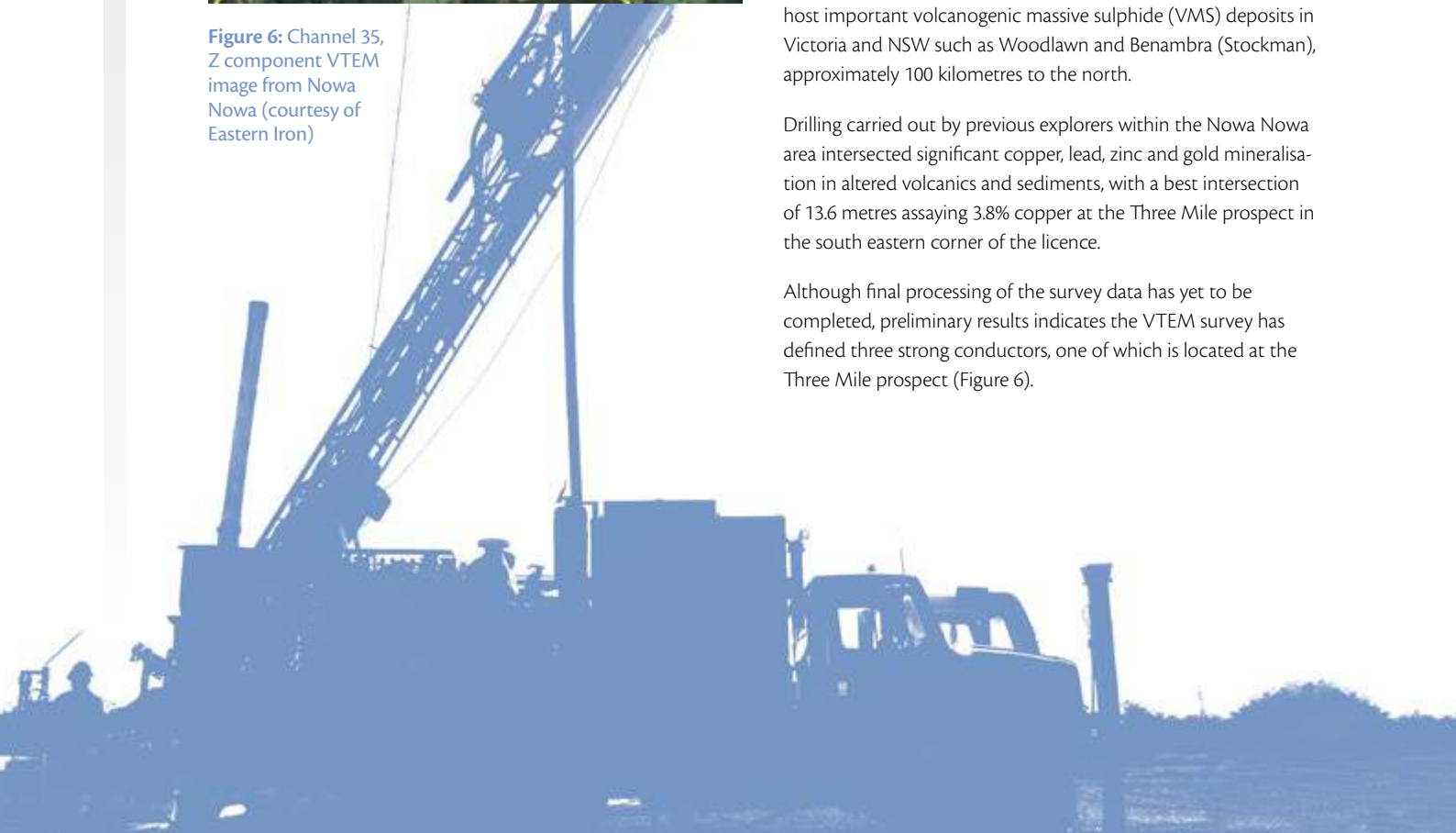
1. The successful granting of a mining licence (MIN 5571)
2. Reaching a native title agreement with GLaWAC representing the Gunaikurnai people, the recognised native title holders of the area.
3. The agreement by the Victorian Government to contribute up to \$300,000 towards feasibility study relating directly to the infrastructure requirements of the project.

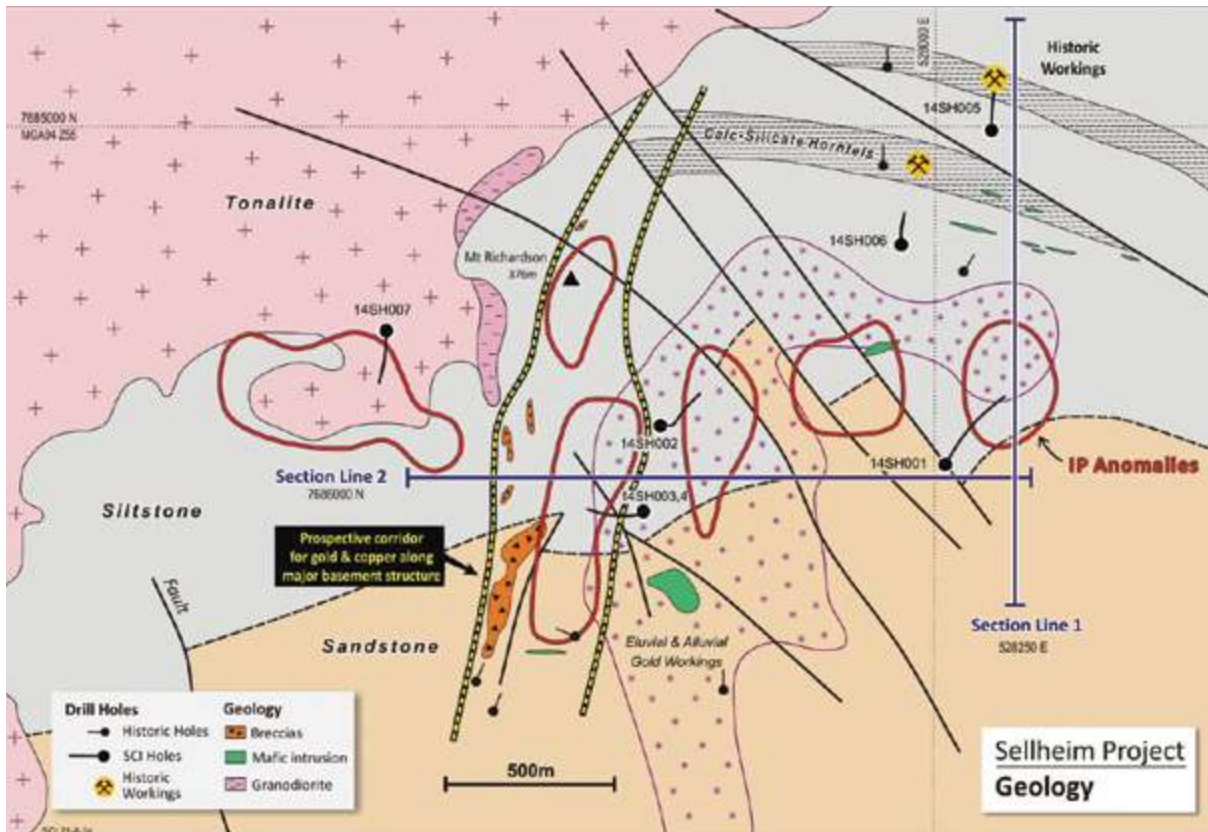
Following a decision by South East Fibre Exports Pty Ltd (SEFE) the owners of the SEFE bulk ship loader and wharf facility at the Port of Eden, not to enter into a formal agreement to allow the use of the SEFE facility for loading iron ore the company commenced review of other shipping alternatives including the use of the multi user "Naval" wharf which is adjacent to the SEFE wharf.

On 2 September 2014 Eastern Iron reported that it had completed a detailed heli-borne electromagnetic VTEM survey over the Nowa Nowa exploration licence. The survey was completed following a review of previous exploration and the identification of extensive Silurian volcanics believed to be the same rocks that host important volcanogenic massive sulphide (VMS) deposits in Victoria and NSW such as Woodlawn and Benambra (Stockman), approximately 100 kilometres to the north.

Drilling carried out by previous explorers within the Nowa Nowa area intersected significant copper, lead, zinc and gold mineralisation in altered volcanics and sediments, with a best intersection of 13.6 metres assaying 3.8% copper at the Three Mile prospect in the south eastern corner of the licence.

Although final processing of the survey data has yet to be completed, preliminary results indicates the VTEM survey has defined three strong conductors, one of which is located at the Three Mile prospect (Figure 6).





## SILVER CITY MINERALS

Silver City Minerals Limited (ASX: SCI) continued its well-funded programme of exploration within its extensive portfolio of tenements around Broken Hill, NSW and into its new Sellheim copper/gold project in Queensland.

At Sellheim SCI can earn up to an 80% interest in a joint venture over the historic Sellheim gold district near Charters Towers, Queensland, which is considered to have significant potential for large gold deposits associated with intrusive rocks.

Work by SCI during the year included completing a large Induced Polarisation (IP) programme to test beneath the eluvial goldfield and old copper-gold workings. The survey produced a number of very strong (greater than 100 mV/V) and discrete chargeability anomalies grouped in an east-west oriented corridor approximately 1.5 kilometres wide and 4 kilometres long.

SCI tested a number of the anomalies, completing seven diamond core and reverse circulation holes for a total of 2,268.4 metres. The company reported that the drilling returned a number of intersections of gold, copper and silver mineralisation predominantly hosted in skarn alteration and quartz-sulphide veins. The best intersection recorded was 11.1 metres at 0.66 g/t gold and 0.28% copper from 496.9 metres in hole 14SH004 (Figures 7 and 8) hosted in magnetite-quartz skarn close to a major fault and breccia complex.

SCI believes that the mineralised skarns formed as a result of fluids emanating from the tonalite intrusion immediately west of Mount Richardson (a north-trending zone of silicification and phyllic alteration with gossanous quartz-sericite rocks and tourmaline breccias), or from other discrete intrusive stocks.

**Figure 7:** Local geology showing relationship of IP anomalies (modelled at 200 metres below surface) to the eluvial/alluvial goldfield and drill holes. Major structural corridor considered to be favourable for gold-copper mineralisation is shown (courtesy of Silver City)

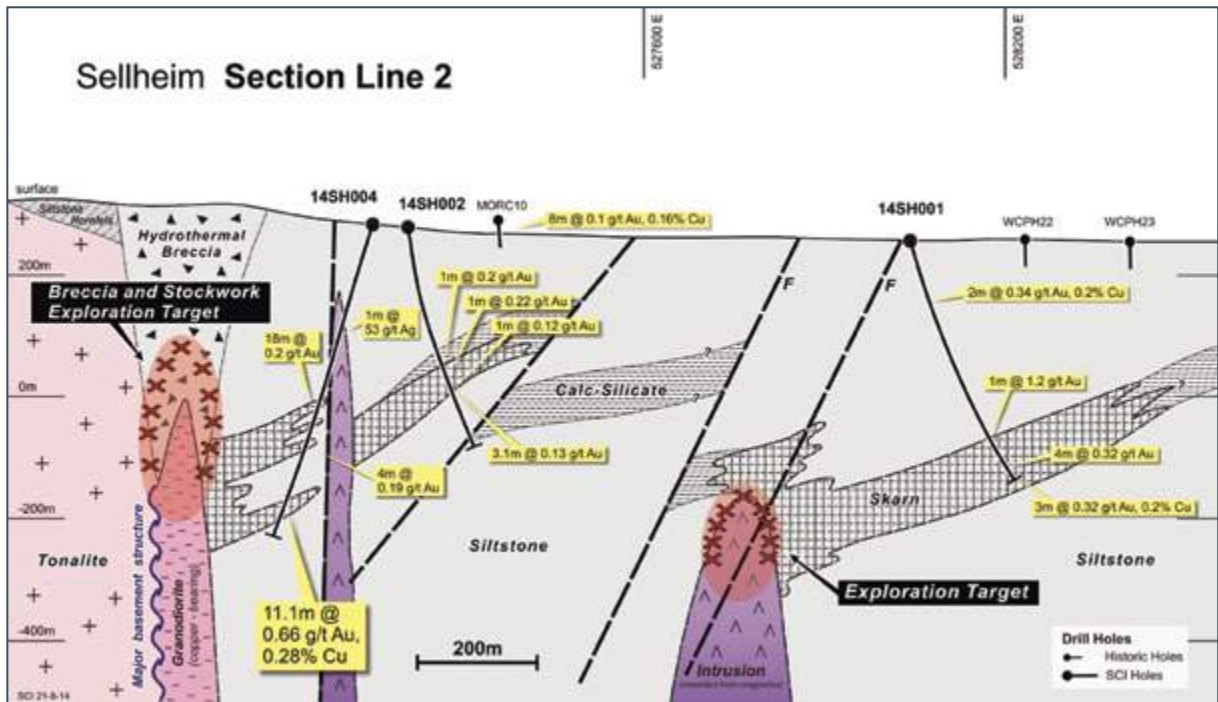
The company has identified a structural corridor at Mount Richardson which it considers to be highly prospective for gold-copper mineralisation. This will be tested with further drilling in Q3 2014.

In the Broken Hill region, drilling below and along strike from old mine workings at Allendale generated a number of high grade, but generally thin lead-zinc-silver intersections within a mineralised corridor approximately 75 metres wide and 450 metres long. Intersections recorded included 10 metres at 3.4% lead, 6.2% zinc and 26 g/t silver in drillhole 12AN035. However, the discontinuous nature of the known mineralisation has not allowed the generation of sufficient tonnage for open pit mining and Silver City completed deeper exploration via a helicopter-borne electromagnetic (EM) survey.

At Razorback West, Silver City believes that the geochemical anomalies previously identified in shallow RAB drilling might represent the northern extension to the famous Broken Hill 'line of lode' corridor, offset westward by a fault structure known as the Stephens Creek Shear Zone.

An induced polarisation (IP) geophysical survey by Silver City generated a number of significant chargeability anomalies coincident with the surface lead-zinc geochemical anomalies and a distinctive ridge of elevated gravity. The company drilled a number of RC holes into the IP/geochemical anomalies





intersecting intervals up to 15 metres wide containing concentrations of blue quartz and disseminated pyrite and pyrrhotite (iron sulphides) with minor sphalerite veins (zinc sulphide) typical of BHT deposits. Evaluation work is continuing.

**Figure 8:** Interpretive cross-section showing holes 14SH001, 002 and 004. Best gold and copper mineralisation occurs close to the contact between intrusions in the west and sediments to the east. This contact zone is marked by the presence of a breccia complex which hosts quartz-tourmaline and quartz-sericite-gossan breccias. A copper-bearing granodiorite recently identified to the north of the breccia complex is interpreted to also underlie it (courtesy of Silver City).

## THOMSON RESOURCES

Thomson Resources Ltd. (ASX: TMZ) continued exploration of its base and precious metal targets in the Cobar Basin and Thomson Fold Belt of north-western NSW. The Thomson Fold Belt targets are covered by the margin of the Eromanga Basin and are hosted within rocks believed to be the northern continuation of the Cobar Basin.

Thomson completed drilling at its wholly owned F1 target within the Falcon project area. Three holes were completed, defining another Intrusion-Related mineral system, hosted entirely in granite at the relatively shallow depth of 100 metres below cover. A sheeted vein system with silica and carbonate alteration was intersected with anomalous gold, molybdenum, tungsten, lead and arsenic results recorded.

As part of its new project generation initiative Thomson also acquired a number of new tin, base and precious metal projects outside the Thomson Fold Belt. These included the Havilah Project near Mudgee, central NSW which lies within the Silurian Hill End Trough. It is believed to have strong potential for volcanogenic massive sulphide (VMS) deposits also found in the region such as Woodlawn and Lewis Ponds.

Previous work at Havilah has defined zinc, lead, gold and silver anomalism in soil and rock chip sampling coincident with a strong sericite-pyrite-silica alteration zone hosted in rhyolitic to dacitic volcanoclastics, a typical setting for VMS deposits. Historical drilling largely targeted more distal parts of the alteration system, returning intercepts including 4 metres at 4.0 g/t gold, 81 g/t silver from 2 metre depth in CPDH10.

To test the Havilah and other key prospects within the Thomson portfolio, a VTEM survey (Versatile Time-Domain Electromagnetic geophysical system) was flown. VTEM is widely considered the best helicopter TEM massive sulphide detection and imaging tool with notable successes including the discovery of the Mallee Bull deposit in the Cobar Basin. A total of 564 line kilometres was acquired over five targets: Havilah, Wilga Downs, Furneys, Kenilworth and the Wilgaroon tin-tungsten project. Processing of results is in progress.

## WPG RESOURCES

WPG Resources (ASX: WPG) is an iron ore, coal and gold exploration and development company with exploration tenements in South Australia. WPG's current focus is on two advanced gold projects in the Gawler Craton, South Australia - Tunkillia (WPG holds approximately 70%) and Tarcoola (WPG holds 100%) where previous feasibility and scoping studies at Tarcoola, had defined a significant gold resource. In July 2014, WPG announced that it would fast track development of the Tarcoola project with the objective of commencing operations late next year. The company stated that a review of data had confirmed that the Tarcoola gold project could be successfully developed into a heap leach mining operation with an initial mine life of four to five years.

## AGUIA RESOURCES

Agua Resources Limited (ASX: AGR) is an exploration company that has interests in substantial phosphate and potash projects in Brazil, including three highly prospective and potentially large scale phosphate projects, the Lucena and Mata da Corda Phosphate Projects and the Tres Estradas carbonatite-style phosphate project in Rio Grande do Sul, southern Brazil.

### COMPETENT PERSONS STATEMENT

*The information in this report that relates to Exploration Results is based on information compiled by Greg Jones, BSc (Hons), who is a member of the Australasian Institute of Mining and Metallurgy. Mr Jones is a Director and full-time employee of Variscan NL and has sufficient experience which is relevant to the style of mineralisation and type of deposit under consideration and to the activity which he is undertaking to qualify as a Competent Person as defined in the 2012 Edition of the "Australasian Code for Reporting of Exploration Results, Mineral Resources and Ore Reserves." Mr Jones consents to the inclusion in the report of the matters based on his information in the form and context in which it appears.*



# MINING IN EUROPE

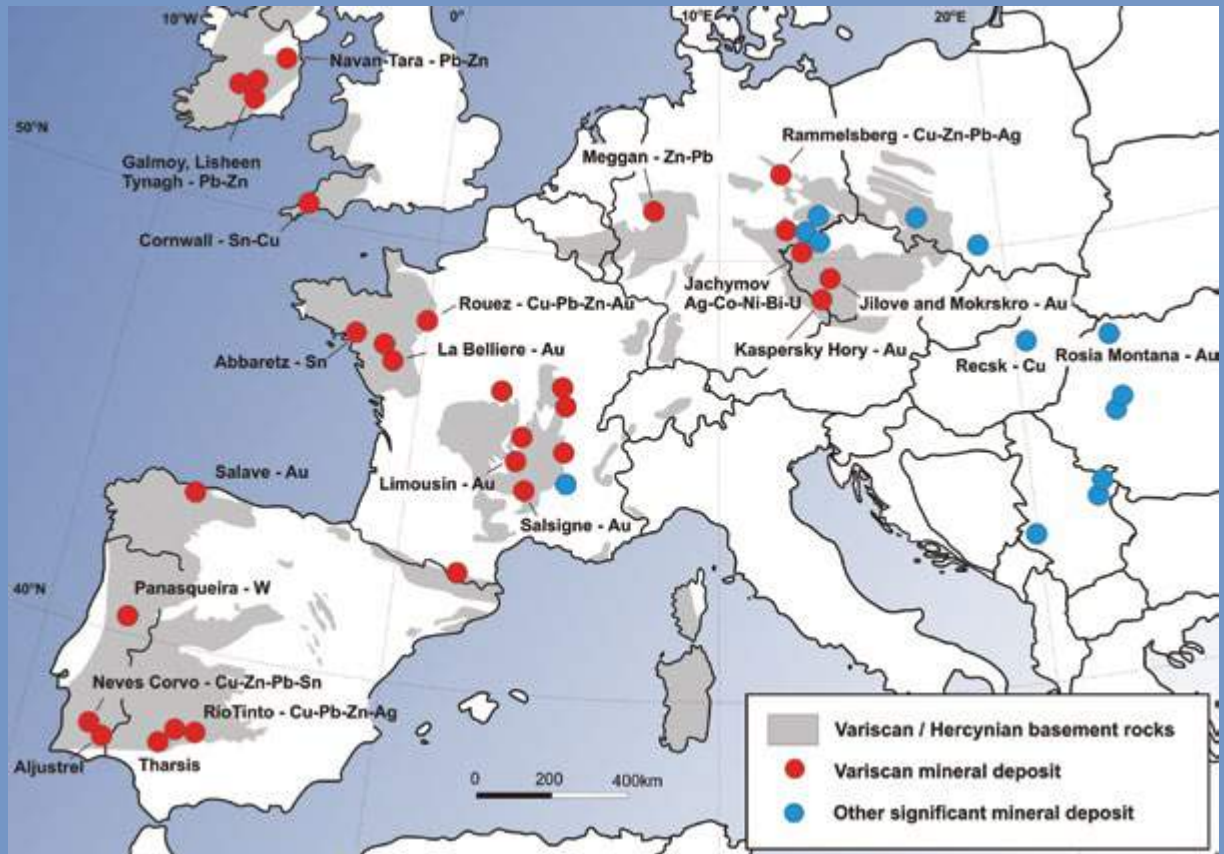
Europe has a long and rich history of mining stretching from early Greek and Roman times through to the present day and is well endowed with mineral deposits that have helped to dramatically shape the history of the region.

Mineral deposits which have been a crucial part of the development and industrialisation of Europe include –

- ▲ the rich silver deposits of Laurion on the Attica coast of Greece,
- ▲ the world-class copper, silver and iron deposits of Rio Tinto (Spain) which were the most important source of metals for the Roman empire,
- ▲ the tin deposits of Cornwall (UK), source of much raw material used in the Bronze age,
- ▲ the high grade silver-copper-lead deposits of Rammelsberg (Germany) which were a crucial factor in supporting the Renaissance.

By any metric, the overall metal endowment of Europe is impressive, especially considering that much of the continent, with the exception of Sweden, Finland and Spain, has remained largely unexplored over the last 30-40 years due to a combination of economic and political issues. Countries considered to have strong geological potential to host additional major mineral deposits include Germany, Bulgaria, Romania, France, Hungary, Serbia, Greece and Macedonia.

The importance of European mining was clearly defined by Agricola, who in 1556 published his seminal work “De re Metallica” which ‘...underlined the crucial role being played in the renaissance of Western life, culture and commerce by the continuing infusion of wealth from the mines of central Europe’ (R. Raymond - Out of the Fiery Furnace, 1984).



Significant mineral deposits in Western Europe



Despite this obvious endowment and capacity to potentially produce large quantities of important and strategic metals, mining in Europe is relatively underdeveloped. Modern Europe currently consumes approximately 30% of world mineral production but only produces about 3%, with some of countries having little mineral mining.

This is predicted to change as European countries:

1. Grapple with increased mineral security concerns given huge rises in demand for metals worldwide, and the emergence of China, South East Asia and Brazil as major economic powers; and
2. Recognise the positive impact that a vibrant mining industry can have on a country's balance of payments, GDP and unemployment.

The EU is witnessing increased political and economic awareness of the importance of a strong metal mining industry. Policy changes in certain countries to encourage exploration and make mining more attractive to investors are anticipated.





# TENEMENT SCHEDULE

AS AT 11 SEPTEMBER 2014

Tenement	Tenement Number	Interest	Joint Venture Details
<b>NEW SOUTH WALES</b>			
Yalcowinna	EL 8078	0%	Note 1
Mundi Plains JV	ELs 6404	20%	Teck 80%
Willyama	EL 8075	0%	Note 1
Hillston	EL 6363	39.2%	Perilya can earn 80%, Eaglehawk 9.8%
Woodlawn South	ELs 7257 and 7469	0%	Royalty interest only
Trundle	EL 4512	0%	Royalty interest only
Achilles and Chiron	ELs 7746 and 7931	100%	Kidman can earn 80%
<b>SOUTH AUSTRALIA</b>			
Junction Dam	EL 4509	16%	Teck 80%, Eaglehawk 4%, Marmota 100% in uranium rights only
Quinyambie	EL 4289	52.6%	Red Metal can earn 70%. Note 2
Callabonna	EL 5360	100%	Red Metal can earn 70%
<b>FRANCE</b>			
Tennie	PER	100%	
St Pierre	PER	100%	

**EL** = Exploration Licence   **EPM** = Exploration Permit for Minerals   **PER** = Permis Exclusif de Recherche (France)

Note 1: These tenements are subject to agreements with Silver City Minerals Limited whereby Silver City Minerals Limited must meet expenditure commitments within various time frames. Under an agreement with Silver City Minerals Limited, Broken Hill Operations and Eaglehawk Geological Consulting Pty Ltd, Variscan has converted its interest in parts of these tenements to a NSR (Net Smelter Return).

Note 2: EL 4289 held 47.4% by Dolores Group (Allender, Kennedy, Aurelius Resources, Hosking and Houldsworth).



# SUMMARY OF JOINT VENTURES

AS AT 4 SEPTEMBER 2014

## Achilles and Chiron

ELs 7764 and 7931, NSW

Variscan 100%. Kidman Resources Limited can earn an 80% interest in these tenements by completing expenditure of \$210,000 over a three year period. When Kidman has earned a 51% interest Variscan holds 25% and Thomson 24% and when Kidman has earned 80% Variscan and Thomson hold 10% each. At either of these stages any party may contribute according to their interest or dilute. Variscan and Thomson may then elect to revert to a free carried 5% interest.

## Callabonna

EL 5360, SA

Variscan 100%. Red Metal can earn a 51% interest by spending \$1 million and a 70% interest by spending \$3 million. Variscan then can contribute with 30% or reduce to a 15% interest, carried to completion of a BFS and repayable from Variscan's share of net proceeds of mine production.

## Hillston

EL 6363, NSW

Variscan 39.2% and Eaglehawk 9.8%, Perilya 51%. Perilya can earn an 80% interest in this tenement by completing expenditure of \$1.5 million. Variscan and Eaglehawk can then each participate with their respective interests of 16% and 4% or convert to a 10% and 2.5% free-carried interest to completion of a BFS. On completion of a BFS, Variscan and Eaglehawk can participate or convert their interests to a NSR royalty.

## Junction Dam

EL 4509, SA

Variscan 16%, Teck 80% and Eaglehawk 4% in base and precious metal rights. Variscan (and Eaglehawk) can participate with a 16% interest (4% for Eaglehawk) or dilute to a NSR royalty.

Marmota Energy Limited has earned a 100% interest in the uranium rights only. Marmota is sole funding exploration and Variscan, Teck and Eaglehawk are entitled to receive a royalty of 5% Net Profits on production from a uranium mine on the tenement.

## Mundi Plains

ELs 6404, NSW

Variscan 20%, Teck Australia 80%. Both parties to contribute to approved programs or dilute their interest. If Variscan's interest falls below 8% it may elect to revert to a 2% NSR interest.

## Quinyambie

EL 4289, SA

Variscan 52.6% and Allender, Kennedy, Aurelius Resources, Hosking and Houldsworth (collectively Dolores Group 47.4%). Red Metal can earn a 70% interest by spending \$3 million. Variscan can contribute with 15% or reduce to a 7.5% interest, carried to completion of a BFS and repayable from Variscan's share of net proceeds of mine production.

## Trundle

EL 4512, NSW

Variscan holds a NSR royalty interest.

## Woodlawn South

ELs 7257 and 7469, NSW

Variscan holds a NSR royalty interest.

## Willyama, Yalcowinna and Native Dog

ELs 8075, EL 8078 and 8236 NSW

Under various agreements with Silver City Minerals Limited, Variscan holds a NSR royalty interest.







# DIRECTORS' REPORT

Your directors submit their report for the year ended 30 June 2014.

## DIRECTORS

The names and details of the Company's directors in office during the financial year and until the date of this report are as follows. Directors were in office for this entire period unless otherwise stated.

**Patrick Elliott, BCom, MBA, CPA**  
*Chairman*

Patrick was appointed a Director of the Company on 22 December 2008 and is a company director specialising in the resources sector with over 40 years' experience in investment and corporate management. His early career was at Consolidated Gold Fields Australia Limited and covered investment analysis and management, minerals marketing (copper, tin, rutile and zircon). In 1979 he went into investment banking and became Head of Corporate Finance for Morgan Grenfell Australia Limited in 1982. Patrick subsequently became Managing Director of Natcorp Investments Ltd in 1986 which owned a number of manufacturing businesses. After its takeover he became an active early stage venture capital investor with an emphasis on resources.

Patrick is Chairman of Argonaut Resources NL and Chairman of Cap-XX Limited (Australian company listed on AIM). He is also a director of a number of privately owned companies.

During the past three years Patrick has also served as a director of the following other listed companies:

- ▲ Argonaut Resources NL – appointed June 2003
- ▲ Australia Oriental Minerals NL – appointed November 1998, resigned May 2012
- ▲ Global Geoscience Limited – appointed April 2003
- ▲ Cuesta Coal Limited – appointed October 2011

**Gregory Jones, BSc (Hons 1) (UTS), MAusIMM**  
*Managing director*

Greg was appointed Chief Executive Officer of the Company on 1 January 2009 and Managing Director from 20 April 2009. He is a geologist with over 33 years of exploration and operational experience gained in a broad range of metalliferous commodities both within Australia and overseas. Greg has held senior positions in a number of resource companies including Western Mining Corporation and Sino Gold Limited and his experience spans the spectrum of exploration activity from grass-roots exploration through to resource definition and new project generation, as well as mine geology, ore resource/reserve generation and new mine development.

Greg was awarded the Institute Medal for academic excellence whilst at university and is credited with several economic discoveries including the Blair nickel and the Orion gold deposits in Western Australia.

During the past three years Gregory has also served as a director of the following other listed companies:

- ▲ Eastern Iron Limited – appointed April 2009
- ▲ Silver City Minerals Limited – appointed April 2009
- ▲ Thomson Resources Ltd – appointed July 2009
- ▲ Moly Mines Limited – appointed August 2014

**Kwan Chee Seng**  
*Non-executive director*

Chee Seng was appointed a Director of the Company on 17 February 2009. Chee Seng has investments in the renewable sustainable energy, base metal resources and the biotechnology businesses. He has extensive experience in senior management and in business.

In March 2009, Chee Seng launched his fund management business with the incorporation of Luminor Capital Pte Ltd and Luminor Pacific Fund 1 Ltd (Fund 1). Recently he has launched Luminor Pacific Fund 2 Ltd (Fund 2). The Fund 1 and Fund 2 have been approved by the Economic Development Board of Singapore under the Global Investor Program.

In December 2012, Chee Seng acquired a major shareholder stake in Singapore listed GRP Limited, and in March 2013 he was appointed Executive Director of GRP. He has previously served as

## Directors' Report

Non-Executive Director of Singapore listed companies Van der Horst Energy Limited (from March 2008 to November 2011) and Viking Offshore and Marine Ltd (from mid-2009 to end 2010).

During the past three years Mr Kwan has not served as a director of any other ASX listed company.

**Dr Foo Fatt Kah, MB, BCh, BAO, MBA**  
*Non-executive director*

Dr Foo was appointed a Director of the Company on 7 October 2009. Dr Foo has over 20 years' experience in the investment banking, fund management and advisory businesses spanning Europe and Asia. He was previously Head of Asian Equities for SG Securities Asia (the Asian Investment Banking business for Societe Generale) covering 10 Asian countries ex-Japan. Since 2004 Dr Foo has been active as an investor, overseeing investments in Resources, Energy and Healthcare.

Dr Foo is qualified in Medicine (MB, B Ch, BAO) and Business Administration (M.B.A.) from the Queen's University, United Kingdom, with further continuing education qualifications from Insead on Economic Value Added (EVA) and International Project Management. He has experience with listed companies in Singapore, being previously Executive Director of CyberVillage Holdings Ltd and currently Lead Independent Director of PEC Ltd.

During the past three years Dr Foo has not served as a director of any other ASX listed company.

**Alan Breen, HNDip Extraction Metallurgy, MBA**  
*Non-executive director*

Alan was appointed as a non-executive director on 6 October 2011. Alan is a metallurgist and with over 35 years operational and executive management experience across a diverse range of commodities in Australasia, Europe and Africa. Alan held senior and executive management roles with Xstrata, Rio Tinto Aluminium and at Ok Tedi Mining where he held the position of Managing Director for 4 years.

Alan has previously held Director positions with Britannia Refined Metals Limited, Britannia Recycling Limited, MIM Holdings (UK) Ltd and Ok Tedi Mining Limited.

During the past three years Alan has not served as a director any other ASX listed company.

**Dr Jack Testard**  
*Executive director (appointed 14 May 2014)*

Jack was appointed a Director of the Company on 14 May 2014. Jack is a French geologist with over 40 years of experience in Europe, Africa, CIS countries, Turkey, Saudi Arabia and Guyana. Jack was formerly Head of the Minerals Resources Division of the BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières – the French Geological Survey), President of GIP GEODERIS and Manager of the Ovacik gold mine in Turkey under Normandy La Source.

Dr Testard is President of Variscan Mines SAS, the wholly owned French subsidiary of Variscan Mines Limited, based out of Orleans, France.

Jack is currently President of the French Chamber of Mines, Treasurer of the Federation of Minerals and Non Ferrous Metals (FEDEM) and a Director of the Société de l'Industrie Minérale (SIM).

During the past three years Jack has not served as a director of any other ASX listed company.

**Kantilal Champaklal**  
*Alternate director to Kwan Chee Seng (resigned 6 March 2014)*

Kantilal resigned as an alternate director to Mr Kwan on 6 March 2014.

## DIRECTORS' INTERESTS IN SHARES AND OPTIONS

As at the date of this report, the interests of the Directors in the shares and options of Variscan Mines Limited were:

Directors	Shares directly and indirectly held	Options directly and indirectly held
P Elliott	2,352,345	1,600,000
G Jones	2,505,000	5,550,000
C S Kwan	52,396,526	2,000,000
F K Foo	1,403,000	1,600,000
A Breen	–	1,000,000
J Testard	200,000	1,500,000

## COMPANY SECRETARY

**Ivo Polovineo, FIPA**

Ivo Polovineo was appointed Company Secretary of the Company on 31 December 2010. Ivo has over 30 years' experience in corporate accounting, finance and company secretarial work for a diverse range of companies. He has spent the past 20 years in senior management roles in the resources sector including seven years as Company Secretary (and five years as CFO) of Sino Gold Mining Limited (a former ASX 100 company) until December 2009.

Ivo is currently also Company Secretary of Thomson Resources Ltd, Silver City Minerals Limited, KBL Mining Limited, and is a Director of Eastern Iron Limited.

## PRINCIPAL ACTIVITIES

The principal continuing activity of the consolidated entity is the exploration for economic base metals, precious metals, tin and tungsten.

## RESULTS

The net result of operations of the consolidated entity after applicable income tax was a loss of \$5,717,244 (2013: loss \$7,849,724) which includes the write-off of exploration expenditure during the year of \$1,531,881 (2013: \$3,482,189).

## DIVIDENDS

No dividends were paid or proposed during the year.

## REVIEW OF OPERATIONS

The most significant developments in the Company's operations and financing activities were:

### Exploration

#### France

Variscan was granted its first French exploration licence in June 2013 following three years of patient work to identify and secure high quality projects in regions of demonstrated mineral endowment outside Australia. In the last 12 months the Company has received approvals for a second licence and has a number of others well advanced within the approvals process.

#### Saint Pierre

The Saint Pierre PER was granted in February 2014 and covers an area of 386 square kilometres over an important gold district believed to have been the third largest gold producer in France.

Within the licence lies the La Bellière gold mine which is recorded to have produced about 334,000 ounces of gold\* (plus silver) from 1906 to 1952, up to a maximum depth of 170 metres intermittently over a strike length of about 1.6 kilometres. The average production grade was 12 g/t gold, mined from a series of stacked, high grade veins hosted within an east-west oriented shear zone. The high grade quartz – sulphide veins individually vary in true thickness from 1 to 16 metres and dip steeply to the south.

Variscan has commenced compiling and electronically converting all available records from the old mining area as well as former exploration conducted by the BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières - the French Geological Survey) during the 1980's. With the help of structural studies currently being conducted by the University of Orleans, the Company is constructing a 3D model of the mine which will be used to help elucidate the complex structural controls on mineralisation and target possible surface core drilling. This work is now well advanced.

In addition, to the north and south of La Bellière old data indicates the presence of parallel shears, highlighting the potential for additional gold deposits within the immediate proximity of the mine and throughout the remainder of the St Pierre PER. The Company has commenced a detailed auger soil geochemistry programme in the mine region to help generate additional drilling targets.

#### Tennie

The Tennie PER covers 205 square kilometres of the eastern section of a Palaeozoic sedimentary package which hosts the Rouez copper-gold-lead-zinc-silver deposit owned by the French energy group, TOTAL. Rouez is considered to be possibly either volcanogenic massive sulphide (VMS) or a hybrid sedimentary exhalative (SEDEX) type and shares a number of geological similarities to deposits such as Rio Tinto and Aljustrel within the Iberian Pyrite Belt of Spain and Portugal.

\* *C Louis. Les exploitations minières dans le Massif Armoricaïn. Déclin ou progrès. In: Noroïs. N°141, 1989. pp. 5–32*

In late 2013 Variscan commenced an auger soil geochemical survey within the PER which is believed to be the first significant mineral exploration programme conducted in France for decades. The initial programme involves shallow hand auger drilling on a 200 x 200 metre grid over the accessible areas of fertile Brioverian rocks, to penetrate the thin transported loess horizon that blankets the area and thus may hide potential mineral deposits. Work is continuing.

### Future Projects

Variscan has six other exploration licence applications within the approvals process, each of them over projects with good potential for short term resource generation and/or major new discoveries. The Company has deliberately targeted more advanced project areas containing previously defined mineralised zones or evidence of substantial old mine workings to help fast track the discovery of economic deposits.

### Australia

In 2014 Variscan relinquished a number of its Australian grass roots exploration properties due to its focus in France. Joint venture interest for new exploration properties has been very subdued for the last few years and despite the good quality of some of the tenements, efforts to attract additional joint venture funding was not successful to maintain many of the tenements.

During the year exploration of Variscan's current joint venture properties was subdued in line with the general restricted risk capital availability in the bearish markets. During 2014 a total of \$0.26 million was spent by Variscan's joint venture partners versus \$0.7 million from the previous year.

### Investments

Variscan maintains a diversified portfolio of investments within a number of ASX-listed resource companies. The value of the Variscan shareholdings in its ASX listed resource companies at the end of the year stood at approximately \$3.8 million.

### Eastern Iron

Eastern Iron Limited (ASX: EFE) continued with its Mine Feasibility Study on the Nowa Nowa iron project located near Bairnsdale in eastern Victoria, 270 kilometres east of Melbourne.

During the year Eastern Iron undertook a short program of reverse circulation (RC) drilling to upgrade part of the Inferred Mineral Resource at Five Mile to higher confidence categories for inclusion within a mining study. The results were consistent with assays reported from earlier drilling completed by the Victorian Department of Mines in the 1950's. Significantly it was noted that the thickest intersections were in the easternmost holes NRC044, NRC045 and NRC047 with the resource still open in this direction.

Additional confirmatory metallurgical work was also completed using large, pilot-scale, dry, low intensity magnetic separation (Dry LIMS) equipment to enhance recoveries. Overall results exceeded expectations with significant improvement in the average product grade to 58% iron (versus 56% iron in the feasibility study), at an average iron recovery of more than 90%.

Upgrade factors (i.e. from feed grade to product grade) suggest that the Dry LIMS is highly effective in its application to the Nowa Nowa ore, even at a relatively coarse feed size of -6mm. The technique was also successful in reducing sulphur grades to well below 1% sulphur in product.

Also during the year Eastern Iron announced a number of significant steps in the progression of the project. These included –

1. The successful granting of a mining licence (MIN 5571)
2. Reaching a native title agreement with GLaWAC representing the Gunaikurnai people, the recognised native title holders of the area.
3. The agreement by the Victorian Government to contribute up to \$300,000 towards feasibility study relating directly to the infrastructure requirements of the project.

Following a decision by South East Fibre Exports Pty Ltd (SEFE) the owners of the SEFE bulk ship loader and wharf facility at the Port of Eden, not to enter into a formal agreement to allow the use of the SEFE facility for loading iron ore the company commenced review of other shipping alternatives including the use of the multi user "Naval" wharf which is adjacent to the SEFE wharf.

On 2 September 2014 Eastern Iron reported that it had completed a detailed heli-borne electromagnetic versatile time-domain electromagnetic geophysical system (VTEM) survey over the Nowa Nowa exploration licence. The survey was completed following a review of previous exploration and the identification of extensive Silurian volcanics believed to be the same rocks that host VMS deposits in Victoria and NSW such as Woodlawn and Benambra, approximately 100 kilometres to the north.

Drilling carried out by previous explorers within the Nowa Nowa area intersected significant copper, lead, zinc and gold mineralisation in altered volcanics and sediments, with a best intersection of 13.6 metres assaying 3.8% copper at the Three Mile prospect in the south eastern corner of the licence.

Although final processing of the survey data has yet to be completed, preliminary results indicates the VTEM survey has defined three strong conductors, one of which is located at the Three Mile prospect.

### Silver City Minerals

Silver City Minerals Limited (ASX: SCI) continued its well-funded programme of exploration within its extensive portfolio of tenements around Broken Hill, NSW and into its new Sellheim copper/gold project in Queensland.

At Sellheim Silver City can earn up to an 80% interest in a joint venture over the historic Sellheim gold district near Charters Towers, Queensland, which is considered to have significant potential for large gold deposits associated with intrusive rocks. Work by Silver City included completing a large induced polarisation (IP) programme to test beneath the alluvial goldfield and old copper-gold workings. The survey produced a number of very strong (greater than 100 mV/V) and discrete chargeability anomalies grouped in an east-west oriented corridor approximately 1.5 kilometres wide and 4 kilometres long.

Silver City tested a number of the anomalies, completing seven diamond core and reverse circulation holes for a total of 2,268.4 metres. The company reported that the drilling returned a

number of intersections of gold, copper and silver mineralisation predominantly hosted in skarn alteration and quartz-sulphide veins. The best intersection recorded was 11.1 metres at 0.66 g/t gold and 0.28% copper from 496.9 metres in hole 14SH004 hosted in magnetite-quartz skarn close to a major fault and breccia complex.

Silver City believes that the mineralised skarns formed as a result of fluids emanating from the tonalite intrusion immediately west of Mount Richardson (a north-trending zone of silicification and phyllic alteration with gossanous quartz-sericite rocks and tourmaline breccias), or from other discrete intrusive stocks. The company has identified a structural corridor at Mount Richardson which it considers to be highly prospective for gold-copper mineralisation. This will be tested with further drilling later in 2014.

In the Broken Hill region, drilling below and along strike from old mine workings at Allendale generated a number of high grade, but generally thin lead-zinc-silver intersections within a mineralised corridor approximately 75 metres wide and 450 metres long. Intersections recorded included 10 metres at 3.4% lead, 6.2% zinc and 26 g/t silver in drillhole 12AN035. However, the discontinuous nature of the known mineralisation has not allowed the generation of sufficient tonnage for open pit mining and Silver City completed deeper exploration via a helicopter-borne electromagnetic (EM) survey.

At Razorback West, Silver City believes that the geochemical anomalies previously identified in shallow rotary air blast (RAB) drilling might represent the northern extension to the famous Broken Hill "line of lode" corridor, offset westward by at fault structure known as the Stephens Creek Shear Zone.

An induced polarisation (IP) geophysical survey by Silver City generated a number of significant chargeability anomalies coincident with the surface lead-zinc geochemical anomalies and a distinctive ridge of elevated gravity. The company drilled a number of RC holes into the IP/geochemical anomalies intersecting intervals up to 15 metres wide containing concentrations of blue quartz and disseminated pyrite and pyrrhotite (iron sulphides) with minor sphalerite veins (zinc sulphide) typical of BHT deposits. Evaluation work is continuing.

### Thomson Resources

Thomson Resources Ltd (ASX: TMZ) continued exploration of its base and precious metal targets in the Cobar Basin and Thomson Fold Belt of north-western NSW. The Thomson Fold Belt targets are covered by the margin of the Eromanga Basin and are hosted within rocks believed to be the northern continuation of the Cobar Basin.

Thomson completed drilling at its wholly owned F1 target within the Falcon project area. Three holes were completed, defining another Intrusion-Related mineral system, hosted entirely in granite at the relatively shallow depth of 100 metres below cover. A sheeted vein system with silica and carbonate alteration was intersected with anomalous gold, molybdenum, tungsten, lead and arsenic results recorded.

During the year Thomson acquired a number of new tin, base and precious metal projects outside the Thomson Fold Belt. These included the Havilah Project near Mudgee, central NSW which lies within the Silurian Hill End Trough. It is believed to have strong potential for volcanogenic massive sulphide (VMS) deposits also found in the region such as Woodlawn and Lewis Ponds.



Previous work at Havilah has defined zinc, lead, gold and silver anomalism in soil and rock chip sampling coincident with a strong sericite-pyrite-silica alteration zone hosted in rhyolitic to dacitic volcanoclastics, a typical setting for VMS deposits. Historical drilling largely targeted more distal parts of the alteration system, returning intercepts including 4 metres at 4.0 g/t gold, 81 g/t silver from 2 metres depth in CPDH10.

To test the Havilah and other key prospects within the Thomson portfolio, a VTEM survey was flown. VTEM is widely considered the best helicopter TEM massive sulphide detection and imaging tool with notable successes including the discovery of the Mallee Bull deposit in the Cobar Basin. A total of 564 line kilometres was acquired over five targets: Havilah, Wilga Downs, Furneys, Kenilworth and the Wilgaroon tin-tungsten project. Processing of results is in progress.

### WPG Resources

WPG Resources Ltd (ASX: WPG) is an iron ore, coal and gold exploration and development company with exploration tenements in South Australia. WPG's current focus is on two advanced gold projects in the Gawler Craton, South Australia - Tunkillia (WPG holds approximately 70%) and Tarcoola (WPG holds 100%) where previous feasibility and scoping studies at Tarcoola, had defined a significant gold resource. In July 2014, WPG announced that it would fast track development of the Tarcoola project with the objective of commencing operations late next year. The company stated that a review of data had confirmed that the Tarcoola gold project could be successfully developed into a heap leach mining operation with an initial mine life of four to five years.

### AGUIA Resources

Agua Resources Limited (ASX: AGR) is an exploration company that has interests in substantial phosphate and potash projects in Brazil, including three highly prospective and potentially large scale phosphate projects, the Lucena and Mata da Corda Phosphate Projects and the Tres Estradas carbonatite-style phosphate project in Rio Grande do Sul, southern Brazil.

### Competent Persons Statement

*The information in this report that relates to Exploration Results is based on information compiled by Greg Jones, BSc (Hons), who is a member of the Australasian Institute of Mining and Metallurgy. Mr Jones is a Director and full-time employee of Variscan Mines Limited and has sufficient experience which is relevant to the style of mineralisation and type of deposit under consideration and to the activity which he is undertaking to qualify as a Competent Person as defined in the 2012 Edition of the "Australasian Code for Reporting of Exploration Results, Mineral Resources and Ore Reserves". Mr Jones consents to the inclusion in the report of the matters based on his information in the form and context in which it appears.*

## SIGNIFICANT CHANGES IN THE STATE OF AFFAIRS

The Directors are not aware of any significant changes in the state of affairs of the Group occurring during the financial period, other than as disclosed in this report.

## SIGNIFICANT EVENTS AFTER THE REPORTING DATE

There were, at the date of this report, no matters or circumstances which have arisen since 30 June 2014 that have significantly affected or may significantly affect the operations of the Group, the results of those operations, or the state of affairs of the Group, in future financial years.

## INDEMNIFICATION AND INSURANCE OF DIRECTORS AND OFFICERS

The Company has not, during or since the end of the financial period, in respect of any person who is or has been an officer of the Company or a related body corporate, indemnified or made any relevant agreement for indemnifying against a liability incurred as an officer, including costs and expenses in successfully defending legal proceedings.

### Insurance premiums

During the financial period the Company has paid premiums to insure each of the directors and officers against liabilities for costs and expenses incurred by them in defending any legal proceedings arising out of their conduct while acting in the capacity of director or officer of the Company, other than conduct involving a wilful breach of duty in relation to the Company.

The premiums paid are not disclosed as such disclosure is prohibited under the terms of the contract.

## ENVIRONMENTAL PERFORMANCE

Variscan holds exploration licences issued by New South Wales Department of Trade and Investment - Resources and Energy and the South Australian Department for Manufacturing, Innovation, Trade, Resources and Energy which specify guidelines for environmental impacts in relation to exploration activities. The licence conditions provide for the full rehabilitation of the areas of exploration in accordance with the Departments' guidelines and standards. There have been no significant known breaches of the licence conditions.

## LIKELY DEVELOPMENTS AND EXPECTED RESULTS

As the Company's areas of interest are at an early stage of exploration, it is not possible to postulate likely developments and any expected results. The Company is hoping to identify other precious, base metal and tin / tungsten exploration and evaluation targets within France and western Europe.



## SHARES UNDER OPTION OR ISSUED ON EXERCISE OF OPTIONS

Details of unissued shares or interests under option for Variscan Mines Limited as at the date of this report are:

No. shares under option	Class of share	Exercise price of option	Expiry date of options
9,590,000	Ord	\$0.18	27 Nov 2014
1,500,000	Ord	\$0.18	27 Nov 2014
10,900,000	Ord	\$0.30	25 Nov 2015
1,000,000	Ord	\$0.25	6 Oct 2014
2,300,000	Ord	\$0.14	31 Oct 2015
<b>25,290,000</b>			

The holders of these options do not have the right, by virtue of the option, to participate in any share issue of the Company or of any other body corporate or registered scheme.

There were no shares issued during or since the end of the financial year as a result of exercise of the above options.

Refer to the remuneration report and Note 19 for further details of the options outstanding.

## REMUNERATION REPORT (AUDITED)

This remuneration report for the year ended 30 June 2014 outlines the remuneration arrangements of the Company and the Group in accordance with the requirements of the Corporations Act 2001 (the Act) and its regulations. This information has been audited as required by section 308(3C) of the Act.

The remuneration report details the remuneration arrangements for key management personnel (KMP) who are defined as those persons having authority and responsibility for planning, directing and controlling the major activities of the Company and the Group, directly or indirectly, including any director (whether executive or otherwise) of the parent company.

## DETAILS OF KEY MANAGEMENT PERSONNEL

Details of KMP including the top five remunerated executives of the Parent and Group are set out below.

### Directors

Patrick Elliott	<i>Chairman (Non-Executive)</i>
Gregory Jones	<i>Managing Director</i>
Kwan Chee Seng	<i>Non-Executive Director</i>

Dr Foo Fatt Kah	<i>Non-Executive Director</i>
Alan Breen	<i>Non-Executive Director</i>
Dr Jack Testard	<i>Executive Director (appointed 14 May 14) President of Subsidiary – Variscan Mines SAS</i>
Kantilal Champaklal	<i>Alternate director for Kwan Chee Seng (resigned 6 Mar 14)</i>

### Executives

Ivo Polovineo	<i>Company Secretary</i>
Wendy Corbett	<i>Managing Geologist</i>
Michelle Lilley	<i>Financial Controller</i>
Greg De Ross	<i>Managing Director of Subsidiary – Eastern Iron Limited (Deconsolidated 11 March 2014)</i>
Michel Bonnemaïson	<i>CEO of Subsidiary – Variscan Mines SAS</i>

## REMUNERATION PHILOSOPHY

The objective of the Company's remuneration framework is to ensure reward for performance is competitive and appropriate for the results delivered. The framework aligns executive reward with achievement of strategic objectives and the creation of value for shareholders. The Board believes that executive remuneration satisfies the following key criteria:

- ▲ Competitiveness and reasonableness.
- ▲ Acceptability to shareholders.
- ▲ Performance linkage/alignment of executive compensation.
- ▲ Transparency.
- ▲ Capital management.

These criteria result in a framework which can be used to provide a mix of fixed and variable remuneration, and a blend of short and long term incentives in line with the Company's limited financial resources.

Fees and payments to the Company's Non-Executive Directors and Senior Executives reflect the demands which are made on, and the responsibilities of, the Directors and the senior management. Such fees and payments are reviewed annually by the Board. The Company's Executive and Non-Executive Directors, Senior Executives and Officers are entitled to receive options under the Company's Employee Share Option Plan ('ESOP').

## NON-EXECUTIVE DIRECTORS REMUNERATION ARRANGEMENTS

Directors are entitled to remuneration out of the funds of the Company but the remuneration of the Non-Executive Directors (NED) may not exceed in any year the amount fixed by the Company in general meeting for that purpose. The aggregate remuneration of the NED's has been fixed at a maximum of \$250,000 per annum to be apportioned among the NED's in such a manner as the Board determines. Directors are also entitled to be paid reasonable travelling, accommodation and other expenses incurred in consequence of their attendance at Board meetings and otherwise in the execution of their duties as Directors.

The Chairman's fee is set at \$50,000 p.a. and NED fees at \$36,000 p.a. which are consistent with industry average fees. At present, no Committee fees are paid to Directors.

## SERVICE AGREEMENTS

Remuneration and other terms of employment for key management personnel are formalised in employment contracts and contractor agreements. Details of these arrangements are set out below:

### Managing Director – Greg Jones

- ▲ Contract term: No fixed term. Either party may terminate the letter of employment with one months' notice.
- ▲ Remuneration: \$280,642 p.a. (2013: \$280,000) as at 30 June 2014 to be reviewed annually
- ▲ Termination payments: A 3 month severance pay with an additional 3 months after more than five years.

### Executive Director – Jack Testard

- ▲ Contract term: No fixed term.
- ▲ Remuneration: Annual salary equivalent to Euro 65,532 (2013: 60,762) as at 30 June 2014, to be reviewed annually.
- ▲ Termination payments: Nil.

### Company Secretary – Ivo Polovineo

- ▲ Contract term: 12 month rolling contract. Either party may terminate the contract with one months' notice.
- ▲ Remuneration: \$1,300 (2013: \$1,300) per day plus GST as at 30 June 2014.
- ▲ Termination payments: Nil.

### Managing Geologist – Wendy Corbett

- ▲ Contract term: Rolling contract. Either party may terminate the agreement with one months' notice.
- ▲ Remuneration: \$108.16 per hour (2013: \$108.16) plus GST for consultancy services as at 30 June 2014.
- ▲ Termination payments: Nil.

### Financial Controller – Michelle Lilley

- ▲ Contract term: No fixed term. Either party may terminate the agreement with one months' notice.
- ▲ Remuneration: \$92.77 per hour (2013: \$92.56) as at 30 June 2014.
- ▲ Termination payments: A 1 month severance pay with an additional 2 months after more than five years.

### CEO (Variscan Mines) – Michel Bonnemaïson

- ▲ Contract term: No fixed term.
- ▲ Remuneration: Annual salary equivalent to Euro 162,462 (2013: 154,980) as at 30 June 2014, to be reviewed annually.
- ▲ Termination payments: In the case of redundancy one month payment for each year of service

### Managing Director (Eastern Iron) – Greg De Ross (Subsidiary deconsolidated 11 Mar 14)

- ▲ Contract term: No fixed term. Either party may terminate the letter of employment with two months' notice.
- ▲ Remuneration: \$284,572 p.a. (2013: \$283,920) as at 30 June 2014 to be reviewed annually.
- ▲ Termination payments: A 3 month severance pay with an additional 3 months after more than five years.

## Directors and KMP remuneration (consolidated) for the year ended 30 June 2014

	Short-term benefits		Post employment	Share-based payments	Total	Consisting of options %
	Cash salary and fees \$	Consulting fees \$	Superannuation \$	Options \$		
<b>Directors</b>						
P Elliott	50,000	–	–	–	50,000	0%
G Jones	256,881	25,294*	26,101	–	308,276	0%
C S Kwan	36,000	–	–	–	36,000	0%
F K Foo	36,000	–	–	–	36,000	0%
A Breen	33,024	–	3,055	–	36,079	0%
J Testard	92,711	–	–	–	92,711	0%
<b>Total Directors</b>	<b>504,616</b>	<b>25,294</b>	<b>29,156</b>	<b>–</b>	<b>559,066</b>	
<b>Other key management personnel</b>						
I Polovineo	62,400	27,571*	–	–	89,971	0%
W Corbett	–	91,427*	2,250	–	93,677	0%
M Lilley	106,081	–	9,813	–	115,894	0%
M Bonnemaïson	235,769	–	–	–	235,769	0%
G De Ross	181,354	–	16,775	10,580	208,709*	5%
<b>Other KMP</b>	<b>585,604</b>	<b>118,998</b>	<b>28,838</b>	<b>10,580</b>	<b>744,020</b>	
<b>Totals</b>	<b>1,090,220</b>	<b>144,292</b>	<b>57,994</b>	<b>10,580</b>	<b>1,303,086</b>	

\* Eastern Iron Limited remuneration from 1 July 2013 to 11 March 2014 (date of deconsolidation).

## Directors and KMP remuneration (consolidated) for the year ended 30 June 2013

	Short-term benefits		Post employment	Share-based payments	Total	Consisting of options %
	Cash salary and fees \$	Consulting fees \$	Superannuation \$	Options \$		
<b>Directors</b>						
P Elliott	50,000	–	–	–	50,000	0%
G Jones	252,294	36,330	25,976	3,510	318,110	1%
C S Kwan	36,000	–	–	–	36,000	0%
F K Foo	36,000	–	–	–	36,000	0%
A Breen	33,024	–	2,972	–	35,996	0%
<b>Total Directors</b>	<b>407,318</b>	<b>36,330</b>	<b>28,948</b>	<b>3,510</b>	<b>476,106</b>	
<b>Other key management personnel</b>						
I Polovineo	61,800	38,400	–	12,285	112,485	11%
W Corbett	–	126,739	3,270	6,885	136,894	5%
M Lilley	121,903	–	10,971	–	132,874	0%
N Maund <sup>(a)</sup>	196,724	44,955	15,622	–	257,301	0%
J Testard	76,383	–	–	8,100	84,483	10%
M Bonnemaïson	194,822	–	–	8,100	202,922	4%
G De Ross	259,642	–	23,368	7,800	290,810	3%
<b>Other KMP</b>	<b>911,274</b>	<b>210,094</b>	<b>53,231</b>	<b>43,170</b>	<b>1,217,769</b>	
<b>Totals</b>	<b>1,318,592</b>	<b>246,424</b>	<b>82,179</b>	<b>46,680</b>	<b>1,693,875</b>	

(a) Not considered to be key management personnel for the year ending 30 June 2014

### Compensation options: granted and vested during the year (parent entity)

There were no share-based payments (options) granted during the financial year to Directors and Key Management Personnel.

The value of options granted during the period is recognised in compensation over the vesting period of the grant, in accordance with Australian Accounting Standards.

For details on the valuation of the options, including models and assumptions used, please refer to Note 19.

There were no alterations to the terms and conditions of options granted as remuneration since their grant date. There were no forfeitures during the period.

The Company has established an ESOP for the benefit of Directors, officers, senior executives and consultants.

### Directors' Benefits, Emoluments and Share Options

During its annual budget review the Board reviews the Directors' Emoluments. Remuneration levels, including participation in the Company's ESOP, are set to provide reasonable compensation in line with the Company's limited financial resources. During the year no Director of the Company has received or become entitled to receive a benefit (other than a benefit included in Note 22 of the financial statements) by reason of a contract made by the Company or a related corporation with the Director or with a firm of which he is a member, or with a company in which he has a substantial financial interest.

Due to the difficulty in the measurement of performance using quantitative indicators in the mineral exploration industry, there is no formal link between financial performance of the group and remuneration levels.

There is no retirement scheme for Non-Executive Directors.

End of Audited Remuneration report.

## MEETINGS OF DIRECTORS

The following table sets out the number of Directors' meetings (including meetings of committees of Directors) held during the financial year and the number of meetings attended by each Director.

	Board of directors		Remuneration committee		Audit committee	
	Held	Attended	Held	Attended	Held	Attended
<b>Directors</b>						
P Elliott	4	4	1	1	2	1
G Jones	4	4	1	1	2	2
C S Kwan	4	3	1	1	–	–
F K Foo	4	4	–	–	2	2
A Breen	4	4	–	–	–	–
J Testard	1	1	–	–	–	–
K Champaklal	1	1	–	–	–	–

## AUDITOR'S INDEPENDENCE AND NON-AUDIT SERVICES



### VARISCAN MINES LIMITED AUDITOR'S INDEPENDENCE DECLARATION

As lead auditor for the audit of the consolidated financial report of Variscan Mines Limited for the year ended 30 June 2014 I declare that, to the best of my knowledge and belief, there have been no contraventions of:

- (a) the auditor independence requirements of the *Corporations Act 2001* in relation to the audit; and
- (b) any applicable code of professional conduct in relation to the audit.

This declaration is in relation to the Variscan Mines Limited and the entities it controlled during the year.

**M D Muller**  
Partner

Sydney, NSW  
30 September 2014

**HLB Mann Judd (NSW Partnership) ABN 34 482 821 289**

Level 19 207 Kent Street Sydney NSW 2000 Australia | Telephone +61 (0)2 9020 4000 | Fax +61 (0)2 9020 4190

Email: [mailbox@hlbnsw.com.au](mailto:mailbox@hlbnsw.com.au) | Website: [www.hlb.com.au](http://www.hlb.com.au)

Liability limited by a scheme approved under Professional Standards Legislation

HLB Mann Judd (NSW Partnership) is a member of HLB International. A world-wide network of independent accounting firms and business advisers.

## NON-AUDIT SERVICES

The following non-audit services were provided by the Company's primary auditor, HLB Mann Judd. The Directors are satisfied that the provision of non-audit services is compatible with the general standard of independence for auditor's imposed by the Corporations Act. The nature and scope of each type of non-audit service provided means that auditor independence was not compromised.

HLB Mann Judd received or is due to receive the following amounts for the provision of non-audit services:

- ▲ Tax advisory services \$5,000

Signed at Sydney this 30th day of September 2014 in accordance with a resolution of the Directors.

**Greg Jones**  
Managing Director

# CORPORATE GOVERNANCE

The Board has adopted a corporate framework for the Company which is underpinned by the ASX Corporate Governance Council's Corporate Governance Principles and Recommendations (2nd Edition) ('the Recommendations') applicable to ASX-listed entities.

This Section addresses each of the Corporate Governance Principles and, where the Company has not followed a Recommendation, this is identified with the reasons for not following the Recommendation.

## **PRINCIPLE 1: LAY SOLID FOUNDATIONS FOR MANAGEMENT AND OVERSIGHT**

### **Recommendation 1.1 – Functions reserved to the Board and delegated to senior executives**

The Company has established functions reserved to the Board and functions delegated to senior executives.

The functions reserved to the Board include:

- (1) oversight of the Company, including its control and accountability systems;
- (2) appointing and removing the Managing Director (MD) (or equivalent), including approving remuneration of the MD and the remuneration policy and succession plans for the MD;
- (3) ratifying the appointment and, where appropriate, the removal of the Chief Financial Officer (or equivalent) and the Secretary;
- (4) input into the final approval of management's development of corporate strategy and performance objectives;
- (5) reviewing and ratifying systems of risk management and internal compliance and control, codes of conduct and legal compliance;
- (6) monitoring senior management's performance and implementation of strategy, and ensuring appropriate resources are available;
- (7) approving and monitoring the progress of major capital expenditure, capital management and acquisitions and divestitures;

- (8) approving and monitoring financial and other reporting;
- (9) appointment and composition of committees of the Board;
- (10) on recommendation of the Audit Committee, appointment of external auditors; and
- (11) on recommendation of the Nomination and Remuneration Committee, initiating Board and director evaluation.

The functions delegated to senior executives include:

- (1) implementing the Company's vision, values and business plan;
- (2) managing the business to agreed capital and operating expenditure budgets;
- (3) identifying and exploring opportunities to build and sustain the business;
- (4) allocating resources to achieve the desired business outcomes;
- (5) sharing knowledge and experience to enhance success;
- (6) facilitating and monitoring the potential and career development of the Company's people resources;
- (7) identifying and mitigating areas of risk within the business;
- (8) managing effectively the internal and external stakeholder relationships and engagement strategies;
- (9) sharing information and making decisions across functional areas;
- (10) determining the senior executives' position on strategic and operational issues; and
- (11) determining the senior executives' position on matters that will be referred to the Board.

### **Recommendation 1.2 – Performance evaluation of senior executives**

The Board reviews the performance of the Managing Director and executives to ensure they execute the Company's strategy through the efficient and effective implementation of the business objectives. The Managing Director and executives are assessed against the performance of the Company and individual performance.



### Recommendation 1.3 – Performance evaluation of senior executives during the financial year

During the financial year ended 30 June 2014, given the company's current stage of development, an informal process of performance evaluation of the Managing Director and senior executives was carried out.

## PRINCIPLE 2: STRUCTURE THE BOARD TO ADD VALUE

### Recommendation 2.1 – A majority of the Board should be independent Directors

Recommendation 2.1 requires a majority of the Board to be independent directors. The Corporate Governance Council defines independence as being free from any business or other relationship that could materially interfere with, or could reasonably be perceived to materially interfere with, the exercise of unfettered and independent judgement.

The Board has determined that three of its non-executive directors are independent as defined under Recommendation 2.1. The Company is however at variance with Recommendation 2.1 in that a majority of directors are not independent. In accordance with the definition in Recommendation 2.1 above the Board has determined that Messrs Elliott, Foo and Breen are independent. Mr Jones is the managing director of the company, Mr Testard is an executive director and Mr Kwan is a substantial shareholder and accordingly Messrs Jones, Testard and Kwan are not considered by the Board to be independent directors as defined in Recommendation 2.1.

The Board has nevertheless determined that the composition of the current Board represents the best mix of directors that have an appropriate range of qualifications and expertise and that can understand and competently deal with current and emerging business issues.

Each individual member of the Board is satisfied that whilst the Company may not comply with Recommendation 2.1, all directors bring an independent judgment to bear on Board decisions.

### Recommendation 2.2 – The chair should be an independent director

The Company's chairman, Mr Elliott, is an independent director as defined under Recommendation 2.1.

### Recommendation 2.3 – The roles of chair and managing director should be separated

The roles of the Chairman and the Managing Director are not exercised by the same individual. The Board charter summarises the roles and responsibilities of the Chairman, Mr Elliott and the Managing Director, Mr Jones.

### Recommendation 2.4 – Nomination Committee

The Board has established a Nomination and Remuneration Committee. The members of the Committee are Messrs Elliott, Kwan and Jones. A copy of the charter of the Nomination and Remuneration Committee is available on the Company's website.

### Recommendation 2.5 – Process for evaluating the performance of the Board

In accordance with the charter of the Nomination and Remuneration Committee, the Committee is responsible for the:

- (1) annual evaluation and review of the performance of the Board against both measurable and qualitative indicators established by the Committee;
- (2) evaluation and review of the performance of individual directors against both measurable and qualitative indicators established by the Committee;
- (3) review of and making of recommendations on the size and structure of the Board; and
- (4) review of the effectiveness and programme of Board meetings.

### Recommendation 2.6 – Additional information concerning the Board and Directors

- (1) the skills and experience of each Director is set out in the Directors section of the Director's Report,
- (2) the period of office of each Director is as follows:

Name	Term in office
P Elliott	5.5 years
G Jones	5.5 years
J Testard	4 months
C Kwan	5.3 years
K Foo	4.7 years
A Breen	2.7 years

- (3) the reasons why Messrs Elliott, Foo and Breen are considered to be independent Directors are disclosed in relation to Recommendation 2.1,
- (4) there are procedures in place, agreed by the Board, to enable Directors, in furtherance of their duties, to seek independent professional advice at the company's expense,
- (5) details of the names of members of the nomination and remuneration committee are disclosed in relation to Recommendation 2.4 and attendances at meetings are set out in the Directors Meetings section of the Director's Report,
- (6) given the current stage of the company's development, the 2014 evaluation of the performance of the Board, its committees and individual Directors was conducted on an agreed informal basis.
- (7) the Nomination and Remuneration Committee is responsible for providing the Board with advice and recommendations regarding the ongoing development of:
  - (a) a plan for identifying, assessing and enhancing director competencies; and
  - (b) a succession plan that is designed to ensure that an appropriate balance of skills, experience and expertise is maintained on the Board.

The charter of the Nomination and Remuneration Committee requires that prior to identifying an individual for nomination for directorship, the Committee must evaluate the range of skills, experience and expertise currently existing on the Board to ensure that the Committee identifies the particular diverse skills, experience and expertise that will most effectively complement the Board's current composition. If a new candidate is approved by the Nomination and Remuneration Committee, the appointment of that new candidate is ultimately subject to shareholder approval in accordance with the Corporations Act 2001 and the Company's Constitution.

Further details are set out in the charter of the Nomination and Remuneration Committee. A copy of the charter of the Nomination and Remuneration Committee is available on the Company's website.

### **PRINCIPLE 3: PROMOTE ETHICAL AND RESPONSIBLE DECISION MAKING**

#### **Recommendation 3.1 – Code of Conduct**

The Company has established a code of conduct as to the:

- (1) practices necessary to maintain confidence in the Company's integrity;
- (2) practices necessary to take into account the Company's legal obligations and the expectations of stakeholders; and
- (3) responsibility and accountability of individuals for reporting and investigating reports of unethical practices.

A copy of the code of conduct is available on the Company's website.

#### **Recommendation 3.2 – Diversity Policy**

The Company has established a policy concerning diversity. The Company recognises the need to set diversity measures in each of its operating locations taking into account the differing diversity issues within each geographic location in which it operates.

A copy of the diversity policy is available from the Company's website. The policy includes requirements for the Board, at the appropriate stage of its development, to establish measurable objectives for achieving gender diversity and, once established, for the Board to assess annually both the objectives and progress in achieving them.

#### **Recommendation 3.3 – Measurable Objectives for Achieving Gender Diversity**

Due to the size of the Company and its workforce and its current stage of development the Board does not consider it appropriate to set measurable objectives at this time.

The Company intends to establish measurable objectives at the appropriate stage of its development.

#### **Recommendation 3.4 – Proportion of Women Employees**

Refer Recommendation 3.3 above.

At the date of this report the Company has 5 equivalent full time employees (including the Managing Director) of which 2 are

female representing 40%. All of the employees are defined as senior management.

The Board comprises six directors all of which are male.

### **Recommendation 3.5 – Documents on Company website**

Copies of the Code of Conduct and the Diversity Policy are available from the Company's website.

## **PRINCIPLE 4: SAFEGUARD INTEGRITY IN FINANCIAL REPORTING**

#### **Recommendation 4.1 – Audit Committee**

The Company has established an Audit Committee.

#### **Recommendation 4.2 – Structure of the Audit Committee**

The Company's Audit Committee does not comply with all of the requirements of Recommendation 4.2. Details are as follows:

- (1) the Audit Committee consists of two independent non-executive directors and the Managing Director. The members of the Audit Committee are Messrs Elliott, Foo and Jones.
- (2) Mr Jones, the Managing Director is not considered to be an independent director for the reasons given under Recommendation 2.1.
- (3) the Audit Committee is chaired by Mr Foo, who is an independent director and not the Chairman of the Board.
- (4) the Audit Committee has three members.

Although not all of the members of the Audit Committee are independent the Board has nevertheless determined that the composition of the Audit Committee represents the only practical mix of directors that have an appropriate range of qualifications and expertise and that can understand and competently deal with current and emerging relevant business issues.

#### **Recommendation 4.3 – Audit Committee Charter**

The Company has adopted an Audit Committee charter which sets out its role, responsibilities and membership requirements and reflects the matters set out in the commentary and guidance for Recommendation 4.3.

#### **Recommendation 4.4 – Additional information concerning the Audit Committee**

The skills and experience of each member of the Audit Committee and the number of Audit Committee meetings attended by each member is set out in the Director's Report.

In accordance with the guide to reporting on Principle 4, the Company's Audit Committee charter is available on the Company's website.

## PRINCIPLE 5: MAKE TIMELY AND BALANCED DISCLOSURE

### Recommendation 5.1 – ASX Listing Rule Disclosure Requirements

The Company has established a Continuous Disclosure Policy which sets out the key obligations of directors and employees in relation to continuous disclosure as well as the Company's obligations under the Listing Rules and the Corporations Act. The policy also provides procedures for internal notification and external disclosures, as well as procedures for promoting understanding of compliance with disclosure requirements.

The policy reflects the matters set out in the commentary and guidance for Recommendation 5.1.

### Recommendation 5.2 – Continuous Disclosure Policy

There were no departures from Recommendation 5.1 during the financial year.

A copy of the Company's Continuous Disclosure Policy is available on the Company's website.

## PRINCIPLE 6: RESPECT THE RIGHTS OF SHAREHOLDERS

### Recommendation 6.1 – Shareholder Communications Policy

The Company has adopted a shareholder communications policy for:

- (1) promoting effective communication with shareholders; and
- (2) encouraging shareholder participation at annual and other general meetings.

A copy of the Company's shareholder communications policy is available on the Company's website.

### Recommendation 6.2 – Availability of Shareholder Communications Policy

A copy of the Company's shareholder communications policy is available on the Company's website.

## PRINCIPLE 7: RECOGNISE AND MANAGE RISK

### Recommendation 7.1 – Risk Management Policies

- (1) The Company has established policies for the oversight and management of its material business risks as follows:
- (2) the Audit Committee oversees financial risks pursuant to the Audit Committee charter. This includes internal controls to deal with both the effectiveness and efficiency of significant business processes, the safeguarding of assets, the maintenance of proper accounting records, and the reliability of financial information as well as non-financial considerations such as the benchmarking of operational key performance indicators.
- (3) the finance department of the Company manages financial risks.
- (4) a Risk Committee will oversee the Company's other material business risks.

### Recommendation 7.2 – Risk Management and Internal Control System

The Company has developed a risk management framework which is supported by the Board of directors and management.

The Board requires management to implement risk management and internal control systems to manage the Company's business risks.

The Board requires management to report to it on whether those risks are being managed effectively.

### Recommendation 7.3 – Statement from the Chief Executive Officer and the Chief Financial Officer

When considering the Audit Committee's review of financial reports the Board will receive a signed statement declaration in accordance with section 295A of the Corporations Act. This statement will also confirm whether the Company's financial reports are founded on a sound system of risk management and internal control, and that the system is operating effectively in all material respects in relation to financial risks.

Similarly, in a separate written statement the Chief Executive Officer and the Chairman of the Audit Committee will also confirm to the Board whether the Company's risk management and internal control, and that the system is operating effectively in all material respects in relation to financial risks and that nothing has occurred since period-end that would materially change the position.

### Recommendation 7.4 – Additional information concerning Risk Management

The Board has received the report from management under Recommendation 7.2 and the Board has received assurance from the managing director and the chief financial officer under Recommendation 7.3.

The Company is in the process of developing a Risk Committee charter together with a risk management framework.

## **PRINCIPLE 8: REMUNERATE FAIRLY AND RESPONSIBLY**

### **Recommendation 8.1 – Remuneration Committee**

The Company has established a Nomination and Remuneration Committee which has delegated responsibilities in relation to the Company's remuneration policies as set out in the Company's Nomination and Remuneration Committee charter. The charter reflects the matters set out in the commentary and guidance for Recommendation 8.1.

### **Recommendation 8.2 – Remuneration of Executive Directors, Executives and Non- Executive Directors**

The Company complies with Recommendation 8.2 by clearly distinguishing the structure of non-executive directors' remuneration from that of executive directors and senior executives. The commentary that follows each Recommendation does not form part of the Recommendation. Remuneration for non-executive directors is fixed. Total remuneration for all non-executive directors voted by shareholders at the Annual General Meeting held in November 2010 is not to exceed \$250,000 per annum.

Neither the non-executive directors nor the executives of the Company receive any retirement benefits, other than superannuation.

### **Recommendation 8.3 – Additional information concerning Remuneration**

The skills and experience of each member of the Nomination and Remuneration Committee and the number of Committee meetings attended by each member is set out in the Director's Report.

A copy of the Company's Nomination and Remuneration Committee charter is available on the Company's website.

# Consolidated Statement of Comprehensive Income

For the year ended 30 June 2014

	Note	2014 \$	2013 \$
<b>Revenue and other income</b>	3	1,995,045	2,287,040
ASX and ASIC fees		(50,398)	(49,223)
Auditors' remuneration	5	(108,323)	(95,241)
Contract admin/geological services		(149,238)	(205,213)
Depreciation expense	13	(77,558)	(86,585)
Directors' fees		(289,314)	(360,213)
Exploration expenditure written-off	14	(1,531,881)	(3,482,189)
Finance costs		(279,900)	–
Impairment of investment		(784,909)	(1,476,368)
Interest on convertible note	17	(563,634)	(924,679)
Loss on options – mark to market		(117,221)	(85,960)
Operating lease rental expense		(117,589)	(108,222)
Loss on disposal of subsidiary		(471,845)	–
Employee costs net of on-costs recharged to exploration projects		(1,046,133)	(1,137,770)
Share of net losses of associate accounted for by the equity method	9	(1,389,073)	(163,944)
Other expenses		(777,904)	(733,891)
<b>(Loss) before income tax expense</b>		<b>(5,759,875)</b>	<b>(6,622,458)</b>
Income tax benefit/(expense)	4	42,631	(1,227,266)
<b>(Loss) after tax</b>		<b>(5,717,244)</b>	<b>(7,849,724)</b>
<b>Other comprehensive income/(loss)</b>			
<i>Items that may be reclassified to profit or loss</i>			
Net fair value gains/(losses) on available-for-sale financial assets		93,671	(668,732)
Income tax on items of other comprehensive income/(loss)		(28,102)	200,620
<b>Other comprehensive income/(loss) for the period, net of tax</b>		<b>65,569</b>	<b>(468,112)</b>
<b>Total comprehensive (loss) for the period</b>		<b>(5,651,675)</b>	<b>(8,317,836)</b>
<b>(Loss) for the period is attributable to:</b>			
Non-controlling interests		24,816	(633,183)
Owners of the parent		(5,742,060)	(7,216,541)
		<b>(5,717,244)</b>	<b>(7,849,724)</b>
<b>Total comprehensive (loss) for the period is attributable to:</b>			
Non-controlling interests		24,816	(633,183)
Owners of the parent		(5,676,491)	(7,684,653)
		<b>(5,651,675)</b>	<b>(8,317,836)</b>
<b>(Loss) per share</b>			
Basic (loss) per share (cents per share)	21	(3.27)	(4.12)
Diluted (loss) per share (cents per share)	21	(3.27)	(4.12)

The Consolidated Statement of Comprehensive Income should be read in conjunction with the accompanying notes.

# Consolidated Statement of Financial Position

As at 30 June 2014

	Note	2014 \$	2013 \$
<b>Assets</b>			
<b>Current assets</b>			
Cash and cash equivalents	6	2,408,993	9,333,933
Receivables	7	414,913	567,987
Tenement security deposits	12	30,000	170,000
<b>Total current assets</b>		<b>2,853,906</b>	<b>10,071,920</b>
<b>Non-current assets</b>			
Investments – available for sale	8	1,433,127	1,400,439
Investment in associates	9	1,850,000	468,000
Derivative financial instruments	11	955	81,176
Receivables	7	32,156	31,932
Tenement security deposits	12	20,000	115,850
Property, plant and equipment	13	203,165	233,771
Deferred exploration and evaluation expenditure	14	918,297	5,793,879
Deferred tax asset	4	828,869	814,339
<b>Total non-current assets</b>		<b>5,286,569</b>	<b>8,939,386</b>
<b>Total assets</b>		<b>8,140,475</b>	<b>19,011,306</b>
<b>Liabilities</b>			
<b>Current liabilities</b>			
Trade and other payables	15	364,555	691,204
Provisions	16	97,103	139,494
Derivative liability	17	–	2,139
Convertible note	17	–	1,969,654
<b>Total current liabilities</b>		<b>461,658</b>	<b>2,802,491</b>
<b>Non-current liabilities</b>			
Provisions	16	54,497	61,867
<b>Total non-current liabilities</b>		<b>54,497</b>	<b>61,867</b>
<b>Total liabilities</b>		<b>516,155</b>	<b>2,864,358</b>
<b>Net assets</b>		<b>7,624,320</b>	<b>16,146,948</b>
<b>Equity</b>			
<b>Equity attributable to equity holders of the parent</b>			
Contributed equity	18	14,526,115	14,515,132
Reserves	20	3,547,839	4,514,098
Accumulated losses		(10,449,634)	(9,004,793)
<b>Parent interests</b>		<b>7,624,320</b>	<b>10,024,437</b>
<b>Non-controlling interests</b>	10	–	6,122,511
<b>Total equity</b>		<b>7,624,320</b>	<b>16,146,948</b>

The Consolidated Statement of Financial Position should be read in conjunction with the accompanying notes.



# Consolidated Statement of Cash Flows

For the year ended 30 June 2014

	Note	2014 \$	2013 \$
<b>Cash flows from operating activities</b>			
Payment to suppliers and employees		(2,463,696)	(2,777,015)
Consultancy fees and rental income received		280,568	276,226
R&D tax offset		956,555	1,232,116
Interest received		225,159	524,507
<b>Net cash flows used in operating activities</b>	29	<b>(1,001,414)</b>	<b>(744,166)</b>
<b>Cash flows from investing activities</b>			
Purchase of plant and equipment		(63,916)	(97,489)
Proceeds from sale of plant and equipment		–	19,656
Sale of mining tenements		200,000	–
Expenditure on mining interests (exploration)		(3,535,397)	(3,221,941)
Purchase of equity investments		(30,000)	–
Tenement security deposits & bank guarantees (paid)/recovered		222,500	(37,500)
Cash forgone on disposal of subsidiary		(86,556)	–
<b>Net cash flows from investing activities</b>		<b>(3,293,369)</b>	<b>(3,337,274)</b>
<b>Cash flows from financing activities</b>			
Proceeds from issue of shares		16,875	1,348,661
Payment of share issue costs		–	(54,400)
Repayment of convertible note		(2,350,000)	–
Convertible note costs		(308,288)	(201,370)
<b>Net cash flows (used in)/from financing activities</b>		<b>(2,641,413)</b>	<b>1,092,891</b>
<b>Net increase in cash and cash equivalents</b>		<b>(2,988,549)</b>	<b>5,498,831</b>
Net foreign exchange differences		11,256	(51,027)
Cash and cash equivalents at beginning of period		9,333,933	12,373,509
<b>Cash and cash equivalents at end of period</b>	29	<b>2,408,993</b>	<b>9,333,933</b>

The Consolidated Statement of Cash Flows should be read in conjunction with the accompanying notes.

# Consolidated Statement of Changes in Equity

For the year ended 30 June 2014

Note	Contributed equity \$	Accumulated losses \$	Reserves \$	Non-controlling interest \$	Total equity \$	
At 1 July 2012	14,515,132	(1,849,638)	2,837,018	5,419,932	20,922,444	
(Loss) for the period	–	(7,216,541)	–	(633,183)	(7,849,724)	
Other comprehensive income	–	–	(468,112)	–	(468,112)	
<b>Total comprehensive (loss) for the period</b>	<b>–</b>	<b>(7,216,541)</b>	<b>(468,112)</b>	<b>(633,183)</b>	<b>(8,317,836)</b>	
<b>Transactions with owners in their capacity as owners:</b>						
Issue of share capital (net of share issue costs)	–	–	–	1,421,467	1,421,467	
Transfer expired options to Retained Earnings	–	504,113	(389,548)	(114,565)	–	
Investment revaluation reserve adjustment	20	(442,727)	442,727	–	–	
Deferred tax adjustment	20	–	745,611	–	745,611	
Adjustment relating to impairment of assets	20	–	845,817	–	845,817	
Share-based payments	20	–	50,815	28,860	79,675	
Foreign currency translation	20	–	449,770	–	449,770	
<b>At 30 June 2013</b>	<b>20</b>	<b>14,515,132</b>	<b>(9,004,793)</b>	<b>4,514,098</b>	<b>6,122,511</b>	<b>16,146,948</b>
At 1 July 2013	14,515,132	(9,004,793)	4,514,098	6,122,511	16,146,948	
(Loss) for the period	–	(5,742,060)	–	24,816	(5,717,244)	
Other comprehensive income	–	–	65,569	–	65,569	
<b>Total comprehensive (loss) for the period</b>	<b>–</b>	<b>(5,742,060)</b>	<b>65,569</b>	<b>24,816</b>	<b>(5,651,675)</b>	
<b>Transactions with owners in their capacity as owners:</b>						
Issue of share capital (net of share issue costs)	16,875	–	–	255,155	272,030	
Transfer expired options to Retained Earnings	–	282,550	(47,880)	(234,670)	–	
Expiry of Convertible Note Option	20	–	1,095,168	–	–	
Non-Controlling interest disposal of Eastern Iron Limited	(5,892)	2,919,501	229,108	(6,178,392)	(3,035,675)	
Share-based payments	–	–	–	10,580	10,580	
Foreign currency translation	20	–	(117,888)	–	(117,888)	
<b>At 30 June 2014</b>	<b>20</b>	<b>14,526,115</b>	<b>(10,449,634)</b>	<b>3,547,839</b>	<b>–</b>	<b>7,624,320</b>

The Consolidated Statement of Changes in Equity should be read in conjunction with the accompanying notes.

# CONSOLIDATED NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

For the year ended 30 June 2014

## 1. CORPORATE INFORMATION

The financial report of Variscan Mines Limited (Variscan or the Company) (formerly PlatSearch NL) for the year ended 30 June 2014 was authorised for issue in accordance with a resolution of the Directors on 30 September 2014.

On 10 January 2014 the Company changed its name from PlatSearch NL to Variscan Mines Limited.

Variscan Mines Limited (the parent) is a company limited by shares incorporated and domiciled in Australia whose shares are publicly traded on the Australian Securities Exchange under ASX Code VAR.

The consolidated financial statements comprise the financial statements of Variscan Mines Limited and its subsidiaries (the Group or Consolidated Entity).

The nature of the operations and principal activities of the Consolidated Entity are described in the Directors' Report.

## 2. SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

### Basis of preparation

The financial report is a general purpose financial report, which has been prepared in accordance with the requirements of the Corporations Act 2001, Australian Accounting Standards and other authoritative pronouncements of the Australian Accounting Standards Board. It has been prepared on a historical cost basis except for investments in listed shares and derivative financial instruments, which are measured at fair value.

### Statement of compliance

The financial report complies with Australian Accounting Standards and International Financial Reporting Standards ('IFRS') as issued by the International Accounting Standards Board ('IASB').

### Basis of consolidation

The consolidated financial statements comprise the financial statements of Variscan Mines Limited (Variscan or the Company) and its subsidiaries (collectively, the Group) as at 30 June each year.

The financial statements of subsidiaries are prepared for the same reporting period as the parent company, using consistent accounting policies.

All intercompany balances and transactions, income and expenses and profit and losses resulting from intra-group transactions have been eliminated in full.

Non-controlling interests are allocated their share of profit after tax in the statement of comprehensive income and are presented within equity in the consolidated statement of financial position, separately from the equity of the owners of the parent. Losses are attributable to the non-controlling interest even if that results in a deficit balance.

Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the Group and cease to be consolidated from the date on which control is transferred out of the Group. At this date, any retained interest in the entity is remeasured to its fair value with the change in carrying amount recognised in profit or loss. The fair value is the initial carrying amount for the purposes of subsequently accounting for the retained interest as an associate.

### Business combinations

Business combinations are accounted for using the acquisition method. The consideration transferred in a business combination shall be measured at fair value, which shall be calculated as the sum of the acquisition-date fair values of the assets transferred by the acquirer, the liabilities incurred by the acquirer to former owners of the acquiree and the equity issued by the acquirer, and the amount of any non-controlling interest in the acquiree. For each business combination, the acquirer measures the non-controlling interest in the acquiree either at fair value or at the proportionate share of the acquiree's identifiable net assets.

Acquisition-related costs are expensed as incurred.

When the Group acquires a business, it assesses the financial assets and liabilities assumed for appropriate classification and designation in accordance with the contractual terms, economic conditions, the Group's operating or accounting policies and other pertinent conditions as at the acquisition date. This includes the separation of embedded derivatives in host contracts by the acquiree.

If the business combination is achieved in stages, the acquisition date fair value of the acquirer's previously held equity interest in the acquiree is remeasured at fair value as at the acquisition date through profit or loss.

Any contingent consideration to be transferred by the acquirer will be recognised at fair value at the acquisition date. Subsequent changes to the fair value of the contingent consideration which is deemed to be an asset or liability will be recognised in accordance with AASB 139 either in profit or loss or in other comprehensive income. If the contingent consideration is classified as equity, it shall not be remeasured.

## Cash and cash equivalents

Cash and short-term deposits in the Statement of Financial Position comprise cash at bank and in hand and short-term deposits readily convertible to a known amount of cash and subject to an insignificant risk of change in value.

For the purposes of the Statement of Cash Flows, cash and cash equivalents consist of cash and cash equivalents as defined above, net of outstanding bank overdrafts, if any.

## Trade and other receivables

Trade receivables, which generally have a 30 day term, are recognised initially at fair value and subsequently measured at amortised cost using the effective interest method, less an allowance for impairment.

An allowance for doubtful debts is made when there is objective evidence that the Company will not be able to collect the debts. Bad debts are written off when identified.

## Exploration, evaluation, development and restoration costs

### Exploration and evaluation

Exploration and evaluation expenditure incurred by or on behalf of the Company is accumulated separately for each area of interest. Such expenditure comprises net direct costs and an appropriate portion of related overhead expenditure, but does not include general overheads or administrative expenditure not having a specific connection with a particular area of interest.

Exploration and evaluation costs in relation to separate areas of interest for which rights of tenure are current are brought to account in the year in which they are incurred and carried forward provided that:

Such costs are expected to be recouped through successful development and exploitation of the area, or alternatively through its sale.

Exploration and/or evaluation activities in the area have not yet reached a stage which permits a reasonable assessment of the existence or otherwise of economically recoverable reserves.

Once a development decision has been taken, all past and future exploration and evaluation expenditure in respect of the area of interest is aggregated within costs of development.

### Exploration and evaluation – impairment

The Group assesses at each reporting date whether there is an indication that an asset has been impaired and for exploration and evaluation costs whether the above carry forward criteria are met.

Accumulated costs in respect of areas of interest are written off or a provision made in the Statement of Comprehensive Income when the above criteria do not apply or when the Directors

assess that the carrying value may exceed the recoverable amount. The costs of productive areas are amortised over the life of the area of interest to which such costs relate on the production output basis.

Provisions are made where farm-in partners are sought and there is a possibility that carried-forward expenditures may have to be written off in the future if a farm-in partner is not found. In the event that farm-in agreements are reached or the Company undertakes further exploration in its own right on those properties, the provisions would be reviewed and if appropriate, written back.

### Development

Development expenditure incurred by or on behalf of the Company is accumulated separately for each area of interest in which economically recoverable reserves have been identified to the satisfaction of the Directors. Such expenditure comprises net direct costs and, in the same manner as for exploration and evaluation expenditure, an appropriate portion of related overhead expenditure having a specific connection with the development property.

All expenditure incurred prior to the commencement of commercial levels of production from each development property is carried forward to the extent to which recoupment out of revenue to be derived from the sale of production from the relevant development property, or from the sale of that property, is reasonably assured.

No amortisation is provided in respect of development properties until a decision has been made to commence mining. After this decision, the costs are amortised over the life of the area of interest to which such costs relate on a production output basis.

### Restoration

Provisions for restoration costs are recognised when the Company has a present obligation (legal or constructive) as a result of a past event, it is probable that an outflow of resources embodying economic benefits will be required to settle the obligation and a reliable estimate can be made of the amount of the obligation.

If the effect of the time value of money is material, provisions are determined by discounting the expected cash flows at a pre-tax rate that reflects current market assessments of the time value of money and, where appropriate, the risks specific to the liability.

When discounting is used, the increase in the provision due to the passage of time is recognised as a finance cost.

## Investments and other financial assets

Investments and financial assets in the scope of AASB 139 Financial Instruments: Recognition and Measurement are categorised as either financial assets at fair value through profit or loss, loans and receivables, or available for sale financial assets. The classification depends on the purpose for which the investments were acquired. Designation is re-evaluated at each financial year end, but there are restrictions on reclassifying to other categories.

When financial assets are recognised initially, they are measured at fair value, plus, in the case of assets not at fair value through profit or loss, directly attributable transaction costs.

## Recognition and derecognition

All purchases and sales of financial assets are recognised on the trade date i.e. the date that the Group commits to purchase the asset. Regular way purchases or sales are purchases or sales of financial assets under contracts that require delivery of the assets within the period established generally by regulation or convention in the market place. Financial assets are derecognised when the right to receive cash flows from the financial assets have expired or have been transferred.

## Financial assets at fair value through profit or loss

Financial assets classified as held for trading are included in the category 'financial assets at fair value through profit or loss'. Financial assets are classified as held for trading if they are acquired for the purpose of selling in the near term with the intention of making a profit. Derivatives are also classified as held for trading unless they are designated as effective hedging instruments. Gains or losses on financial assets held for trading are recognised in profit or loss and the related assets are classified as current assets in the Statement of Financial Position.

## Loans and receivables

Loans and receivables including loan notes and loans to KMP are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market. Such assets are carried at amortised cost using the effective interest method. Gains and losses are recognised in profit or loss when the loans and receivables are derecognised or impaired. These are included in current assets, except for those with maturities greater than 12 months after reporting date, which are classified as non-current.

## Available for sale securities

Available for sale investments are those non-derivative financial assets, principally equity securities, that are designated as available for sale or are not classified as any of the three preceding categories. After initial recognition available for sale securities are measured at fair value with gains or losses being recognised as a separate component of equity until the investment is derecognised or until the investment is determined to be impaired, at which time the cumulative gain or loss previously reported in equity is recognised in profit or loss.

The fair values of investments that are actively traded in organised financial markets are determined by reference to quoted market bid prices at the close of business on the reporting date. For investments with no active market, fair values are determined using valuation techniques. Such techniques include: using recent arm's length market transactions; reference to the current market value of another instrument that is substantially the same; discounted cash flow analysis and option pricing models making as much use of available and supportable market data as possible and keeping judgemental inputs to a minimum.

## Investments in associates

The Group's investment in its associates is accounted for using the equity method of accounting in the consolidated financial statements and at cost in the parent. The associates are entities over which the Group has significant influence and that are neither subsidiaries nor joint ventures.

The Group generally deems they have significant influence if they have over 20% of the voting rights.

Under the equity method, investments in the associates are carried in the consolidated Statement of Financial Position at cost plus post-acquisition changes in the Group's share of net assets of the associates. Goodwill relating to an associate is included in the carrying amount of the investment and is not amortised. After application of the equity method, the Group determines whether it is necessary to recognise any impairment loss with respect to the Group's net investment in associates.

The Group's share of its associates' post-acquisition profits or losses is recognised in the Statement of Comprehensive Income, and its share of post-acquisition movements in reserves is recognised in reserves. The cumulative post-acquisition movements are adjusted against the carrying amount of the investment. Dividends receivable from associates are recognised in the parent entity's Statement of Comprehensive Income, while in the consolidated financial statements they reduce the carrying amount of the investment.

When the Group's share of losses in an associate equals or exceeds its interest in the associate, including any unsecured long-term receivables and loans, the Group does not recognise further losses, unless it has incurred obligations or made payment on behalf of the associate.

The reporting dates of the associates and the Group are identical and the associates' accounting policies conform to those used by the Group for like transactions and events in similar circumstances.

## Interest in jointly controlled operations – joint ventures

The Group has an interest in exploration joint ventures that are jointly controlled. A joint venture is a contractual arrangement whereby two or more parties undertake an economic activity that is subject to joint control. A jointly controlled operation involves use of assets and other resources of the venturers rather than establishment of a separate entity. The Group recognises its interest in the jointly controlled operations by recognising the assets that it controls and the liabilities that it incurs. The Group also recognises the expenses that it incurs and its share of any income that it earns from the sale of goods or services by the jointly controlled operations.

## Plant and equipment

Plant and equipment is stated at historical cost less accumulated depreciation and any accumulated impairment losses.

Depreciation is calculated on a straight-line basis over the estimated useful life of the asset, namely motor vehicles and plant and equipment – depreciated over 2–10 years (2013: 2–8 years).

## Impairment

The carrying values of plant and equipment are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate the carrying value may not be recoverable.

An item of plant and equipment is derecognised upon disposal or when no further future economic benefits are expected from its use or disposal.

Any gain or loss arising on derecognition of the asset (calculated as the difference between the net disposal proceeds and the carrying amount of the item) is included in the income statement in the period the item is derecognised.

## Leases

In determination of whether an arrangement is or contains a lease is based on the substance of the arrangement and requires an assessment of whether the fulfilment of the arrangement is dependent on the use of a specific asset or assets and the arrangement conveys a right to use the asset.

Leases where the lessor retains substantially all the risks and benefits of ownership of the asset are classified as operating leases.

Operating lease payments are recognised as an expense in the income statement on a straight-line basis over the lease term.

## Trade and other payables and provisions

Trade payables and other payables are carried at amortised cost. They represent liabilities for goods and services provided to the Group prior to the end of the financial year that are unpaid and arise when the Group becomes obliged to make future payments in respect of the purchase of these goods and services.

Provisions are recognised when the Company has a present obligation (legal or constructive) as a result of a past event, it is probable that an outflow of resources embodying economic benefits will be required to settle the obligation and a reliable estimate can be made of the amount of the obligation.

Where the Company expects some or all of a provision to be reimbursed, for example under an insurance contract, the reimbursement is recognised as a separate asset but only when the reimbursement is virtually certain. The expense relating to any provision is presented in the Statement of Comprehensive Income net of any reimbursement.

If the effect of the time value of money is material, provisions are determined by discounting the expected future cash flows at a pre-tax rate that reflects current market assessments of the time value of money and where appropriate, the risks specific to the liability.

When discounting is used, the increase in the provision due to the passage of time is recognised as a finance cost.

## Borrowing costs

Borrowing costs directly attributable to the acquisition, construction or production of a qualifying asset (i.e. an asset that necessarily takes a substantial period of time to get ready for its intended use or sale) are capitalised as part of the cost of that asset. All other borrowing costs are expensed in the period they occur. Borrowing costs consist of interest and other costs that an entity incurs in connection with the borrowing of funds.

## Convertible notes

The component of convertible notes that exhibits characteristics of a borrowing is recognised as a liability in the Statement of Financial Position, net of transaction costs. On issue of convertible note, the fair value of the liability component is determined using a market rate for an equivalent non-convertible note and this amount is carried as a liability on the amortised cost basis until extinguished on conversion or redemption. The increase in the liability due to the passage of time is recognised as a finance cost. The component of the note that exhibits characteristics of a derivative is recognised as a liability in the Statement of Financial Position. The option is carried at fair value and is subsequently remeasured at each reporting date, with any movement recognised in the income statement.

The remainder of the proceeds is allocated to the equity component and is recognised in shareholders' equity, net of tax effects. The carrying amount of the equity component is not remeasured in subsequent years.

Convertible notes are classified as non-current liabilities unless the Group has an unconditional obligation to settle the liability within 12 months after the reporting date.

## Employee entitlements

### Wages, salaries, annual leave, and long service leave

Liabilities for wages and salaries are recognised and are measured as an amount unpaid at the reporting date at current pay rates in respect of employee's services up to that date.

### Superannuation

The Company contributes to defined contribution superannuation funds for its employees. The cost of these contributions is expensed as incurred. A liability in respect of superannuation at the current superannuation guarantee rate has been accrued at the reporting date.

### Share-based payment transactions

In addition to salaries, the Group provides benefits to certain employees (including Directors) of the Group in the form of share-based payment transactions, whereby employees render services in exchange for shares or rights over shares ('equity-settled transactions').

There is currently an Employee Share Option Plan in place to provide these benefits.

The cost of these equity-settled transactions with employees is measured by reference to the fair value at the date at which they are granted. The fair value of the options is determined by using the binomial option pricing model.

In valuing transactions settled by way of issue of options, no account is taken of any vesting limits or hurdles, or the fact that the options are not transferable.

The cost of equity-settled transactions is recognised, together with a corresponding increase in equity, over the period in which the vesting conditions are fulfilled, ending on the date on which the relevant employees become fully entitled to the award (the vesting period).